

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT
INITIÉE PAR
EUROFINS DISCOVERY SERVICES LUX HOLDING

visant les actions de la société

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT
INITIÉE PAR
EUROFINS DISCOVERY SERVICES LUX HOLDING

visant les actions de la société



INFORMATIONS RELATIVES AUX CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE VISEE



Le présent document relatif aux autres informations de la société CEREP a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (l'« **AMF** ») le 22 janvier 2013, conformément à l'article 231-28 du Règlement Général de l'AMF et de son instruction n° 2006-07 du 25 juillet 2006. Ce document a été établi sous la responsabilité de la société CEREP.

Le présent document est disponible sur les sites Internet de l'AMF (www.amf-france.org) et de CEREP (www.cerep.com), et peut être obtenu sans frais au siège de CEREP (Le Bois l'Evêque, 86600 Celle l'Evescault).

SOMMAIRE

Pages

1	RENSEIGNEMENTS GENERAUX	3
1.1	DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL	3
1.2	REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES	3
1.3	FORME SOCIALE	3
1.4	DUREE.....	3
1.5	OBJET SOCIAL.....	3
1.6	ACTIVITE.....	4
1.7	EXERCICE SOCIAL.....	4
1.8	REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE DE CEREP	4
2	MISE A JOUR DE L'INFORMATION PERIODIQUE	5
3	RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2011	95
4	RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2012	96
5	DERNIERS COMMUNIQUEES PUBLIEES.....	135
5.1	COMMUNIQUE DE PRESSE EN DATE DU 3 OCTOBRE 2012 (RESULTATS CONSOLIDES SEMESTRIELS)....	136
5.2	COMMUNIQUE EN DATE DU 24 DECEMBRE 2012 (PROJET D'OFFRE PUBLIQUE)	141
6	PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITÉ DU PRESENT DOCUMENT	144

1.1 Dénomination et siège social

La dénomination sociale de la société est CEREP (ci-après la « **Société** »).

Le siège social de la Société est situé Le Bois l'Evêque, 86600 Celle l'Evescault.

1.2 Registre du Commerce et des Sociétés

La Société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Poitiers sous le numéro 353 189 848.

1.3 Forme sociale

La Société est une société anonyme à conseil d'administration.

1.4 Durée

La Société est constituée depuis le 20 décembre 1989 (et immatriculée le 24 janvier 1990).

Sa durée est fixée à 99 ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et expirera le 23 janvier 2089.

1.5 Objet social

La Société a pour objet :

- la production et la vente à différents stades de développement de molécules biologiques et toutes activités, de quelque nature que ce soit, liées à l'industrie pharmaceutique (humaine et vétérinaire), agro-alimentaire, phytopharmaceutique, cosmétique, chimique et aux activités médicales, paramédicales et vétérinaires ;
- et, plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, à cet objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires, la participation directe ou indirecte de la société à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

1.6 Activité

Spécialiste de la pharmacologie in vitro et de l'ADME-toxicologie, la Société offre des services qui permettent de réduire les coûts de la recherche des médicaments en identifiant précocement les médicaments les plus prometteurs tout en éliminant les composés susceptibles d'échouer en développement. Les technologies de la Société sont à ce jour utilisées par plus de 460 sociétés pharmaceutiques ou biotechnologiques dans le monde entier, incluant la plupart des leaders de l'industrie pharmaceutique.

1.7 Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre de chaque année.

1.8 Répartition du capital et des droits de vote de CEREP

Au 11 janvier 2013, et à la connaissance de la Société, le capital et les droits de vote de la Société sont répartis comme suit :

Actionnaires	Répartition du capital et des droits de vote au [9] janvier 2013	
	Nombre	%
EUROFINS DISCOVERY SERVICES LUX HOLDING	3 783 556	30,00
EUROFINS SCIENTIFIC	1	-
<i>Sous-total EUROFINS*</i>	<i>3 783 557</i>	<i>30,00</i>
M. Thierry Jean	1	-
Institut Pasteur de Lille**	865 100	6,86
OTC Asset Management	540 228	4,28
CDC PMR CROISSANCE	399 461	3,17
Actions auto-détenues***	57 320**	0,45
Public	6 966 208	55,24
Total	12 611 875	100

* Le pourcentage exact étant égal à 3 783 557 / 12 611 875, soit 29,9999563903068 %, strictement inférieur à 30 %.

** Sachant que la fondation de l'Institut Pasteur Lille et EUROFINS DISCOVERY SERVICES LUX HOLDING sont convenus de la cession de ces 865 100 actions dans les conditions décrites dans le document déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers dans le cadre de l'offre publique d'achat simplifiée initiée par EUROFINS DISCOVERY SERVICES LUX HOLDING et visant les actions de la société CEREP.

*** au 31 décembre 2012

Le capital de la Société est égal à 3 783 562,50 euros divisé en 12 611 875 actions de 0,30 euro de valeur nominale chacune.

La Société n'a aucune précision à apporter aux informations contenues dans le rapport financier annuel 2011 (voir section 3 ci-après) ainsi que dans le rapport financier semestriel au 30 juin 2012 (voir section 4 ci-après).

Prochain rendez-vous

Résultats consolidés 2012 (date de publication non arrêtée).

Ce document, en date du 20 avril 2012, est disponible sur le site Internet de CEREP (www.cerep.com), et mis gratuitement à la disposition du public au siège social de CEREP (Le Bois l'Evêque, 86600 Celle l'Evescault).

RAPPORT ANNUEL

2011

ALCER
LISTED
NYSE
ALTERNEXT

SOMMAIRE

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DU 10 MAI 2012	3
COMPTES CONSOLIDÉS 2011	21
Résultats et chiffres significatifs consolidés des cinq derniers exercices	22
Compte de résultat	24
Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	25
Bilan	26
Tableau de flux de trésorerie	27
Tableau de variation des capitaux propres	28
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS	29
1. Faits significatifs	29
2. Principes et méthodes appliqués	29
3. Analyse des principaux postes du bilan	36
4. Analyse des principaux postes du compte de résultat	43
5. Activités abandonnées	47
6. Instruments financiers et engagements hors-bilan	49
7. Autres informations	54
COMPTES SOCIAUX 2011	57
Résultats et chiffres significatifs consolidés des cinq derniers exercices	58
Compte de résultat	59
Bilan actif	60
Bilan passif	61
Tableau de flux de trésorerie	27
ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX	63
1. Faits significatifs à la clôture	63
2. Evénements postérieurs à la clôture	63
3. Rappel des principes et méthodes significatifs appliqués	63
4. Analyse des principaux postes du bilan	66
5. Analyse des principaux postes du compte de résultat	74
6. Instruments financiers et risques de marché	78
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	81

Nous vous avons réunis en Assemblée générale annuelle en application de la loi et des statuts pour vous rendre compte de l'activité de Cerep au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Les convocations à la présente Assemblée ont été régulièrement effectuées.

Les documents prévus par la réglementation en vigueur vous ont été adressés ou ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Ces documents ont été transmis au Comité d'Entreprise.

Le présent rapport a notamment pour objet de vous présenter la situation de notre Société et celle de notre Groupe.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ont été établis suivant les mêmes modes de présentation et les mêmes méthodes d'évaluation que l'exercice précédent.

Présentation de l'activité de la Société et du Groupe

Cerep est un partenaire stratégique de l'industrie pharmaceutique dans le domaine de la découverte de médicaments ("drug discovery").

La Société a développé et intégré un ensemble de technologies et de savoir-faire qui permet à ses clients de mettre en œuvre une nouvelle stratégie de drug discovery. Son approche rationnelle apporte des solutions pour réduire le temps et le coût de développement des médicaments en décelant très tôt les candidats-médicaments les plus prometteurs tout en éliminant très précocement les molécules qui pourraient échouer en développement.

Cerep a en effet développé une plate-forme technologique pour déterminer très rapidement et à faible coût les propriétés pharmacologiques, le métabolisme et la toxicité potentielle des candidats-médicaments. Ces molécules sont ainsi testées *in vitro* dans un ensemble de modèles (ou tests) moléculaires et cellulaires mis au point et validés par Cerep. Les résultats de ce profilage *in vitro* fournissent autant d'indicateurs des effets des composés chez l'homme. Ils sont interprétés à l'aide de BioPrint®, un outil informatique propriétaire développé par les informaticiens et les pharmacologues de Cerep autour d'une base de données générée par la Société et incluant les résultats *in vitro* de près de 2 500 médicaments actuellement commercialisés, ayant échoué pendant les phases de développement cliniques, ou ayant été retirés du marché. Cette approche permet aux clients de Cerep de limiter le nombre de produits à synthétiser et à tester dans les phases de recherche, d'orienter les candidats-médicaments lors des essais cliniques et d'identifier de nouvelles indications pour des médicaments existants, et/ou ayant échoué dans leur indication originale ou encore en cours de développement.

La plate-forme technologique de Cerep

- . la plate-forme technologique de Cerep comprend :
- . le criblage à haut débit pour tester rapidement des chimiothèques de grande taille ;
- . le profilage à haut débit pour déterminer *in vitro* les effets pharmacologiques (spécificité des molécules) et pharmaceutiques (biodisponibilité et toxicité des molécules) ;
- . BioPrint®, une base de données relationnelle qui permet de prédire les propriétés cliniques d'une molécule à partir de ses descripteurs moléculaires et de ses effets *in vitro* ;
- . Data OnLine, une interface web sécurisée pour la transmission et l'analyse des données issues des tests de profilage et de criblage.

Les modèles *in vitro*

Une molécule chimique exerce son effet biologique, que ce soit un effet thérapeutique ou un effet toxique, en agissant sur des protéines, appelées cibles moléculaires. Le nombre total de protéines, ou cibles potentielles, chez l'homme, est estimé à environ 10 000. Les progrès récents en biologie moléculaire ont permis d'identifier nombre de ces cibles mais le mécanisme d'action de la plupart d'entre elles reste inconnu. Seules quelques centaines de ces cibles sont connues pour être impliquées dans les effets thérapeutiques et secondaires des médicaments.

La connaissance exhaustive de ces cibles et leur relation avec les effets cliniques observés chez l'homme permettrait le développement de médicaments efficaces et dénués d'effets secondaires ou toxiques.

Cerep a, dans ce domaine, le savoir-faire le plus étendu au monde, avec un catalogue d'environ 1 300 modèles *in vitro* permettant de déterminer l'effet des molécules sur plusieurs centaines de cibles, incluant les cibles déjà connues et d'autres de découverte plus récente et encore mal caractérisées.

Les modèles sont fiables et robustes. Ils sont réalisés dans des volumes de quelques microlitres pour une optimisation des coûts et une faible consommation des matières premières.

La recherche et développement de Cerep est spécialisée dans la mise au point de nouveaux modèles *in vitro* et l'adaptation de nouvelles technologies dans ces modèles.

Le criblage à haut débit

Un programme de recherche de nouveaux médicaments débute en général par le test de plusieurs centaines de milliers de composés sur la cible d'intérêt. Cette étape est appelée criblage à haut débit. Elle doit être réalisée rapidement, à faible coût et doit permettre l'identification fiable de composés actifs. Cerep a développé un savoir-faire reconnu dans ce domaine, mettant en jeu un processus optimisé basé sur l'utilisation de matériels robotiques sophistiqués dont certains ont été conçus par la Société.

Cerep est capable de cribler plusieurs dizaines de milliers de composés par jour sur une cible déterminée.

Le profilage à haut débit

A l'issue de l'étape de criblage à haut débit, les composés actifs sont sélectionnés. Leurs structures chimiques servent de base aux chimistes pour la conception de nouveaux composés qui seront à leur tour criblés sur la cible d'intérêt. A ce stade, il est important aussi de s'assurer que ces composés ne produiront pas d'effets secondaires ou toxiques, de vérifier qu'ils atteindront l'organe visé une fois administrés chez l'homme et que leur métabolisme hépatique sera compatible avec leur utilisation. A cette fin, les composés doivent être testés dans un ensemble de modèles *in vitro* prédictifs. Cette étape, appelée profilage, est réalisée en général sur un ensemble de 20 à 100 cibles en parallèle.

Le nombre de composés actifs issus de l'étape de criblage à haut débit peut être important. Il convient donc de pouvoir profiler de nombreux composés en parallèle : c'est l'objet du profilage à haut débit.

S'il est relativement commun, dans les laboratoires pharmaceutiques, de pratiquer le criblage à haut-débit (de nombreux composés sur une seule cible), le profilage, spécialement le profilage à haut-débit (de nombreux composés sur un ensemble de cibles), nécessite une expertise particulière, tant au niveau des procédures de chaque modèle (homogénéité optimale des conditions expérimentales) qu'au niveau de la gestion des flux de matières pour réduire la consommation, réduire le temps de cycle et maximiser la fiabilité des résultats. Cerep possède dans ce domaine un savoir-faire unique qui lui confère la place de leader mondial.

Cerep a développé une offre unique de modèles pharmacologiques destinés à comprendre et anticiper les effets des médicaments. Ceux-ci sont proposés généralement depuis les laboratoires de Cerep SA situés dans la région de Poitiers.

Cerep a aussi développé une offre de plus d'une centaine de modèles *in vitro* prédictifs de la distribution, du métabolisme et de la toxicité des médicaments (ADME). Ceux-ci sont proposés depuis le laboratoire de Cerep, Inc., situé dans la région de Seattle, sur la côte ouest américaine.

Depuis 2010, la Société propose aussi la réalisation du profilage pharmacologique et de tests ADME depuis son nouveau laboratoire implanté à Shanghai, en Chine.

BioPrint®

BioPrint® est une vaste base de données pharmacologiques et pharmaceutiques (ADME) homogène et cohérente, qui constitue un outil unique d'aide à la décision dans le processus de découverte de nouveaux médicaments.

La base de données est constituée de trois ensembles distincts : les descripteurs chimiques (structures des composés, informations chimiques et descripteurs 2D et 3D), les profils *in vitro* et les effets *in vivo* de médicaments ou de produits de référence.

La base de données contient des informations sur près de 2 500 médicaments actuellement sur le marché, ayant échoué pendant les phases de développement clinique, ou ayant été retirés du marché. Les informations sont d'une part les descripteurs des composés, et d'autre part leurs effets cliniques (effets thérapeutiques et effets secondaires) observés chez l'homme.

Les descripteurs stockés dans la base de données BioPrint® sont d'une part les paramètres physico-chimiques (structure chimique, descripteurs pharmacophoriques 3D, etc.) et les effets *in vitro*, mesurés dans un ensemble de 159 cibles. Ces effets *in vitro* ont tous été générés par Cerep dans des conditions homogènes qui rendent la comparaison des résultats entre eux fiable.

Grâce à l'interprétation des profils réalisés par Cerep, BioPrint® aide à déterminer si un nouveau produit a certaines des qualités requises pour devenir un médicament commercialisable, anticipant notamment les effets *in vivo* indésirables, les effets sur d'autres cibles que la cible principale visée, et les caractéristiques pharmaceutiques de la molécule étudiée.

L'approche BioPrint® permet ainsi, par comparaison avec les médicaments contenus dans la base de données, de déterminer la probabilité de survenance d'un effet secondaire pour un nouveau composé avant que celui-ci ait été testé chez l'homme.

Une autre application de BioPrint® est de permettre d'identifier des cibles, qui ne sont pas génétiquement apparentées à la cible principale testée mais qui lui sont structuralement proches, pour définir le profil le plus pertinent autour de la cible d'intérêt.

Data Online

Cerep génère tous les ans plusieurs millions de données pour près de 500 clients. Au cours des années, Cerep a développé de nombreuses applications informatiques pour gérer les demandes et les tests des composés de ses clients. Cerep a aussi développé une application informatique sécurisée pour permettre aux clients qui le souhaitent d'accéder électroniquement en temps réel aux résultats disponibles. Ainsi, tous les jours, une fois les résultats des tests validés, ceux-ci sont transférés dans une base de données dédiée à chaque client. Celui-ci pourra accéder aux données de ses composés récemment testés et les comparer aux résultats déjà obtenus pour les mêmes composés ou pour d'autres composés qu'il aurait soumis antérieurement à Cerep.

L'offre de services

Cerep propose l'accès à sa plate-forme technologique sous forme de services.

L'offre de Cerep inclut :

- le développement de nouveaux modèles, qui pourront être utilisés par Cerep pour tester les produits de ses clients ou qui pourront être transférés par Cerep à son client pour une utilisation par ses propres laboratoires,
- le criblage à haut débit des composés ; ceux-ci – parfois plusieurs centaines de milliers – sont transférés à Cerep par son client. Cerep réalise le criblage et transmet les résultats au client ou les rend disponibles via Data OnLine.
- le profilage à haut débit : le client choisit un ensemble de modèles dans le catalogue de Cerep ("à la carte") ou sélectionne un profil prédéfini par Cerep ("menu"). Il envoie ensuite à Cerep ses molécules à tester. Les résultats générés par Cerep sont transférés au client et/ou rendus disponibles via Data OnLine.
- l'interprétation des résultats *in vitro* et l'anticipation de leurs effets cliniques à l'aide de BioPrint®. A la demande du client, Cerep réalise une analyse des résultats basée sur l'expertise des pharmacologues de la Société qui s'appuie pour cela sur l'exploitation de la base de données BioPrint®.

S'ajoutent aux revenus des activités de services, des revenus provenant des droits de souscription à la base de données BioPrint® ou à des sous-ensembles de BioPrint®.

Le groupe Cerep a pour clients ou pour partenaires stratégiques des sociétés pharmaceutiques, biopharmaceutiques ou biotechnologiques pour l'essentiel, mais aussi des sociétés des secteurs cosmétique, agrochimique ou chimique et compte à la fin de l'exercice 2011 environ 500 partenaires commerciaux incluant la plupart des plus grands groupes pharmaceutiques. Cerep réalise directement ses prestations de recherche et ne fait pas appel à la sous-traitance.

Bilan de l'exercice 2011 : difficultés rencontrées, évolutions prévisibles et progrès réalisés

L'année 2011 est marquée par une très forte progression de l'excédent brut d'exploitation (EBE) positif à 2,39 millions d'euros (contre 0,19 million d'euros en 2010) et d'une amélioration remarquable du résultat opérationnel, bénéficiaire à 0,79 million d'euros sur l'ensemble de l'exercice 2011 (contre une perte de 3,14 millions d'euros en 2010), et ce malgré un chiffre d'affaires en recul de 5,7% (-3,9% à taux de change constants) à 22,82 millions d'euros. L'objectif de la Société de renouer avec une exploitation bénéficiaire au second semestre 2011 est ainsi largement dépassé.

Sur les six derniers mois de l'année, grâce à un contrôle rigoureux des coûts dans le cadre d'un plan mené depuis 2009, le Groupe génère un résultat net consolidé de 0,19 million d'euros, incluant la perte des activités abandonnées de 0,35 million d'euros.

En 2011, les activités de Cerep ont généré un flux net de trésorerie positif de 3,5 millions d'euros.

Le laboratoire implanté à Shanghai¹ (Chine) dans le cadre de la stratégie satellite du Groupe, a démarré ses activités de services au cours de l'exercice écoulé. La présence de Cerep en Asie a permis de générer des revenus au sein de l'ensemble des entités du Groupe.

Deux nouvelles licences d'évaluation de la base de données BioPrint® ont été conclues en 2011. L'accord de licence conclu avec Roche a par ailleurs été renouvelé.

Le remboursement de la dette d'Averion (conclue dans le cadre de la cession, en 2007, de la société Hesperion) est intervenu en début d'exercice 2011, avec le versement à Cerep de 1,86 million d'euros.

En 2012, Cerep commercialisera ses nouvelles offres, notamment les tests épigénétiques dont le développement se poursuit en 2012 et ceux visant à déterminer la toxicité des produits sur certains organes (« Organ tox panel »).

En 2012, le Groupe renforcera ses efforts commerciaux et de marketing notamment pour accompagner le lancement de ses nouveaux produits et services. Cerep initiera par ailleurs de nouveaux programmes de R&D pour le développement de nouvelles activités.

Dans un environnement économique inchangé, Cerep anticipe en 2012 une croissance de son chiffre d'affaires et de son résultat opérationnel consolidé.

Commentaires sur les résultats

1. Commentaires sur les résultats consolidés

Les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes comptables internationales IFRS («International Financial Reporting Standards») adoptées au niveau européen.

Cerep a établi une information comparative 2011 et 2010 sur la base des activités poursuivies et des activités cédées et abandonnées au 31 décembre 2010, conformément aux normes et interprétations IFRS 5 en vigueur que le Groupe a appliqué pour la préparation de ses comptes consolidés au 31 décembre 2011.

1.1 Exercices clos les 31 décembre 2010 et 31 décembre 2011

Les éléments consolidés relatifs aux activités de 2011, comparées aux activités de 2010 retraitées ne représentent que le seul secteur des services précliniques (activités de criblage et de profilage pharmacologiques et pharmaceutiques), excluant les activités de chimie et de recherche de médicaments arrêtées le 30 juin 2007 ainsi que les activités de services cliniques cédées le 31 octobre 2007.

Chiffre d'affaires

Evolution comparée du chiffre d'affaires (K€)	31.12.11	Variations	31.12.10
Groupe Cerep	22 816	-5,7%	24 185
<i>Dont contributions nettes après éliminations intercompagnies</i>			
• Cerep SA	17 995	-6,4%	19 220
• Cerep, Inc.	4 799	-3,3%	4 965
• Cerep Ltd.	22	-	0

Le chiffre d'affaires 2011 s'est élevé à 22,82 millions d'euros en retrait de 5,7% par rapport au chiffre d'affaires 2010 de 24,19 millions d'euros (-3,9% à taux de change constants)¹.

Cette baisse limitée du chiffre d'affaires est répartie sur l'ensemble des activités (pharmacologie et ADME²).

Les ventes de la filiale chinoise, Cerep Ltd., ont débuté en cours d'exercice mais restent modestes en 2011. La présence de Cerep en Chine a également permis de générer du chiffre d'affaires en France et aux Etats-Unis, pour la partie des services non disponibles en Asie à ce jour. Les clients nouveaux sur ce territoire sont à la fois des filiales des industries pharmaceutiques occidentales et des sociétés pharmaceutiques ou de biotechnologies chinoises.

Au total, la Société compte environ 500 partenaires en 2011, comme en 2010.

Cerep a reconduit en 2011 ses accords majeurs de services.

En 2011, l'activité de pharmacologie enregistre un chiffre d'affaires en diminution à 18,00 millions d'euros contre 19,22 millions d'euros en 2010, soit une baisse de 6,4% (-4,8% à taux de change constants). L'activité ADME pour sa part enregistre un chiffre d'affaires de 4,80 millions d'euros en 2011 contre 4,97 millions d'euros en 2010, soit une diminution de 3,3% (-0,7% à taux de change constants).

La baisse du chiffre d'affaires en pharmacologie est attribuable à deux clients majeurs de la Société qui ont poursuivi la réduction de leurs budgets de recherche en 2011.

La part du chiffre d'affaires réalisé avec les dix premiers partenaires de Cerep s'établit à 46% au 31 décembre 2011, contre 47 % au 31 décembre 2010. La baisse des revenus générés avec les deux partenaires principaux de Cerep en 2010 a presque intégralement été compensée par la montée en puissance d'autres partenariats.

Chiffre d'affaires par zone géographique

Le tableau ci-après présente la ventilation du chiffre d'affaires consolidé des activités poursuivies selon la zone géographique du client.

(K€)	31.12.11				31.12.10	
	Valeurs		Variation par Rapport au 31.12.10		Valeurs	
			Valeurs	%		
Europe	11 512	50,5%	254	2,3%	11 258	46,5%
<i>dont France</i>	5 011	22,0%	1 309	35,4%	3 702	15,3%
Amérique du Nord	9 300	40,8%	-1 713	-15,6%	11 013	45,5%
Asie	1 887	8,3%	76	4,2%	1 811	7,5%

¹ Dollar et yen

² Absorption, Distribution, Metabolisme, Excretion

Autres	117	0,5%	14	13,6%	47	0,4%
Total	22 816	100%	-1 369	-5,7%	24 185	100,0%

L'activité du Groupe est principalement localisée dans trois zones géographiques dans lesquelles sont menées les activités de drug discovery des clients de la Société et dans lesquelles Cerep a installé ses entités : l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie.

Les ventes ont continué à progresser en Europe (+2,3%) et en Asie (+4,2%) grâce notamment à l'impact commercial de l'activité de Cerep en Chine. Elles sont en retrait en Amérique du Nord où les restructurations au sein des grands groupes pharmaceutiques sont les plus marquées, affectant les budgets de recherche.

Excédent brut d'exploitation (EBE/EBITDA)

La réduction des charges d'exploitation a permis, sur l'ensemble de l'exercice, de compenser la baisse des revenus. Ainsi, l'excédent brut d'exploitation consolidé des activités poursuivies s'établit à 2,39 millions d'euros en 2011 contre 0,19 million d'euros en 2010, en hausse de 2,20 millions d'euros.

Le crédit d'impôt s'élève à 0,20 million d'euros en 2011 contre 0,33 million d'euros en 2010.

Les charges de consommation matières ont diminué de 23,04% par rapport à 2010, s'établissant à 4,71 millions d'euros contre 6,12 millions d'euros en 2010.

Les charges de personnel s'élèvent à 11,79 millions en 2011 contre 13,31 millions d'euros en 2010, soit une baisse de 11,42%. Les autres achats et charges externes s'élèvent à 3,68 millions en 2011 contre 4,32 millions d'euros en 2010, soit également une diminution de 14,81%. Ensemble ces deux postes représentent une baisse des charges d'exploitation de 2,16 millions d'euros et témoignent bien des efforts du Groupe réalisés en 2011 pour réduire ses coûts.

Ces progrès sont particulièrement visibles au second semestre, avec un EBE positif qui s'établit à 1,55 million d'euros, contre un EBE positif de 0,84 million d'euros au premier semestre 2011.

Recherche et développement

Les frais de recherche et développement du Groupe engagés au cours de l'exercice 2011 pour les activités poursuivies se sont élevés à 2,67 millions d'euros contre 4,33 millions d'euros en 2010. Ces frais sont valorisés selon la méthode du coût complet, les charges indirectes (incluant l'amortissement des équipements scientifiques) et les charges de structure étant réparties au prorata du temps passé sur les programmes de recherche.

Les frais de recherche et développement sont intégralement comptabilisés en charges et intégrés dans celles-ci.

Ils représentent en 2011 environ 11,70% du chiffre d'affaires consolidé et traduisent l'effort du Groupe pour à la fois conserver un profil innovant et concurrentiel tout en optimisant ses investissements en R&D. C'est en ce sens que les efforts de recherche ont été réorganisés au cours de l'exercice écoulé.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant consolidé (avant les autres produits et charges opérationnels, et le résultat financier et impôts des activités poursuivies) est un gain de 0,79 million d'euros contre une perte de 1,53 million d'euros en 2010.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé, avant résultat financier et impôts des activités poursuivies, se solde par un gain de 0,79 million d'euros contre une perte de 3,14 millions d'euros en 2010. La perte 2010 rendait compte de la comptabilisation de la provision pour restructuration en « autres produits et charges opérationnels », pour un montant de 1,62 million d'euros.

Dans un contexte difficile et un chiffre d'affaires en recul au cours de l'exercice, l'amélioration importante du résultat témoigne particulièrement bien des efforts de gestion soutenus du Groupe.

Autres résultats

Résultat financier et impôts

Le résultat financier consolidé 2011 des activités poursuivies est négatif de 0,02 million d'euros contre une perte de 0,97 million d'euros en 2010. Le résultat net des effets de change est un gain de 0,12 million d'euros contre une perte nette de 0,75 million en 2010.

La baisse des charges d'intérêt sur emprunts des activités poursuivies de 0,32 million d'euros en 2010 à 0,26 million d'euro en 2011 est liée à la baisse de l'endettement final.

Ainsi que détaillé dans la note 2.22 de l'annexe aux comptes consolidés, le Groupe comptabilise des impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires entre valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé. Le montant concerné en 2011 pour les actifs et passifs liés aux activités poursuivies correspond à une charge d'impôt différé nette de 0,12 million d'euro.

Résultat net des activités poursuivies

Le résultat net part du Groupe des activités poursuivies en 2011 est un gain de 0,68 million d'euros contre une perte de 4,08 millions d'euros en 2010.

Résultat des activités abandonnées

Au 31 décembre 2011, la perte des activités abandonnées s'élève à 0,76 million d'euros contre 1,32 million d'euros en 2010.

Résultat net

Le résultat net part du Groupe est en 2011 négatif de 0,08 millions d'euros comparé à un résultat négatif de 5,41 millions d'euros en 2010, et rend compte des efforts du Groupe pour revenir à l'équilibre par une maîtrise et réduction des charges.

1.2 Activité des filiales

(K€)	Cerep SA			Cerep, Inc.			Cerep Ltd		
	31.12.11	31.12.10	%	31.12.11	31.12.10	%	31.12.11	31.12.10	%
Chiffre d'affaires	17 995	19 220	-6,4%	4 799	4 965	-3,3%	22	0	-
Résultat opérationnel	625	-2 592	-	695	-198	-	-528	-352	-
Résultat net									
«activités poursuivies »	925	-3 437	-	324	-281	-	-569	-364	-

Les comptes de la société Cerep SA font apparaître un chiffre d'affaires de 18,00 millions en régression de 6,4% par rapport au chiffre d'affaires de 2010, un résultat opérationnel de 0,63 million contre une perte de -2,59 millions pour l'exercice précédent. Le résultat net est un gain 0,93 million contre une perte de -3,44 millions au 31 décembre 2010.

Les comptes de la société Cerep, Inc. font apparaître un chiffre d'affaires de 4,80 millions en régression de 3,3%, un résultat opérationnel de 0,70 million contre -0,20 million pour l'exercice précédent. Le résultat net est un gain de 0,32 million contre une perte de -0,28 million au 31 décembre 2010.

Les comptes de la société Cerep Drug Discovery Co. Ltd. (ou « Cerep Ltd. ») font apparaître un chiffre d'affaires de 0,02 million, un résultat opérationnel négatif de -0,53 million et un résultat net négatif de -0,57 million pour 2011.

2. Commentaires sur les résultats sociaux

2.1 Exercices clos les 31 décembre 2010 et 31 décembre 2011

Chiffre d'affaires

(K€)	31.12.11	31.12.10	Variations	
			Valeurs	%
Services	19 768	21 154	-1 386	-6,6%
Autres	128	131	-3	-2,3%
Total	19 896	21 285	-2 771	-6,5%

Le chiffre d'affaires 2011 s'est élevé à 19,90 millions d'euros en diminution de 6,5% par rapport au chiffre d'affaires 2010 de 21,29 millions d'euros. Cette diminution du chiffre d'affaires rend compte d'un contexte particulièrement difficile et du gel confirmé de certains budgets de sous-traitance de l'industrie pharmaceutique.

Le chiffre d'affaires valorisé à l'avancement représente 1,52 million d'euros.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont diminué significativement en 2011 de 2,02 millions d'euros à 22,52 millions d'euros, contre 24,54 millions d'euros en 2010.

Les achats de matières premières et autres approvisionnements ont également fortement diminué en 2011 à 3,70 millions d'euros contre 4,57 millions d'euros en 2010.

La réduction des charges de personnel entre 2011 et 2010 est 3,2%. Ces charges s'élèvent à 10,15 millions d'euros en 2011 contre 10,49 millions d'euros en 2010.

Les autres achats et charges externes sont en baisse de 7,9%, de 7,38 millions d'euros en 2010 à 6,80 millions d'euros en 2011.

Les frais de recherche et développement engagés au cours de l'année 2011, intégralement comptabilisés en charges, sont évalués à 2,60 millions d'euros contre 4,26 millions d'euros pour l'exercice 2010.

Ces frais sont valorisés selon la méthode du coût complet, les charges indirectes et les charges de structure étant réparties au prorata du temps passé sur les programmes de recherche.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation est une perte de 1,96 million d'euros contre une perte de 2,79 millions d'euros en 2010.

Autres résultats

Le résultat financier de l'exercice écoulé est une perte de 0,56 million d'euros contre une perte de 1,03 million d'euros en 2010. Ce résultat est constitué principalement, de charges d'intérêts pour 0,19 million d'euros, de produits d'intérêts pour 0,05 million d'euros, d'une provision nette pour dépréciations financières de 0,75 million d'euros, d'un gain net de change de 0,17 million d'euros, d'un produit de 0,07 million d'euros sur clause de retour à meilleure fortune et d'un produit sur valeurs mobilières et placements de 0,08 million d'euros.

Le résultat exceptionnel est un gain de 1,86 million d'euros contre une perte de 1,68 million d'euros en 2010. La majeure partie du gain exceptionnel en 2011 provient de la reprise de provision relative au crédit-bail immobilier ayant servi à financer le site de Villebon sur Yvette, ainsi que la reprise pour provision pour restructuration de la société actée en 2010.

La charge exceptionnelle constatée est constituée de valeur d'éléments d'actifs cédés ou mis au rebut et d'une provision exceptionnelle.

Le crédit d'impôt recherche s'est élevé en 2011 à 0,20 million d'euros contre 0,33 million d'euros en 2010.

Résultat net

Le résultat net de Cerep SA en 2011 est une perte de 0,46 million contre une perte de 5,17 million d'euros en 2010, cette perte étant attribuable à hauteur de 2,45 millions d'euros à la provision pour restructuration et l'abandon de créance Averion.

Trésorerie et ressources en capitaux

Du Groupe

Au 31 décembre 2011, la trésorerie du Groupe (y compris les placements de valeurs mobilières) s'élève à 11,19 millions d'euros contre 10,90 millions d'euros en 2010.

Cette variation de trésorerie s'explique par une capacité d'autofinancement hors intérêts et impôts de +2,79 millions d'euros, une variation du besoin en fonds de roulement de +0,73 million d'euros, des flux nets de trésorerie consacrés aux opérations d'investissement de -0,42 million d'euros, des flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement de -1,19 million d'euros et des flux nets de trésorerie liés aux activités abandonnées et cédées de -1,65 million d'euros.

Le fonds de roulement s'établit à 8,95 millions d'euros contre 8,67 millions d'euros un an plus tôt.

L'endettement financier brut consolidé au 31 décembre 2011 représentait 96,0 % des capitaux propres, contre 106,9% au 31 décembre 2010. Cet endettement est pour 34,7% lié aux activités poursuivies, et à hauteur de 65,3% lié à des actifs détenus en vue de la vente.

Activités poursuivies

A la fin de l'exercice 2011, les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit totalisent 4,44 millions d'euros, dont, 38 millions d'euros de crédit baux immobiliers se rapportant aux locaux du site de Celle l'Evescault.

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (hors crédits-baux) ont augmenté de 0,15 million d'euros à 0,62 million d'euros au 31 décembre 2011. Sur la même période, le crédit-bail immobilier relatif au site de Celle l'Evescault a évolué de 3,93 millions d'euros à 3,38 millions d'euros et les crédits-baux mobiliers ont régressé de 0,26 million d'euros à 0,40 million d'euros.

Activités abandonnées

Au 31 décembre 2011, les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit totalisent 8,48 millions d'euros constitué du crédit bail immobilier relatifs aux locaux du site de Villebon. Sur la période du 31 décembre 2010 au 31 décembre 2011, le crédit-bail immobilier a évolué de 9,21 millions d'euros à 8,48 millions d'euros.

De la Société

Au 31 décembre 2011, la trésorerie de la Société (y compris les placements de valeurs mobilières) s'élève à 10,21 millions d'euros contre 10,09 millions d'euros au 31 décembre 2010. Le fonds de roulement s'établit à 9,14 millions d'euros au 31 décembre 2011 contre 8,36 millions d'euros un an plus tôt.

Au 31 décembre 2011 les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit totalisent 0,20 million d'euros.

Impact des fluctuations monétaires

Plus de 50% du chiffre d'affaires consolidé 2011 de Cerep est facturé en devises autres que l'euro, essentiellement en dollar US. De plus, une part des charges portées au compte de résultat consolidé de Cerep est également exprimée en dollar US. Enfin, le Groupe dispose d'actifs et contracte quelques passifs dans les monnaies des pays dans lesquels il est implanté ou réalise ses activités.

En conséquence, la fluctuation de la valeur de l'euro par rapport au dollar US et, dans une moindre mesure, aux autres monnaies peut affecter la valeur de ces éléments dans les états financiers du Groupe. Ainsi les variations récentes de l'euro contre le dollar US peuvent, lorsqu'elles sont à la baisse, réduire les valeurs converties en euro des montants de chiffre d'affaires et des actifs exprimés dans ces monnaies et générer des pertes de change au compte de résultat de l'exercice.

Le Groupe a adopté une stratégie de couverture visant à réduire son exposition aux risques de fluctuation du dollar US et du yen japonais contre l'euro et à préserver ainsi les revenus dégagés par son activité (se reporter au paragraphe « Risque de change » ci-après).

Au 31 décembre 2011, environ 67% de la facturation prévisionnelle en dollar US diminuée du montant prévisionnel des dépenses en dollar US de l'exercice 2011 est couverte.

Au 31 décembre 2011, tous les contrats à terme ont été conclus pour une durée inférieure à un an. La valeur nominale des instruments de couverture à la date de clôture de l'exercice était la suivante :

(K€)	Instruments financiers dérivés		Particularités	
	Couverture de juste valeur	Eligibles		Inéligibles
		Couverture de flux de trésorerie		
Instruments de change				
Vente à terme USD	1 749	1 077	Cours à terme EUR/USD moyen : 1,359 échéances de janvier à juin 2012	
Vente à terme JPY	97	155	Cours à terme EUR/JPY moyen : 105,24 échéances de mars à octobre 2012	
Options				
Vente put EUR/call USD		1 586	Prix d'exercice EUR/USD moyen : 1,358 échéances de mars à octobre 2012	
Achat put EUR/call USD			Prix d'exercice EUR/USD moyen : 1,288	
Achat put EUR/call USD		1 673	1 083 échéances de mars à octobre 2012	
Vente put EUR/ call JPY		142	Prix d'exercice EUR/JPY : 105,5 échéance de juillet 2012	
Achat call EUR/put JPY		152	Prix d'exercice EUR/JPY : 98,90 échéance de juillet 2012	
			152	
Instruments de taux				
Swaps de taux variable à taux fixe		8 523	2 933 K€ à 3,08% et 4.787 K€ à 3,21% d'échéances identiques juillet 2012 et 803 K€ à 4,38% d'échéance juillet 2014	

La conversion des états financiers de Cerep, Inc. n'a pas d'effet sur le résultat consolidé dans la mesure où les écarts de conversion en résultant sont enregistrés dans les capitaux propres consolidés.

Principaux risques

Instruments financiers

Les principaux instruments financiers du Groupe sont constitués de financements par crédit-bail auprès d'organismes financiers, d'emprunts bancaires, des valeurs mobilières de placement et de trésorerie. L'objectif de ces instruments financiers est de permettre le financement des opérations du Groupe. Le Groupe détient également des créances clients, des dettes fournisseurs, des avances et acomptes reçus sur commandes qui sont générés par ses activités.

Le Groupe est également engagé dans des transactions intégrant des instruments financiers dérivés, principalement des ventes à terme de dollar US et options (put et call) de change sur dollar US et des swaps de taux d'intérêt. Ces instruments ont pour objectif la gestion du risque de change et de taux d'intérêt liés aux activités et au financement du Groupe. Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

Les principaux risques attachés aux instruments financiers du Groupe sont le risque de change, le risque de marché, le risque de contrepartie, le risque de taux d'intérêts et le risque de liquidité.

Risque de change

Le bilan du Groupe est sensible aux variations du dollar US contre l'euro. Le Groupe ne couvre pas ces expositions structurelles mais cherche à limiter ses effets en visant l'équilibre dans la devise de fonctionnement des actifs et des passifs et des flux de trésorerie des filiales concernées.

Le Groupe est également exposé à un risque de change concernant la partie du chiffre d'affaires et des charges réalisés en devises autres que l'euro. Ce risque existe principalement concernant le dollar US et, dans une moindre mesure, le yen japonais quant aux produits et charges et flux de trésorerie liés ainsi qu'aux éléments correspondant des comptes de créances clients, des comptes fournisseurs et de trésorerie libellés dans ces devises.

Le Groupe a en place une politique de couverture visant à réduire son exposition aux risques de fluctuation du dollar US et à préserver ainsi les revenus dégagés par son activité. Celle-ci, limitée à Cerep SA, vise à fixer le cours en dollar US des créances nettes et de la totalité de la facturation prévisionnelle nette libellée dans cette devise.

Cette stratégie concerne également depuis 2003 les transactions en yen japonais, pour lesquelles le Groupe a la capacité de mettre en place des instruments de couverture à la réalisation des opérations commerciales.

Les instruments dérivés utilisés par Cerep pour atteindre ses objectifs en matière de couverture comprennent des contrats de change à terme et des options sur le dollar US (vente de call ou achat de put) ayant une maturité initiale généralement inférieure à un an. Ces instruments portent sur des actifs et des passifs existant à la fin de la période, ainsi que sur la facturation prévisionnelle nette libellée en dollar US. Dans certains cas, le Groupe est amené à compléter les instruments de couverture pris soit par des prorogations de ventes à terme soit en inversant des positions sur options par des achats de call. Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

Au cours de l'exercice 2011, le Groupe a constaté dans son résultat financier consolidé des activités poursuivies un résultat net des effets de change positif de 0,11 million comparé à une perte de 0,75 million en 2010. Ces éléments traduisent l'effet de la stratégie de couverture visant à atténuer les effets de la variation du dollar contre l'euro.

Leurs principaux éléments relatifs au change du résultat financier sont :

(K€)	31.12.11	31.12.10
Gains / pertes nets :		
- réalisés sur comptes bancaires	-22	36
- réalisés sur créances/dettes	-26	-64
- latents sur créances/dettes	67	87
- réalisés sur options de changes et vente de devises	189	-812
Variations de juste valeur des instruments financiers dérivés	-92	6
Gains/pertes nets des activités cédées ou abandonnées	-	-
Total	116	-747

Le tableau suivant présente les positions transactionnelles nettes de change sur la base des comptes consolidés au 31 décembre 2011 exposés à une variation des devises contre l'euro. Les instruments financiers de change éligibles à la comptabilité de couverture de juste valeur des créances en dollar US à la clôture en IFRS sont comptabilisés au bilan. De même les instruments inéligibles sont comptabilisés au bilan en instruments financiers actifs ou passifs. La partie éligible des instruments de couverture portant sur les flux non encore réalisés de la facturation 2011 est comptabilisée en capitaux propres.

Position nette globale en devises (K€)	USD	JPY
Actifs	5 609	362
Passifs	786	45
Position nette avant gestion	4 823	317
Hors bilan	5 582	556
Position nette après gestion	10 405	873

Dans le cas d'une variation défavorable du taux de change de 1%, l'impact serait pour le Groupe de -0,12 million.

Risques de marché

Cerep utilise différents instruments financiers dans le cadre de sa gestion de trésorerie. Ils sont constitués de SICAV monétaires et obligataires, de comptes à terme, de dépôts bancaires principalement en euro et en dollar US, et d'actions.

La politique du Groupe vise à limiter les risques de perte sur ses placements en privilégiant les instruments monétaires ou obligataires et sélectionnés sur la base d'historiques de volatilité et de performance par rapport aux indices de référence et de notations d'agences et en procédant à un suivi régulier des valeurs de marché.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie découle de l'éventualité qu'une partie au contrat n'honore pas ses obligations causant ainsi une perte à l'autre partie. Cerep considère qu'il existe un risque de contrepartie sur certains postes du bilan, le plus significatif portant sur les créances clients, ainsi que sur des engagements figurant en hors-bilan (achats de matières premières et travaux), couvert par des mesures appropriées.

Une proportion significative du chiffre d'affaires est réalisée avec quelques clients. Les contrats de prestation de service de l'activité «services précliniques» (en criblage, en profilage ou en expérimentation pharmacologique) couvrent quelques mois et constituent une proportion importante du chiffre d'affaires.

Au cours des exercices 2011 et 2010, le chiffre d'affaires consolidé réalisé avec les plus importants partenaires commerciaux du Groupe se décompose comme suit :

Exercice	2011	2010
Trois plus importants partenaires commerciaux	25%	26%
Cinq plus importants partenaires commerciaux	34%	36%
Dix plus importants partenaires commerciaux	46%	47%

Cette concentration du risque de crédit sur quelques clients et l'incidence d'une défaillance éventuelle d'un tiers sur le compte de résultat du Groupe sont atténués par la taille et la solvabilité financière des grands groupes de l'industrie pharmaceutique qui constituent les principaux partenaires de Cerep. Toutefois, Cerep compte parmi ses clients plusieurs entreprises de recherche pharmaceutique qui réalisent des pertes récurrentes et pour lesquelles les fonds levés auprès d'investisseurs constituent la principale source de financement. Le Groupe a constaté au cours des exercices antérieurs plusieurs défaillances. L'irrécouvrabilité reste cependant limitée au regard de la base de clientèle de Cerep, ce qui réduit dans une certaine mesure cette exposition.

Cerep intègre dans sa démarche commerciale un processus d'évaluation de la solvabilité du prospect et inclut, si nécessaire ou selon les particularités de la prestation, l'obligation de versement d'acomptes ou d'avances par le client.

Au 31 décembre 2011, l'âge des actifs financiers qui sont en souffrance, mais non dépréciés se décompose comme suit : 0,17 million d'échéance dépassée depuis moins de 30 jours, 0,13 million entre 31 et 90 jours, 0,05 million entre 91 et 180 jours et 0,04 million au-delà de 180 jours. Les actifs financiers en souffrance sont constitués principalement de créances clients.

Par ailleurs, les actifs financiers du Groupe comptent 0,44 million d'actifs financiers individuellement identifiés comme probablement non entièrement recouvrables, et pour lesquels une dépréciation de 0,41 million a été constituée. Ceux-ci incluent 0,19 million de dépôt de garantie des anciens locaux de Cerep à Rueil-Malmaison, qui ont été dépréciés en totalité. Dans l'estimation de la part recouvrable, le Groupe considère en priorité les éléments financiers permettant d'évaluer la solvabilité du créancier, le remboursement de la TVA, le cas échéant, ainsi que les voies de recours envisageables.

Le Groupe est également dépendant de la solvabilité de plusieurs fournisseurs ou prestataires, certains étant stratégiques dans la fourniture de technologies ou de matières premières. Les procédures d'achats de Cerep intègrent l'établissement et la mise à jour d'une liste de fournisseurs approuvés. Le processus d'approbation, qui implique par ailleurs le service de contrôle qualité, inclut un examen de solvabilité qui peut faire appel à des évaluations d'agences de notation de risque crédit.

Enfin, Cerep gère son risque de contrepartie sur ses instruments financiers en sélectionnant rigoureusement les institutions financières tierces, en diversifiant les contreparties par type de contrat et en procédant à un suivi régulier des engagements.

Risque de taux

L'exposition du Groupe au risque de variation des taux d'intérêt est liée à l'endettement financier à long terme.

La politique du Groupe consiste à gérer la charge d'intérêt en contractant majoritairement des financements à taux fixes. Afin d'optimiser le coût financier global, lorsque le financement n'est pas contracté à taux fixe mais à taux variable, le Groupe met en place des swaps de taux d'intérêt par lesquels il échange à intervalles prévus, la différence entre le montant des intérêts à taux fixes et le montant des intérêts à taux variables calculé sur un montant nominal d'emprunt fixé à la souscription des swaps.

Ainsi au 31 décembre 2011, 100% de la dette liée aux actifs des activités poursuivies du Groupe est contractée à taux fixe. 99% de la dette liée aux actifs destinés à être vendus, dont essentiellement le financement par crédit bail immobilier du site de Villebon-sur-Yvette, a été souscrit à taux variable.

Ces swaps ont été contractés simultanément à la signature des financements auxquels ils sont affectés, et début 2007 concernant l'avenant au contrat de crédit-bail mis enoyer en février 2007, pour les mêmes montants nominaux, et selon les mêmes conditions de date de début, date de révision du taux d'intérêt, intervalles de règlement et taux de base d'intérêts.

Les swaps ont une durée de 7 ans à compter de leur date de mise en place et seront décomptabilisés à leurs termes alors que les financements ont une durée de 15 ans.

Les swaps satisfont aux critères de la comptabilité de couverture d'instrument de couverture de flux de trésorerie, les variations de valeur de l'instrument dérivé sont enregistrées en capitaux propres.

Le Groupe estime qu'au regard de sa situation consolidée au 31 décembre 2011, une hausse instantanée de 50 points de base des taux d'intérêts (EONIA et Euribor 3 mois) aurait représenté, avant impôts, une charge d'intérêts supplémentaire nette sur les emprunts à taux fixes et à taux variables de 0,05 million, ainsi qu'une augmentation des produits de placements de 0,03 million. Parallèlement, cette hausse de 50 points de base aurait représenté une charge nette constatée directement en capitaux propres additionnelle de 0,01 million, net d'impôt. Au total, le résultat après impôts aurait été inférieur de 0,02 million et les capitaux propres au 31 décembre 2011 auraient été de 13,54 millions.

Une baisse instantanée inverse de 50 points de base des taux d'intérêts, aurait produit un effet inverse identique sur le compte de résultat. Les produits et les charges constatés directement en capitaux propres auraient été augmentés de 0,01 million après d'impôt. Au total, le résultat après impôts aurait été supérieur de 0,02 million et les capitaux propres au 31 décembre 2011 auraient été de 13,60 millions.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité pour le Groupe représente l'éventualité de ne pouvoir faire face à ses engagements suivant leurs échéances.

L'appréciation du risque de liquidité repose sur le suivi des échéanciers des financements du Groupe, l'évolution du niveau de trésorerie disponible et les prévisions d'entrées et de sorties de trésorerie. A la date d'établissement des états financiers, le Groupe n'a pas identifié de besoin de trésorerie à court terme.

Affectation du résultat

L'affectation du résultat de notre Société que nous vous proposons est conforme à la loi et à nos statuts.

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice qui s'élève à -460 706 euros de la façon suivante :

- Report à nouveau à l'ouverture	0 euro
- Résultat de l'exercice 2011	-460 706 euros
- Report à nouveau après affectation	-460 706 euros

Dividendes

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous signalons qu'il n'est intervenu aucune distribution de dividendes au cours des trois derniers exercices.

Charges non déductibles fiscalement (CGI 39-4)

Nous vous demanderons d'approuver le montant global des dépenses et charges visées par les articles 39-4 du Code Général des Impôts, soit la somme de 16 546 euros et l'impôt correspondant, soit 5 515 euros.

Délais de paiement fournisseurs et clients

Délais fournisseurs

(K€)	Moins de 30 jours		de 30 à 60 jours		Dettes non échues Plus de 60 jours		Dettes échues	
	31.12.10	31.12.11	31.12.10	31.12.11	31.12.10	31.12.11	31.12.10	31.12.11
Total dettes fournisseurs	938	888	399	210	35	8	39	33

Délais clients

(K€)	Moins de 30 jours		de 30 à 60 jours		Créances non échues Plus de 60 jours		Créances échues	
	31.12.10	31.12.11	31.12.10	31.12.11	31.12.10	31.12.11	31.12.10	31.12.11
Total créances clients	1 927	2 004	2 579	2 045	788	994	161	167

Prises de participation et de contrôle

Nous vous précisons qu'au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011, nous n'avons pris aucune participation dans une tierce société au sens des articles L. 233-6 et L. 247-1 du code de commerce.

Evénements récents

La Société a initié en 2012 la commercialisation des premiers tests épigénétiques développés au cours de l'exercice écoulé dans le cadre de la collaboration signée avec le SGC en juin 2011, de même qu'un nouveau service de prédiction de la toxicité des composés chimiques sur différents organes, suivant les recommandations des agences de médicaments (FDA, EMA) et différents instituts de toxicologie, à partir de tests in vitro, en ligne avec les règles déontologiques de respect du droit des animaux.

Capital de la Société

1. Actionnariat de la Société

Nous vous signalons l'identité des personnes détenant, à la connaissance de la Société, directement ou indirectement, au 31 décembre 2011, plus de 5 %, de 10%, de 15%, de 20%, de 25%, de 30%, de 33,33 %, de 50%, de 66,66 %, de 90% ou de 95% du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Thierry Jean	869 733	6,90%	869 733	6,90%
Institut Pasteur de Lille	865 100	6,86%	865 100	6,86%
OTC Asset Management	540 228	4,28%	540 228	4,28%
Actions auto-détenues	92 896	0,72%	0	0%
Autres/public	10 243 918	81,22%	10 243 918	81,22%
Total	12 611 875	100,00%	12 518 979	100,00%

A l'exception des actions auto-détenues (0,51% au 31 décembre 2010), et à la connaissance de la Société cette liste n'a pas connu de modification au cours de l'exercice écoulé.

2. Actions d'autocontrôle

Aucune société contrôlée ne détient une quotité du capital de la Société.

3. Avis de détention et aliénation de participation croisée

Néant.

4. Nombre d'actions propres achetées et vendues par la Société au cours de l'exercice

Dans le cadre d'un programme de rachat d'actions, la Société a procédé entre la date d'ouverture et de clôture de l'exercice 2011, aux opérations d'achat et de vente d'actions propres par l'intermédiaire du contrat de liquidité, comme suit :

Nombre d'actions achetées	509 233
Cours moyen des achats	0,999 euros
Nombre d'actions vendues	480 268
Cours moyen des ventes	1,020 euros
Montant total des frais de négociation	néant

A la date de la clôture de l'exercice 2011, la Société détient 92 896 actions propres, représentant 0,72% du capital social. Leur valeur évaluée au cours d'achat est de 2,00 euros, et la valeur nominale globale est de 27 868,80 euros.

5. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de faire racheter par la société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 225-209 du Code de commerce

Nous vous proposons de donner au Conseil d'administration, pour une période de dix-huit mois, l'autorisation de procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il déterminera, d'actions de la société dans la limite de 5% du nombre d'actions composant le capital social, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Cette autorisation mettrait fin à l'autorisation donnée au Conseil d'administration par l'Assemblée générale du 6 mai 2011 dans sa septième résolution à caractère ordinaire.

Les acquisitions pourront être effectuées en vue :

d'assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Cerep par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI admise par l'AMF,

- de conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société,
- d'assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, au titre d'un plan d'épargne d'entreprise ou par attribution gratuite d'actions,
- d'assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- de procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, sous réserve de l'autorisation à conférer par la présente Assemblée générale des actionnaires dans sa neuvième résolution à caractère extraordinaire.

Ces achats d'actions pourront être opérés par tous moyens, y compris par voie d'acquisition de blocs de titres, et aux époques que le Conseil d'administration appréciera. Ces opérations pourront notamment être effectuées en période d'offre publique dans le respect de la réglementation en vigueur.

La société n'entend pas utiliser des mécanismes optionnels ou instruments dérivés.

Nous vous proposons de fixer le prix maximum d'achat est fixé à 6 euros par action. En cas d'opération sur le capital, notamment de division ou de regroupement des actions ou d'attribution gratuite d'actions, le montant sus-indiqué sera ajusté dans les mêmes proportions (coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération et le nombre d'actions après l'opération).

Le montant maximal de l'opération serait ainsi fixé à 3 783 558 euros.

Le Conseil d'administration disposerait donc des pouvoirs nécessaires pour faire le nécessaire en pareille matière.

6. Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue d'annuler les actions rachetées par la société dans le cadre du dispositif de l'article L. 225-209 du Code de commerce

Nous vous proposons de donner au Conseil d'administration, pour une durée de vingt-quatre mois à compter de l'Assemblée, l'autorisation d'annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital calculé au jour de la décision d'annulation, déduction faite des éventuelles actions annulées au cours des 24 derniers mois précédents, les actions que la société détient ou pourra détenir par suite des rachats réalisés dans le cadre de l'article L. 225-209 du Code de commerce ainsi que de réduire le capital social à due concurrence conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le Conseil d'administration aurait tous pouvoirs pour réaliser les opérations nécessaires à de telles annulations et aux réductions corrélatives du capital social, modifier en conséquence les statuts de la société et accomplir toutes les formalités requises.

7. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration pour augmenter le capital par émission d'actions réservées aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise en application des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail

En application des articles L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail, nous vous proposons :

- 1/ d'autoriser le Conseil d'administration, s'il le juge opportun, sur ses seules décisions, à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois par l'émission d'actions ordinaires de numéraire et, le cas échéant, par l'attribution gratuite d'actions ordinaires ou d'autres titres donnant accès au capital, réservées aux salariés (et dirigeants) de la société (et de sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce) adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise.
- 2/ de supprimer en faveur de ces personnes le droit préférentiel de souscription aux actions qui pourront être émises en vertu de la présente autorisation.
- 3/ de fixer à vingt-six mois à compter de l'Assemblée la durée de validité de cette autorisation.
- 4/ de limiter le montant nominal maximum de la ou des augmentations pouvant être réalisées par utilisation de la présente autorisation à 1 % du montant du capital social atteint lors de la décision du Conseil d'administration de réalisation de cette augmentation), ce montant étant indépendant de tout autre plafond prévu en matière de délégation d'augmentation de capital.
- 5/ de décider que le prix des actions à souscrire sera déterminé conformément aux méthodes indiquées à l'article L. 3332-20 du Code du travail.

Mandataires

1. Liste des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux

Nom et mandats dans la Société	Date de nomination et de fin de mandat	Autres mandats et fonctions
Pierre Bart 61 ans, né le 5 janvier 1950 Administrateur	20 juin 2008 jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2014 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé	Soregies SA (France) : membre du directoire Pictave Energie Services SAS (France): membre du comité exécutif
Jean-Paul Boulan 73 ans, né le 18 novembre 1938 Administrateur	20 février 1990 jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2017 et appelée à statuer statuant sur les comptes de l'exercice écoulé	Modelabs SA (France, société cotée) : membre du conseil de surveillance
Monique Capron 64 ans, née le 26 octobre 1947 Administrateur	20 juin 2006 jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2012 et appelée à statuer statuant sur les comptes de l'exercice écoulé	Professeur d'immunologie/ Faculté de pharmacie Université Lille 2 Membre de la commission nationale française de l'UNESCO Directeur équipe Inserm U995 Praticien des hôpitaux/CHRU de Lille AERES (Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur) : membre du conseil
Sandrine Dufour 45 ans, née le 2 août 1966 Administrateur	12 février 2009 jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2012 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé	Vivendi SA (France, société cotée) : Directeur de L'Innovation et Directeur financier adjoint du groupe Vivendi Vivendi Mobile Entertainment SA (France): Président Maroc Telecom SA (Maroc, société cotée) : membre du comité d'audit
Thierry Jean 55 ans, né le 11 juin 1956 Président-directeur général	20 décembre 1989 jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2012 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé	SpinX, Inc (Suisse) : administrateur Andrew Alliance SA : administrateur Sociétés du Groupe : Cerep, Inc. (USA) : President & Chief Executive Officer Cerep Limited (Chine) : President & General Manager

Frédéric Revah 20 juin 2008 jusqu'à l'assemblée Genethon (France) : directeur général
50 ans, générale à tenir en 2014 et appelée Hera Diagnostics SAS (France) : membre du
né le 25 janvier 1962 à statuer sur les comptes de l'exercice conseil de direction
écoulé

Administrateur

2. Nominations, renouvellements et ratification de cooptations

Les mandats d'administrateur de Monsieur Thierry Jean, Madame Monique Capron et de Madame Sandrine Dufour venant à expiration lors de la prochaine assemblée, nous vous proposons de vous prononcer sur leur renouvellement pour six années, soit jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2018 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

3. Jetons de présence

Le montant des jetons de présence a été fixé par l'assemblée générale ordinaire du 20 juin 2008 à 100.000 €. Ce montant sera maintenu pour les exercices à venir, et ce jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale des actionnaires.

4. Rémunération du Président

Thierry Jean, Président-directeur général, perçoit une rémunération fixe et variable en vertu de son mandat social au sein de Cerep SA. Sa rémunération ne comprend pas de jetons de présence, à l'attribution desquels il n'est pas éligible. La partie variable de la rémunération du Président-directeur général est fixée pour partie en fonction de la performance globale du Groupe et pour partie en fonction d'objectifs individuels devant concourir à la performance long terme du Groupe.

5. Obligations de conservation liées aux attributions de stock options ou d'actions gratuites aux mandataires

Depuis le 31 décembre 2004, les mandataires sociaux n'ont bénéficié d'aucune attribution d'options de souscription d'actions et/ou d'actions gratuites.

Les commissaires aux comptes

Aucun mandat de commissaires aux comptes n'arrive à expiration avec la présente assemblée.

Les commissaires aux comptes de la Société sont :

Commissaires aux comptes titulaires	Date de début du premier mandat	Durée et date d'expiration des mandats
Groupe Y Audit Département de Groupe Y SA Technopole Venise verte Avenue Salvador Allende 79024 Niort cedex 9 représenté par Jean-Marc Mendès	AGO du 20 décembre 1989	Nommé le 20 décembre 1989, renouvelé lors de l'AGO du 20 juin 2008, jusqu'à la tenue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.
Ernst & Young et Autres 41 rue Ybry 92576 Neuilly-sur-Seine cedex représenté par Serge Guérémy	AGO du 7 novembre 1997	Nommé le 7 novembre 1997, renouvelé lors de l'AGM du 19 juin 2009, jusqu'à la tenue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Commissaires aux comptes suppléants	Date de début du premier mandat	Durée et date d'expiration des mandats
Monsieur Thierry Drouin Technopole Venise Verte Rue Euclide Boîte Postale 8421 79404 Niort cedex	AGO du 20 juin 2008	Nommé le 20 juin 2008 pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013, en remplacement de Monsieur Martin Schnapper dont le mandat venait à expiration.
Auditex Quai de Bacalan Hangar 16 – Entrée 1 33070 Bordeaux Cedex	AGO du 21 juin 2006	Nommé le 21 juin 2006, renouvelé lors de l'AGM du 19 juin 2009, jusqu'à la tenue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Salariés

A la clôture de l'exercice les salariés de la Société ne détiennent aucune participation au capital social telle que définie à l'article L. 225-102 du code de commerce.

Conventions réglementées

Nous vous demandons d'approuver et ratifier les conventions visées à l'article L. 225-38 du code de commerce régulièrement autorisées par le conseil d'administration.

Vos commissaires aux comptes vous les présentent et vous donnent à leur sujet toutes les informations requises dans leur rapport spécial qui vous sera lu dans quelques instants.

Conclusion

Nous vous demanderons de donner quitus entier et définitif à votre conseil d'administration de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, ainsi qu'aux commissaires aux comptes pour l'accomplissement de leur mission qu'ils vous relatent dans leur rapport général.

Votre Conseil vous invite à approuver par votre vote, le texte des résolutions qu'il vous propose.

Le conseil d'administration

ANNEXE I

Tableau récapitulatif des délégations et autorisations en matière d'augmentation de capital en cours de validité

	Date de l'AGE	Date d'expiration de la délégation	Montant autorisé	Utilisations au cours des exercices précédents	Utilisations au cours de l'exercice 2010	Montant résiduel au 31.12.10
Autorisation d'attribuer des actions gratuites à émettre	08.06.10	07.08.13	3 % du capital social	N/A	Néant	3 % du capital social
Autorisation d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes	06.05.11	05.07.13	4 000 000 €	Néant	Néant	4 000 000 €

ANNEXE 2

Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices

Se reporter aux « Comptes consolidés 2011 » page 22.

ANNEXE 3

Tableau de synthèse des opérations sur titres des mandataires sociaux, des hauts responsables et de leurs proches réalisées au cours du dernier exercice

Nom et prénom	Jean-Paul Boulan
Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Administrateur
Opérations réalisées par personne liée à la personne ci-dessus	Néant
Description de l'instrument financier	Actions
Cessions d'instruments financiers	Néant
Prix moyen pondéré	-
Montant total des cessions	-
Acquisition d'instruments financiers	5 640
Prix moyen pondéré	0,835
Montant total des cessions	4 709,28

RÉSULTAT ET CHIFFRES SIGNIFICATIFS CONSOLIDÉS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2007	2007	2008	2009	2010	2011
		IFRS comparatif retraité en 2008 ¹	IFRS	IFRS	IFRS	IFRS
au 31 décembre	IFRS publié					
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE						
Capital social (K€)	3 784	3 784	3 784	3 784	3 784	3 784
Nombre d'actions ordinaires existantes	12 611 875	12 611 875	12 611 875	12 611 875	12 611 875	12 611 875
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Nombre moyen pondéré d'actions	12 609 700	12 609 700	12 611 875	12 611 875	12 611 875	12 611 875
Nombre maximal d'actions futures à créer :						
. par conversion d'obligations	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
. par exercice de droits de souscription	915 550	915 550	518 500	500 000	500 000	-
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles dilutives :						
. actions nouvelles potentielles dilutives par exercice d'options de souscription	-	-	-	-	-	-
. nombre moyen pondéré d'actions potentielles dilutives retenu dans le calcul du résultat dilué par actions	12 609 700	12 609 700	12 611 875	12 611 875	12 611 875	12 611 875
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE SUR LES ACTIVITES POURSUIVIES (K€)						
Chiffre d'affaires hors taxes	31 400	31 400	30 799	26 299	24 185	22 816
Résultat opérationnel courant	3 039	3 302	1 950	-1 712	-1 526	792
Résultat opérationnel	3 039	3 302	1 950	-1 712	-3 142	792
Résultat opérationnel avant impôt et charges calculées (amortissements; dépréciations et provisions)	5 743	6 006	4 282	211	243	2 496
Impôt sur les bénéfices (nombre négatif indique un produit d'impôt)	341	581	342	-515	-34	96
Résultat après impôt et charges calculées (amortissements; dépréciations et provisions)	2 665	2 665	1 918	-1 403	-4 082	680
Résultat des activités abandonnées et des activités destinées à la vente	6 497	6 497	-4 063	-766	-1 324	-759
Résultat net consolidé	9 162	9 162	-2 145	-2 169	-5 406	-79
Résultat de base par action (€)						
Résultat opérationnel courant	0,24	0,26	0,15	-0,14	-0,12	0,06
Résultat opérationnel	0,24	0,26	0,15	-0,14	-0,25	0,06
Résultat après impôt, mais avant charges calculées (amortissements, dépréciations et provisions)	0,43	0,43	0,31	0,06	0,02	0,19
Résultat après impôt et charges calculées (amortissements; dépréciations et provisions)	0,21	0,21	0,15	-0,11	-0,32	0,05
Résultat sur les activités abandonnées	0,52	0,52	-0,32	-0,06	-0,10	-0,06
Résultat dilué par action (€)						
Résultat opérationnel courant	0,24	0,26	0,15	-0,14	-0,12	0,06
Résultat opérationnel	0,24	0,26	0,15	-0,14	-0,25	0,06
Résultat après impôt, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	0,43	0,43	0,31	0,06	0,02	0,19
Résultat après impôt et charges calculées (amortissements; dépréciations et provisions)	0,21	0,21	0,15	-0,11	-0,32	0,05
Résultat sur les activités abandonnées	0,52	0,52	-0,32	-0,06	-0,10	-0,06
Personnel						
Effectif moyen de l'exercice	315	315	290	278	243	214
Montant de la masse salariale (K€)	9 906	9 906	10 564	10 067	9 361	8 273
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (K€)	4 116	4 116	4 432	4 267	3 950	3 520

(1) Suite au changement de méthode de présentation du crédit d'impôt recherche en 2008, les éléments publiés de 2007 ont été retraités en conséquence pour faciliter la comparaison.

COMPTE DE RESULTAT

(K€)

Notes

31.12.11

31.12.10

Activités poursuivies			
Chiffre d'affaires net	4.1 & 2.20.	22 816	24 185
Autres produits	4.2 & 2.21.	436	460
Total produits courants		23 252	24 645
Achats matières premières, approvisionnements et variation des stocks matières et produits		4 709	6 119
Autres achats, charges et services externes		3 675	4 323
Impôts et taxes et versements assimilés		421	475
Salaires		8 273	9 361
Charges sociales		3 520	3 950
Dotations et reprises aux provisions nettes engagements retraite	2.17.	42	-27
Dotations aux amortissements sur immobilisations	2.8.	1 595	1 719
Perte de valeurs des actifs	2.12.	67	77
Autres charges		158	174
Total charges nettes courantes		22 460	26 171
Résultat opérationnel courant		792	-1 526
Autres produits et charges opérationnels			-1 616
Résultat opérationnel		792	-3 142
Frais liés aux dettes financières porteuses d'intérêt	4.6.	-257	-316
Résultat net des placements	4.6.	53	44
Résultat net des effets de change	4.6.	116	-747
Autres charges ou produits financiers	4.6.	72	45
Résultat financier	4.6.	-16	-974
Résultat courant - part du Groupe		776	-4 116
Impôts sur les bénéfices	4.7.	-25	-50
Impôts différés sur les bénéfices	4.7 & 2.21.	121	16
Résultat net des activités poursuivies - part du Groupe		680	-4 082
Activités abandonnées			
Résultat net des activités abandonnées	5.	-759	-1 324
Résultat net		-79	-5 406
Résultat par action (€)	4.8.	-0,01	-0,43
Activités poursuivies		0,05	-0,32
Activités abandonnées		-0,06	-0,10
Résultat dilué par action (€)		-0,01	-0,43
Activités poursuivies		0,05	-0,32
Activités abandonnées		-0,06	-0,10

ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(K€)	Notes	31.12.11	31.12.10
Résultat net		-79	-5 406
	2.6		
Ecart de conversion		46	81
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	6.1	2	160
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente			
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies	3.3.3	-36	-39
Réévaluation des immobilisations			
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence			
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		12	202
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-67	-5 204

Les montants sont présentés nets d'impôts.

BILAN

(K€)	Notes	31.12.11	31.12.10
Ecart d'acquisition	2.10 & 3.1.2.		
Immobilisations incorporelles	2.11 & 3.1.1.	304	384
Immobilisations corporelles	2.8 & 3.1.3.	6 855	7 515
Immobilisations financières à plus d'un an	2.14.	802	957
Impôts différés actifs	2.22.	-	34
Actif non courant	6.1.	7 961	8 890
Immobilisations financières (à moins d'un an)	2.14.	116	111
Stocks et en-cours matières premières et produits	2.13 & 3.1.4.	3 008	3 465
Créances clients et comptes rattachés	2.14.	5 232	5 574
Charges constatées d'avance	3.1.6.	393	453
Autres créances	2.14.	1 018	2 567
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	2.14.	8 773	8 346
Instruments financiers dérivés	2.14.	-	104
Disponibilités	2.14.	2 451	2 617
Actif courant		20 991	23 237
Actifs non courants détenus en vue de la vente	2.19.	3 770	3 770
Total actif		32 722	35 897
Capital social	3.3.1.	3 784	3 784
Primes d'émission	3.3.1.	10 838	31 587
Actions propres	2.14.	-186	-186
Réserve légale, réglementées et autres réserves	3.3.1	315	765
Ecart de conversion Groupe	2.6 & 3.3.1.	-140	-186
Produits et charges constatés directement en capitaux propres	3.3.1.	-284	-250
Réserves et report à nouveau consolidés	3.3.1.	-681	-16 474
Montants comptabilisés directement en capitaux propres relatifs à des actifs non courants détenus en vue de la vente		-	-
Résultat – part du Groupe		-79	-5 406
Capitaux propres		13 567	13 634
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (partie à plus d'un an)		3 342	3 921
Provisions pour retraites et obligations similaires	2.17 & 3.3.3.	623	527
Impôts différés passifs	2.22.	70	-
Passif non courant		4 035	4 448
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (partie à moins d'un an)	2.14 & 3.3.4.	1 210	1 356
Provisions pour risques exigibles à moins d'un an	2.16 & 3.3.3.	777	1 789
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2.14.	139	506
Produits constatés d'avance	2.14.	221	135
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2.14.	1 410	1 667
Dettes fiscales et sociales	2.14.	2 351	2 385
Autres dettes	2.14.	91	166
Instruments financiers dérivés	2.14.	400	416
Passif courant	3.2.1.	6 599	8 420
Passifs directement associés à des actifs non courants détenus en vue de la vente		8 521	9 395
Total Passif		32 722	35 897

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(K€)	Notes	31.12.11	31.12.10
Résultat net des activités poursuivies		680	-4 082
Ajustements			
Dotations aux amortissements	2.8.	1 595	1 718
Dépréciation de juste valeur	2.12.	67	114
Charge d'intérêt		257	316
Charge d'impôts		121	-41
Variation de juste valeur des instruments financiers	6.1.	-3	240
Variation des provisions pour engagements de retraite	2.17.	42	-27
Impôts payés		-25	-
Moins values de cession		55	2
Capacité d'autofinancement hors intérêts et impôts		2 789	-1 760
Variation nette des actifs et passifs			
Variation des stocks	3.1.4.	457	1 037
Variation des créances	3.1.5.	1 904	-274
Variation des dettes		-853	-756
Variation des provisions à moins d'un an (dont restructuration)	3.3.3.	-1 012	1 768
Variation des instruments financiers	6.1.	88	-245
Charges et produits constatés d'avance		145	-870
Variation du besoin en fonds de roulement		729	660
Flux nets de trésorerie liés à l'activité		3 518	-1 100
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	3.1.1 & 3.1.3.	-571	-812
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		-	-
Variation des immobilisations financières	3.1.5.	150	5
Variation de périmètre		-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-421	-807
Augmentation de capital		-	-
Encaissements provenant d'emprunts	3.3.4.	293	-
Remboursement d'emprunts	3.3.4.	-1 219	- 2552
Intérêts payés	4.6.	-257	-313
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-1 183	-2 865
Flux nets de trésorerie liés aux activités abandonnées	5.	- 1 651	- 1484
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	3.2.1.	263	-6 256
Incidence des variations de change	3.2.1.	18	62
Variation de juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de transaction		-	-
Trésorerie à l'ouverture	3.2.1.	10 904	17 098
Trésorerie à la clôture	3.2.1.	11 185	10 904

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(K€)	Capital social	Primes d'émission	Réserve légale	Réserves réglementées	Autres réserves	Actions propres	Ecart de conversion Groupe	Réserves et report à nouveau	Produits et charges constatés directement en capitaux propres	Montants comptabilisés directement en capitaux relatifs à des activités abandonnées	Résultat – part du Groupe	Capitaux propres
31.12.09	3 784	31 587	241	74	450	-120	-267	-14 305	-371	-	-2 169	18 904
Produits et charges constatés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	81	-	121	-	-	202
Résultat de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-5 406	-5 406
Produits et charges de la Période	-	-	-	-	-	-	81	-	121	-	-5 406	-5 204
Affectation du résultat	-	-	-	-	-	-	-	-2 169	-	-	2 169	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-66	-	-	-	-	-	-66
31.12.10	3 784	31 587	241	74	450	-186	-186	-16 474	-250	-	-5 406	13 634
Produits et charges constatés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	46	-	-34	-	-	12
Résultat de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-79	-79
Produits et charges de la Période	-	-	-	-	-	-	46	-	-34	-	-79	-67
Affectation du résultat	-	-20 749	-	-	-450	-	-	15 793	-	-	5 406	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
31.12.11	3 784	10 838	241	74	-	-186	-140	-681	-284	-	-79	13 567

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

Le 13 mars 2012, le Conseil d'administration de Cerep a arrêté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

CHAPITRE II. Faits significatifs A LA CLÔTURE

1.1. Faits significatifs de la période

Après la conclusion d'une première licence d'évaluation de sa base de données BioPrint® en 2009 avec Roche (renouvelée en 2010), Cerep a annoncé la concession d'une licence similaire à la société Shire.

Un autre accord de ce type a d'autre part été conclu en fin d'exercice 2011, avec un partenaire pharmaceutique.

BioPrint® comprend des données pharmacologiques et pharmaceutiques (ADME ³) homogènes et cohérentes et constitue un outil unique d'aide à la décision dans le processus de découverte de nouveaux médicaments. Les données sont organisées en trois ensembles distincts : les descripteurs chimiques (structures des composés, informations chimiques et descripteurs 2D et 3D), les profils *in vitro* et les effets *in vivo* de médicaments ou de produits de référence.

Aux termes de ces accords, les souscripteurs ont accès à l'ensemble des données de BioPrint® et aux outils pharmaco-informatiques associés.

Cerep reçoit des paiements au titre de la licence et du développement des données BioPrint®.

En juin 2011 Cerep a été sélectionné par le SGC comme fournisseur mondial de services de criblage et profilage, pour la découverte de sondes chimiques de bas poids moléculaire et de candidats-médicaments sur les cibles épigénétiques.

Les cibles épigénétiques sont des protéines qui régulent l'expression des gènes sans entraîner de modification de la séquence ADN. Ces dernières années, l'épigénétique est devenue l'un des domaines les plus actifs de la recherche biologique, avec un nombre croissant de programmes de recherche de nouveaux médicaments dans les domaines du cancer, de l'inflammation, des maladies neuropsychiatriques et métaboliques. Dans les années à venir, Cerep prévoit d'augmenter de façon significative le criblage de molécules sur ces cibles. Plus de 500 cibles épigénétiques humaines ont été recensées. D'ores-et-déjà, le SGC a purifié plus de 250 d'entre elles, et développé plus d'une centaine de tests.

Selon les termes de l'accord, le SGC et Cerep participeront ensemble à la production de protéines épigénétiques, au développement et à la publication de tests adaptés aux techniques rapides et robustes de criblage et profilage des molécules à haut débit. Depuis ses laboratoires, y compris un nouveau laboratoire qui sera implanté à Toronto, Cerep proposera ses services à toute la communauté scientifique issue des secteurs privés et publics.

En janvier 2011, Cerep a initié le programme de réorganisation de ses opérations décidé en décembre 2010. Le siège social, localisé à Paris, a été transféré à Celle l'Evescault, dans la Vienne, qui abrite déjà les principaux laboratoires du Groupe. Les bureaux parisiens de la Société ont été fermés. De plus, le plan de restructuration des opérations de Cerep SA, approuvé par le comité d'entreprise en février 2011, a été mis en œuvre par la suite. La réorganisation opérée a inclus un plan de sauvegarde de l'emploi touchant 41 salariés, sur les 205 que comptait Cerep SA au 31 décembre 2010. Les mesures proposées ont permis au Groupe de renouer rapidement avec une exploitation bénéficiaire sur 2011, et devraient lui permettre de maintenir durablement celle-ci.

La restructuration réalisée n'a pas eu d'impact sur la capacité du Groupe à honorer ses contrats en 2011, avec un niveau de qualité en constante amélioration.

1.2. Événements postérieurs

Néant

2. Principes et méthodes appliqués

2.1. Référentiel et principes comptables

Les comptes consolidés de l'exercice 2011 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS ("International Financial Reporting Standards") adoptées au niveau européen, en application du règlement 1606/2002 du Conseil européen du 19 juillet 2002. Ceux-ci sont disponibles sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission

La base de préparation des informations financières consolidées au 31 décembre 2011 et comparatives résulte en conséquence:

- des normes et interprétations IFRS applicables de manière obligatoire telles qu'elles sont connues à ce jour ;
- des options retenues et des exemptions utilisées par le Groupe.

Les normes et interprétations suivantes applicables pour la première fois à cet exercice n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe :

- IAS 24 amendée « Informations sur les parties liées » ;
- IAS 32 amendée « Classement des droits de souscription émis » ;
- IFRIC 14 amendée « Paiements anticipés des exigences de financement minimal » ;
- IFRIC 19 « Extinction de dettes financières avec des instruments de capitaux propres » ;

³ ADME : Absorption, Distribution, Métabolisme, Excrétion

- les amendements de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS publiées en mai 2010.

Par ailleurs, le Groupe n'a opté pour l'application anticipée en 2011 d'aucune norme ou interprétation applicable lors de périodes ultérieures, en particulier :

- Normes sur les méthodes de consolidation :
 - IFRS 10 « Consolidation » ;
 - IFRS 11 « Accords conjoints » ;
 - IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
 - IAS 27 révisée « États financiers individuels » ;
 - IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises ».
- Autres normes :
 - IFRS 7 amendée « Informations à fournir dans le cadre des transferts d'actifs financiers » ;
 - IFRS 9 « Classification et évaluation des instruments financiers » ;
 - IFRS 13 « Évaluation à la juste valeur » ;
 - IAS 1 amendée « Présentation des éléments du résultat global » ;
 - IAS 12 amendée « Recouvrement des actifs sous-jacents » ;
 - IAS 19 amendée « Avantages au personnel ».

2.2. Présentation du compte de résultat

Le Groupe a traité l'arrêt des activités de chimie et de recherche de médicaments, effectif au 30 juin 2007, ainsi que la cession de l'activité de services cliniques, réalisée le 31 octobre 2007, comme un abandon d'activités au sens de la norme IFRS 5. Les produits et les charges attribuables à ces activités, nets d'impôts, sont ainsi présentés sur une seule ligne au compte de résultat de l'exercice 2011, et de l'exercice 2010.

2.3. Méthode et périmètre de consolidation

La méthode de consolidation utilisée est l'intégration globale (I.G.).

Entreprises	Siège	N° Siren	Contrôle	Méthode
Cerep SA	Le Bois L'Évêque 86600 Celle L'Evescault	353189848	100%	Société mère
Cerep, Inc.	NE 95th Street Redmond, WA 98052 - Etats-Unis	Etrangère	100%	I.G.
Cerep Drug Discovery Services Co. Ltd.	326 Aidisheng (Edison) Road, B 302-1 Zhangjiang High-Tech Park Shanghai 201203 - China	Etrangère	100%	I.G.

La société Cerep Drug Discovery Services Co. Ltd. (ci-après dénommée Cerep Ltd.) a été créée par souscription au capital au cours du mois de mars 2010.

Les comptes sont présentés en milliers d'euros (noté K€).

2.4. Date de clôture

Les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes au 31 décembre.

2.5. Recours à des estimations

La préparation des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ceci concerne notamment les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur, l'évaluation des décaissements probables sans contrepartie pour le Groupe constituant les provisions pour restructuration, l'évaluation des engagements de retraite, l'évaluation des provisions pour risques, les durées d'utilisation des immobilisations, les impôts différés et les engagements.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation du Groupe et sont établies en fonction des informations disponibles lors de la préparation des comptes. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les éléments réels peuvent différer des estimés comptabilisés.

2.6. Conversion des états financiers

Les comptes des filiales étrangères, établis en dollar US et en RMB, ont été convertis en euro selon la méthode du cours de clôture. Les comptes de bilan sont convertis au cours du dernier jour de la période, à l'exception des capitaux propres qui sont convertis au cours historique. Les charges et les produits ainsi que le résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de conversion résultant de la transformation des comptes des filiales, établis dans leurs monnaies respectives, sont affectés en capitaux propres.

2.7. Opérations en devises

Les dettes et actifs circulants en monnaies autres que les monnaies de fonctionnement des sociétés du Groupe sont convertis au cours de clôture de l'exercice. Les écarts résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat financier.

2.8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties selon le mode linéaire sur leurs durées de vie usuelles :

Brevets, concessions, licences	1 à 10 ans
Logiciels ¹ à 3 ans	
Terrains pas d'amortissement	
Bâtiments, constructions	15 à 30 ans
Agencements des constructions	7 à 10 ans
Matériel et outillage	3 à 7 ans
Agencements divers	7 à 15 ans
Matériel de transport	3 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier ⁵ à 10 ans	

Les biens financés par location financière sont portés en immobilisations à l'actif du bilan comme s'ils avaient été financés par emprunt lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. En application de la norme IAS 17, les critères d'évaluation des contrats sont :

- le rapport entre la durée d'utilité des biens loués et la durée du contrat ;
- le total des paiements futurs comparé à la juste valeur du bien ;
- l'existence d'une clause de transfert de propriété ou d'option d'achat favorable ;
- le caractère spécifique de l'actif.

Depuis 2003, Cerep acquiert et produit des lignées cellulaires. Celles-ci constituent le matériel biologique destiné à produire les protéines utilisées dans la réalisation de tests de profilage pharmacologique.

Ce matériel biologique reproductible indéfiniment est comptabilisé en bien corporel à l'actif du bilan. Il est évalué au coût d'acquisition ou au coût de production lorsqu'il est créé par Cerep. Les dispositions actuelles de la norme IAS 16, précisent que tous les actifs corporels immobilisés, à l'exception des terrains doivent être amortis à compter de leur mise en service. Le Groupe considère qu'étant incapable d'établir une durée d'utilité pour ce matériel biologique, aucun amortissement ne peut être pratiqué.

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa mise au rebut ou sa cession. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation, représentant la différence entre le produit net de cession et la valeur comptable de l'actif à la date de cession, est enregistré au compte de résultat.

2.9. Coûts d'emprunts

Cerep avait retenu la méthode préférentielle de la norme IAS 23 "Coûts d'emprunt", par laquelle les coûts d'emprunt étaient comptabilisés en charge dans l'exercice au cours duquel ils étaient encourus.

A compter de l'exercice 2009, la révision de la norme IAS 23 rend obligatoire la capitalisation du coût des emprunts.

2.10. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2004 et jusqu'au 31 décembre 2009 ont été comptabilisés selon les dispositions de la précédente version de la norme IFRS 3.

Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2010 sont comptabilisés conformément aux dispositions d'IFRS 3 révisée.

Cette norme est appliquée de façon prospective. Elle est donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010.

En application de cette norme révisée, le Groupe comptabilise à la juste valeur, aux dates de prise de contrôle, les actifs acquis et les passifs assumés identifiables. Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus et/ou des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de l'entité acquise. Les ajustements de prix éventuels sont évalués à leur juste valeur à chaque arrêté.

Au-delà d'une période de douze mois à compter de la date d'acquisition, tout changement ultérieur de cette juste valeur est constaté en résultat.

Les coûts directement attribuables à l'acquisition tels que les honoraires de due diligence et les autres honoraires associés sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Les intérêts minoritaires détenus dans l'entreprise acquise sont comptabilisés soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise, soit à leur juste valeur. Cette option est appliquée au cas par cas pour chaque acquisition.

La valeur d'acquisition est affectée en comptabilisant les actifs acquis et les passifs assumés identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur à cette date. La différence positive entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis constitue le goodwill. Le cas échéant le coût d'acquisition peut inclure la juste valeur des intérêts minoritaires si CEREP a opté pour l'option du goodwill à 100 %.

Le Groupe dispose d'un délai de douze mois, à compter de la date d'acquisition pour finaliser la comptabilisation des opérations relatives aux sociétés acquises.

2.11. Immobilisations incorporelles, dont frais de recherche et développement

Le Groupe comptabilise ses actifs incorporels, constitués de frais de prise de brevets, de logiciels et de contrats de licence d'outils informatiques en immobilisations incorporelles, dans le cadre des définitions et principes de comptabilisation définis par la norme IAS 38.

Frais de recherche et développement

Les dépenses des phases de recherche des projets internes sont systématiquement comptabilisées en charges. De plus, lorsque la phase de recherche et la phase de développement d'un projet interne ne peuvent être distinguées, les dépenses encourues au titre du projet sont traitées comme s'il ne comportait qu'une phase de recherche.

Par ailleurs, l'examen des projets internes de développement de candidats médicaments, des projets de développement de nouveaux tests et de nouveaux procédés, ainsi que le développement de BioPrint a révélé que Cerep n'est pas en mesure de démontrer que les six critères de comptabilisation des dépenses de développement en immobilisation stipulés par la norme sont satisfaits. Aussi le Groupe comptabilise-t-il ces dépenses en charges.

2.12. Dépréciation d'actifs

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable des immobilisations corporelles ou incorporelles est susceptible de perdre de la valeur, le Groupe compare cette valeur comptable à la valeur recouvrable, estimée sur la base du plus élevé de la valeur d'utilité ou du prix de vente net. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, le Groupe constate une dépréciation pour perte de valeur de l'actif.

Le prix de vente net d'une lignée cellulaire est estimé en fonction de la valeur de marché de lignées similaires, le cas échéant. La valeur d'utilité d'une lignée cellulaire tient compte des flux de trésorerie générés, de son intérêt scientifique, de la présence au catalogue de tests pharmacologiques l'utilisant et de la réalisation récente de ces tests. Un test de dépréciation de chaque lignée cellulaire est réalisé à chaque clôture.

2.13. Stocks et en-cours

Les stocks de matières, fournitures et produits achetés sont valorisés au coût réel d'acquisition. La valeur brute représente le prix d'achat à l'exclusion de toute valeur ajoutée.

Les stocks de produits finis et les en-cours de production sont valorisés au coût de production. Ce coût est constitué du coût des matières, des fournitures, de la main-d'œuvre directe ainsi que de toutes les autres charges directes et indirectes afférentes.

Concernant les activités poursuivies :

- Les matières premières sont des produits biologiques ou des produits chimiques achetés ;
- Les fournitures sont les consommables utilisés lors des tests ;
- Les produits intermédiaires sont des préparations biologiques prêtes à être utilisées lors de tests.

Concernant les activités abandonnées :

- Les matières premières sont des produits chimiques, comprenant les monomères achetés ;
- Les produits finis sont des monomères fabriqués et des bibliothèques de molécules chimiques.

Une dépréciation des stocks est constituée si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur brute déterminée selon les modalités indiquées ci-dessus.

2.14. Actifs, passifs et instruments financiers

Les instruments financiers sont comptabilisés, présentés et décrits en application des normes IAS 32 "*Instruments financiers : présentation*" telle qu'amendée par l'IFRS 7, IAS 39 "*Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*" et IFRS 7 "*Instruments financiers : informations à fournir*".

Le Groupe constate à son bilan les actifs ou les passifs financiers dès qu'il devient partie au contrat à l'origine de l'actif ou du passif financier, selon les quatre catégories définies par la norme IAS 39 :

"*actif ou passif financier à la juste valeur, par le biais du compte de résultat*", correspondant aux actifs ou passifs financiers "*détenus à des fins de transaction*" ou désignés lors de leur comptabilisation initiale comme "*étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat*" ;

"*placements détenus jusqu'à l'échéance*" ;

"*prêts et créances*" ou

"*actifs financiers disponibles à la vente*".

Le bilan consolidé du Groupe est constitué des catégories d'actifs financiers et de passif financiers suivantes :

Créances

Les créances clients et autres créances sont des instruments financiers définis comme "prêts et créances", comptabilisés initialement à leur valeur nominale, les échéances étant généralement comprises entre 30 et 60 jours. A la clôture de l'exercice, les créances sont évaluées au coût amorti, déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques de non recouvrement. Les créances irrécouvrables sont constatées en pertes lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont des instruments financiers définis comme "placements détenus jusqu'à l'échéance", initialement comptabilisées pour leur valeur nominale, nette d'éventuels coûts d'acquisition. Postérieurement à la comptabilisation initiale, elles sont évaluées au coût amorti.

Les pertes de valeur sont constatées au résultat financier, lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur à l'inventaire.

Placements

Les valeurs mobilières de placement du Groupe, sont désignées comme détenues à des fins de transaction en "actif ou passif financier à la juste valeur, par le biais du compte de résultat", et comptabilisées en juste valeur. Enregistrées initialement pour leur coût d'achat, elles sont réévaluées à leurs valeurs de marché (cours de bourse ou valeur liquidative, lorsque disponible). Les pertes et les gains latents sont enregistrés au compte de résultat en produits ou charges financiers.

Les justes valeurs des instruments financiers utilisés sont déterminées comme suit :

- SICAV monétaires et obligataires : valeur liquidative à la clôture ;
- Actions : cours de marché à la clôture.

Trésorerie et disponibilités

Les disponibilités comprennent les actifs financiers (trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à terme et les certificats de dépôt ayant une échéance inférieure ou égale à trois mois). Les concours bancaires courants sont des passifs financiers et comptabilisés en emprunts et dettes au passif du bilan.

Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les disponibilités définies ci-dessus, nets des concours bancaires courants, et les instruments financiers détenus à des fins de transaction au titre des placements de trésorerie.

Les justes valeurs des instruments de trésorerie utilisés sont déterminées comme suit :

- Disponibilités et dépôts à terme en euro : au coût d'acquisition, proche de la valeur de marché en raison de leur échéance à court terme ;
- Disponibilités et dépôts à terme en devises : au coût d'acquisition (proche de la valeur de marché en raison de leur échéance à court terme), converti au cours de change de clôture.

Actions propres

Le Groupe comptabilise les rachats de ses propres actions au coût d'achat, net de frais d'acquisition en accord avec la norme IAS 32 et les présente en déduction des capitaux propres.

Dettes

Les dettes fournisseurs et autres dettes sont des passifs financiers comptabilisés initialement à leur valeur nominale, les échéances étant généralement comprises entre 30 et 60 jours. A la clôture de l'exercice, ces passifs financiers sont évalués au coût amorti.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts souscrits auprès des établissements financiers ou auprès d'organisme de crédit bail sont des passifs financiers et sont comptabilisés initialement à leur valeur nominale ajustée des frais d'émission amortis sur la durée de l'emprunt. A la clôture de l'exercice, ces passifs financiers sont évalués au coût amorti.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont constitués d'instruments de change et de taux, destinés à réduire l'exposition du Groupe au risque de change sur ses probables flux futurs en devises ainsi que son exposition au risque de taux d'intérêts sur les flux de ses emprunts.

Les instruments dérivés sont comptabilisés à l'actif ou au passif du bilan en juste valeur. Le Groupe désigne ses instruments dérivés conformément aux critères établis par la norme IAS 39. La comptabilisation des variations de juste valeur d'un instrument dépend de l'intention d'utilisation de l'instrument.

Change

Les justes valeurs des instruments de change utilisés par le Groupe sont déterminées comme suit :

- Ventes à terme : valeur liquidative, qui correspond à l'actualisation du flux en fonction du taux à l'échéance ;
- Options d'achats de call et de vente de put, ainsi que vente de call : valeur liquidative, qui correspond à un modèle mathématique tenant compte du cours des devises et des taux d'intérêts respectifs.

Taux

Cerep utilise des swaps de taux variable à taux fixe dont la juste valeur est la valeur liquidative, qui correspond à la différence entre le montant notionnel et la valeur actuelle des flux fixes prévus.

Comptabilisation des instruments dérivés

La part efficace des instruments dérivés que Cerep est en mesure de désigner comme instrument de couverture est comptabilisée comme suit :

- les variations de valeur de l'instrument dérivé sont enregistrées en capitaux propres ;
- Le montant enregistré en capitaux propres est reclassé en résultat lorsque le flux couvert futur se réalise, à l'émission de la facture nette correspondant à la prévision.

La part inefficace des instruments dérivés et les instruments dérivés non éligibles aux conditions de comptabilisation de couverture sont comptabilisés pour leur juste valeur dès leur origine au compte de résultat.

2.15. Paiements en action

Cerep ne dispose que de plans d'options de souscription d'actions pour lesquels l'acquisition des droits est antérieure au 31 décembre 2004, et a

retenu l'exemption facultative prévue par la norme IFRS 1 de ne pas comptabiliser selon les dispositions de la norme IFRS 2 "Paievements en actions" les plans d'options de souscription d'actions dont les droits sont acquis avant cette date. Les principes comptables français ont été appliqués : la différence entre le prix d'exercice payé par le bénéficiaire lors de l'exercice de l'option de souscription et la valeur nominale de l'action ainsi souscrite est enregistrée en prime d'émission.

Selon les termes des plans d'options de souscription d'actions, la cession d'actions obtenues par exercice d'options n'est pas autorisée avant la fin de la période d'indisponibilité fiscale. Il n'existe donc pas de risque de prise en compte par l'entreprise de charges sociales en cas de levées d'options avant la fin de cette période.

2.16. Provisions

Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il existe une obligation contractuelle, légale ou implicite résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources.

Provision pour restructuration

Les coûts des restructurations constituent un passif s'ils résultent d'une obligation du Groupe vis-à-vis des tiers, ayant pour origine une décision prise par le Groupe, annoncée avant la date de clôture de l'exercice et à condition que le Groupe n'attende plus de contrepartie des tiers concernés.

2.17. Engagements de retraite et avantages similaires

Cerep applique la norme IAS 19 "Avantages au personnel" telle qu'amendée le 16 décembre 2004 qui détermine les règles comptables applicables aux entreprises concernant :

- les avantages postérieurs à l'emploi comme les pensions et autres engagements de retraite ainsi que les régimes de congés de fin de carrière ;
- les autres engagements à long terme comme l'intéressement, les primes et autres rémunérations différées ;
- les modalités de comptabilisation et d'évaluation de ces engagements ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les informations à porter en annexe.

Cerep a retenu l'option de comptabiliser l'intégralité des écarts actuariels en capitaux propres, sans amortir ceux-ci par un mécanisme de corridor.

Cerep comptabilise ainsi au passif la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, nette de la juste valeur des actifs du régime à la date de clôture, le cas échéant. Les écarts actuariels, résultant du changement d'hypothèses qui affectent l'évaluation de l'obligation sont également enregistrés au passif, nets d'impôts différés, en contrepartie des "produits et charges constatés directement en capitaux propres". Enfin, le coût des services passés, résultant de changements réglementaires ou contractuels du régime, est étalé sur la durée de mise en application de ces changements.

L'obligation au titre des indemnités de fin de carrière spécifiques à la France est évaluée linéairement en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode considère que chaque période de service du salarié donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune de ces unités pour déterminer l'obligation finale. Elle prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation de l'effectif.

2.18. Valorisation des instruments financiers à la juste valeur

La mesure de la juste valeur est déterminée à partir de trois modèles ou niveaux qui sont :

- Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif : lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus prioritairement pour la détermination de la juste valeur. Les valeurs mobilières de placement et certains emprunts obligataires cotés sont valorisés ainsi.
- Niveau 2 : modèle interne avec des paramètres observables à partir de techniques de valorisation interne : ces techniques font appel aux méthodes de calculs mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés (cours à terme, courbe de taux...). Le calcul de la juste valeur de la majorité des instruments financiers dérivés (swaps, caps, floors...) négociés sur les marchés est opéré sur la base de modèles communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers.
- Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables : ce modèle s'applique uniquement pour les titres de participation non cotés, lesquels sont valorisés à leur coût d'acquisition majoré des coûts de transaction, en l'absence d'un marché actif.

2.19. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

La norme IFRS 5 "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées" spécifie notamment :

- les règles d'identification des actifs destinés à être cédés, ainsi que les passifs directement liés à ces actifs ;
- que les actifs destinés à être cédés, qui sont classés comme détenus en vue de la vente doivent être comptabilisés au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de vente ;
- que les actifs et les passifs inclus dans un Groupe destiné à être cédé, classé comme étant détenu en vue de la vente, doivent être présentés séparément du bilan ;
- que les résultats des activités abandonnées doivent être présentés séparément au compte de résultat, une analyse étant présentée en annexe.

L'arrêt des activités de chimie et de recherche de médicaments, effectif au 30 juin 2007, a constitué un abandon d'activité. Les produits et les charges attribuables à ces activités, nets d'impôts, sont ainsi présentés sur une seule ligne au compte de résultat de l'exercice 2011 et de l'exercice 2010. Le bilan au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010 présente sur des lignes distinctes les actifs non courants ainsi que les autres actifs et les passifs rattachés à ces activités.

2.20. Chiffres d'affaires

Cerep applique la méthode dite "à l'avancement", pour la valorisation des contrats de prestations de services en cours à la clôture de l'exercice.

L'ajustement du chiffre d'affaires (constitué par les produits facturés aux clients selon les modalités contractuelles) sur les produits réellement acquis, compte tenu de l'avancement des travaux réalisés, est constaté selon le cas en facture à établir ou en produit constaté d'avance.

Pour les prestations continues, notamment les contrats de collaboration à long terme, les produits sont comptabilisés prorata temporis dès lors qu'ils correspondent à une contribution contractuellement acquise au titre de la période considérée.

2.21. Subventions, aides et avances remboursables

Le Groupe bénéficie de subventions, d'aides à l'innovation ou d'avances remboursables en relation avec son activité de recherche et ses investissements et les comptabilise en application de la norme IAS 20.

Les subventions d'investissements obtenues dans le cadre d'acquisition d'immobilisations sont soit versées à Cerep lorsque l'équipement est acquis en propre, soit versées à l'organisme de financement lorsque le bien est acquis en crédit-bail. Cerep comptabilise les subventions d'investissements en produits constatés d'avance au passif du bilan consolidé à la date d'octroi et procède à la reprise de ces subventions en autres produits au compte de résultat consolidé selon le rythme de l'amortissement de l'immobilisation concernée.

Les aides remboursables et avances obtenues dans le cadre de programmes de recherche de Cerep sont constituées principalement d'avances à taux nul remboursables en cas de succès. Pendant la durée du programme et en l'absence de perspective d'échec, Cerep comptabilise l'intégralité du montant attribué en dettes financières diverses au passif du bilan. Au dénouement, en cas d'échec, la partie restant acquise est comptabilisée en autres produits au compte de résultat consolidé.

Les subventions d'exploitation dont bénéficie Cerep sont comptabilisées au compte de résultat consolidé dès leur obtention.

Les montants des subventions, aides et avances octroyés mais non encore versés sont comptabilisés en montants à recevoir au poste "autres créances" de l'actif du bilan consolidé.

2.22. Impôts différés

Le Groupe comptabilise des impôts différés pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé.

Selon la méthode du report variable, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à l'exercice de renversement des différences temporaires.

Les actifs d'impôt différé sur différences temporaires ou sur déficits et les crédits d'impôt reportables ne sont comptabilisés que lorsque leur réalisation est jugée probable. Le caractère récupérable des actifs d'impôt différé constatés est réexaminé en fin d'exercice afin d'apprécier s'il y a lieu ou non de modifier le montant des impôts différés comptabilisés.

2.23. Information sectorielle

Suite à l'arrêt des activités de chimie et de recherche de médicaments le 30 juin 2007 et à la cession des activités de services cliniques le 31 octobre 2007, les activités poursuivies du Groupe ne représentent que le seul secteur des services précliniques.

2.24. Résultat par actions

Le calcul est réalisé conformément à la norme IAS 33.

Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat de base est le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le résultat dilué par action est calculé en ajoutant au nombre moyen pondéré d'actions ci-dessus le nombre net potentiel d'actions nouvelles à créer par la conversion des instruments dilutifs que sont les options de souscription d'actions. Le nombre net d'actions nouvelles créées est déterminé selon la méthode du "rachat d'actions". Dans ce calcul, les fonds recueillis par l'exercice de bons ou d'options de souscription sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen au titre de la période.

3. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

3.1. Bilan actif

3.1.1. Immobilisations incorporelles

(K€)	31.12.10	Incidence de change	Augmentation	Diminution	Transferts		31.12.11
Valeurs brutes							
Brevets, licences							-
Autres immobilisations incorporelles	1 961	-9	248	34		14	2 180
Immobilisations en- cours, avances							-
Total	1 961	-9	248	34		14	2 180
(K€)	31.12.10	Incidence de change	Amortissements Augmentation	Amortissements Diminution	Dépréciations Augmentation	Transferts	31.12.11
Amortissements/ Dépréciation							
Brevets, licences							
Autres immobilisations incorporelles	1 577	-9	342	34			1 876
Total	1 577	-9	342	34			1 876

(K€)	31.12.10	Incidence de change	Augmentation	Diminution	Augmentation	Transferts	31.12.11
Valeurs nettes							
Brevets, licences							-
Autres immobilisations incorporelles	384		-94			14	304
Immobilisations en-cours, avances							-
Total	384		-94			14	304

3.1.2. Ecart d'acquisition

La Société n'a pas d'écart d'acquisition d'inscrit à son actif.

3.1.3. Immobilisations corporelles

(K€)	31.12.10	Incidence de change	Augmentation	Diminution	Transferts	31.12.11
Valeurs brutes						
Terrains						-
<i>dont location financière</i>						
Lignées cellulaires	2 240		4	13		2 231
Constructions et agencements	8 675	7	27	97	69	8 681
<i>dont location financière</i>	7 595					7 595
Matériel et outillage	9 998	111	506	248		10 367
<i>dont location financière</i>	3 982		3			3 985
Autres immobilisations corporelles	2 755	30	130	313	4	2 606
<i>dont location financière</i>	993		75	114		954
Immobilisations en cours	203		3	5	-73	128
<i>dont lignées en cours</i>	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-
Total	23 871	148	670	676	-	24 013

(K€)	31.12.10	Incidence de change	Amortissements Augmentation	Amortissements Diminution	Dépréciations Augmentation	31.12.11
Amortissements/Dépréciations						
Lignées cellulaires	127				66	193
Constructions et agencements	4 866	9	628	95		5 408
<i>dont location financière</i>	4 142		506			4 648
Matériel et outillage	8 779	81	434	193		9 101
<i>dont location financière</i>	3 703		168			3 871
Autres immobilisations corporelles	2 459	37	125	290		2 331
<i>dont location financière</i>	928	-15	70	113		870
Immobilisations en cours	125					125
Total	16 356	127	1 187	578	66	17 158

(K€)	31.12.10	Incidence de change	Augmentation	Diminution	Transferts	31.12.11
Valeurs nettes						
Terrains						-
<i>dont location financière</i>						
Lignées cellulaires	2 113	-	-62	13		2 038
Constructions et agencements	3 809	-2	-601	2	69	3 273
<i>dont location financière</i>	3 453		-506			2 947
Matériel et outillage	1 219	30	72	55		1 266
<i>dont location financière</i>	279		-165			114
Autres immobilisations corporelles	296	-7	5	23	4	275
<i>dont location financière</i>	65	15	5	1		84
Immobilisations en cours	78		3	5	-73	3
<i>dont lignées en cours</i>	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-
Total	7 515	21	-583	98	-	6 855

Depuis la mise en œuvre du programme d'acquisition et de production de lignées cellulaires, Cerep a comptabilisé 2 231 K€ de lignées à l'actif immobilisé :

- 332 K€ ont été acquises auprès de ses fournisseurs et sont en service au 31 décembre 2011 ;
- 1 899 K€ ont été produites par les équipes de Cerep et sont en service au 31 décembre 2011

3.1.4. Stocks et en-cours

Principales composantes des stocks et en-cours

(K€)	Brut	Provisions	Net au 31.12.11	Net au 31.12.10
Matières premières	1 305	165	1 140	1 479
Fournitures	182		182	240
En-cours de production				
Produits intermédiaires	1 947	261	1 686	1 746
Produits finis				
Total	3 434	426	3 008	3 465

3.1.5. Actifs financiers

(K€)	Brut	Dépréciation	Net au 31.12.11	Net au 31.12.10
Immobilisations financières				
Avance preneur				
• 1 ^{ER} avenant au crédit –bail immobilier	600		600	679
• 2 ND avenant	226		226	258
Dépôt de garantie des locations immobilières ⁽¹⁾	217	191	26	74
Autres dépôts et cautionnement	66		66	57
Total des immobilisations financières	1 109	191	918	1 068
<i>Dont immobilisations financières courantes</i>	<i>116</i>		<i>116</i>	<i>111</i>
Clients et assimilés ⁽²⁾	5 453	221	5 232	5 574
Autres créances				
Avances et acomptes versés	30		30	14
Créances sociales	19		19	21
Créances fiscales – TVA	61		61	218
Autres créances fiscales	534		534	266
Solde prix de cession Hesperion	-		-	1 855
Débiteurs divers	374		374	193
Total autres créances	1 018	-	1 018	2 567
Total créances courantes	6 587	221	6 366	8 252

⁽¹⁾ Le dépôt de garantie sur les locaux de Rueil-Malmaison non encore remboursé par l'ancien bailleur est déprécié en totalité au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010

⁽²⁾ dont factures à établir : 1 631 K€ au 31 décembre 2011 et 1 699 K€ au 31 décembre 2010.

Echéances des actifs financiers avant dépréciation

(K€)	Montant brut	-1 an	1 à 5 ans	+ 5ans
Avance preneur				
• 1 ^{ER} avenant au crédit –bail immobilier	600	83	381	136
• 2 ND avenant	226	33	144	49
Dépôt de garantie des locations immobilières	217	217		
Autres dépôts et cautionnement	66	66		
Immobilisations financières	1 109	399	525	185
Clients et assimilés	5 453	5 453		
Avances et acomptes versés	30	30		
Créances sociales	19	19		
Créances fiscales – TVA	61	61		
Autres créances fiscales	534	534		
Débiteurs divers	374	374		
Total autres créances	1 018	1 018		

3.1.6. Charges constatées d'avance

(K€)	31.12.11
Locations, loyers	92
Maintenance	61
Honoraires – personnel intérimaire	11
Assurances	65
Chèques déjeuners	12
Autres charges	152
Total	393

3.1.7. Dépréciation des autres actifs

	31.12.10	Entrées périmètre	Incidence de change	Augmen- tation	Diminution	31.12.11
(K€)	Valeur nette				Perte de valeur Utilisée	Valeur nette
Immobilisations financières	191					191
Clients	199		2	20		221
Autres créances						
Charges constatées d'avance						
Total	390	-	2	20	-	412

3.2. Variation des flux de trésorerie

Tableau de variation de l'endettement financier net

(K€)	31.12.10	Variation	31.12.11
Trésorerie brute	10 963	261	⁽¹⁾ 11 224
Intérêts courus et banque créditrice	59	-20	39
Mobilisation de créances	-	-	
Trésorerie	10 904	281	11 185
• Emprunts	470	153	623
• Crédits-bails	4 585	-806	3 779
• Avances remboursables	164	-53	111
Endettement financier brut des activités poursuivies	5 219	-706	4 513
Endettement financier net des activités poursuivies	-5 685	-987	-6 672
Passif financier lié à des actifs non courants détenus en vue de la vente :			
• Crédits-bails	9 299	-822	8 477
• Avances remboursables			
Endettement financier net	3 614	-1 809	1 805

⁽¹⁾ Les instruments financiers détenus à des fins de transaction représentent un montant de 8 773 K€. Ils sont composés essentiellement de valeurs mobilières de placement

3.3. Bilan passif

3.3.1. Capitaux propres

Le tableau suivant présente le nombre d'actions autorisées à la clôture de l'exercice.

(en milliers)	31.12.10	31.12.11
Autorisées :		
Actions ordinaires de 0,30 € chacune	13 776	13 776

92 896 actions propres sont inscrites au nom de Cerep au 31 décembre 2011, contre 64 964 au 31 décembre 2010, comptabilisées en réduction des capitaux propres au coût d'acquisition de 186 K€.

Outre le capital social, les capitaux propres consolidés sont constitués des éléments suivants :

- **Primes d'émission** : correspond à l'excédent des apports effectués par les actionnaires de Cerep SA en sus de la valeur nominale des actions.

Variation du nombre et montant d'actions émises et des primes d'émission afférentes :

(K€)	nombre d'actions (milliers)	Capital social (K€)	Primes d'émission (K€)
01.01.10	12 612	3 784	31 587
Exercice d'option de souscription d'actions			-
31.12.10	12 612	3 784	31 587
Exercice d'option de souscription d'actions			-
Imputation du report à nouveau sur la prime d'émission			-20 749
31.12.11	12 612	3 784	10 838

- **Réserve légale** : correspond au cumul des prélèvements, à l'affectation du résultat, d'un vingtième des bénéfices des exercices antérieurs, diminués, le cas échéant, des pertes antérieures. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.
- **Autres réserves** : correspond à des réserves facultatives constituées lors de l'affectation des résultats de la société mère.
- **Écarts de conversion Groupe** : correspond au cumul des écarts de change provenant de la conversion des états financiers des filiales étrangères ainsi que de la conversion des écarts d'acquisition des filiales étrangères.
- **Produits et charges constatés directement en capitaux propres** : représente la contrepartie de la variation de juste valeur des instruments financiers de change et de taux dérivés éligibles à la comptabilisation de couverture de flux de trésorerie, ainsi que la contrepartie de la variation des écarts actuariels sur engagements de retraite. Ces contreparties sont enregistrées nettes d'impôts différés.
- **Réserves et report à nouveau** : les cumuls des bénéfices et des pertes de la société mère et des entités du Groupe.

Les capitaux propres consolidés du Groupe équivalent au capital investi tel que défini par la norme IAS 1.

Le Groupe vise à respecter un équilibre entre ses capitaux propres et sa dette, de manière à bénéficier de marges de manœuvre tant dans l'exercice des opérations d'acquisition d'équipement en lien avec l'activité de services précliniques, qu'en vue d'éventuelles acquisitions.

Depuis sa constitution, Cerep SA n'a jamais versé de dividendes.

3.3.2. Avantages au personnel

Le Groupe a mis en place des plans d'intéressement des salariés au capital prévoyant l'attribution, à certains salariés et dirigeants du Groupe, d'options de souscription d'actions. Selon les termes des plans, les attributions sont réservées aux salariés et aux dirigeants des sociétés du Groupe. Les droits de souscription attribués au titre de ces plans sont acquis soit immédiatement, soit par fractions après un à trois ans sous condition d'être toujours salarié à l'échéance. Les droits restent acquis jusqu'à l'expiration de l'option au terme de 7 ans après la date d'attribution. La cession d'actions obtenues par exercice d'options n'est pas autorisée avant la fin de la période d'indisponibilité fiscale française. Les options sont payées en actions de Cerep SA lorsqu'elles sont exercées.

Le Groupe ayant retenu l'exemption facultative de ne pas comptabiliser selon les dispositions de l'IFRS 2 "Paievements en actions" les plans de souscription d'options dont les droits sont acquis au 31 décembre 2004, les acquisitions de droits des plans en vigueur étant antérieures au 31 décembre 2004 et aucune attribution n'ayant eu lieu au cours des années 2011 et 2010, aucune charge n'a été comptabilisée au compte de résultat.

Aucune option n'est en circulation au 31 décembre 2011.

En mai 2011, la société Cerep SA a conclu un nouvel accord d'intéressement pour une durée de trois ans dans le cadre des dispositions des articles L.3312-1 et suivants du Code du Travail relatifs à l'intéressement des salariés à l'entreprise. Cet accord prévoit de répartir entre les salariés de Cerep SA ayant au minimum trois mois d'ancienneté dans l'entreprise au 31 décembre de chaque exercice, au prorata de leur temps de présence, un montant égal à 7,5% de l'Excédent Brut d'Exploitation du Groupe.

3.3.3. Provisions

(K€)	31.12.10	Entrées périmètre	Dotations	Reprises		Transfert ou écart de change	31.12.11
				(Provision utilisée)	(Provision non utilisée)		
Engagement de retraite	527		70		28	54	623
Provisions pour risques							
Litiges salariés	156			36			120
Autres litiges	16						16
PSE	1 617			976			641
Total provision pour risques et charges	1 789	-	-	1 012	-	-	777

Provision pour restructuration

Un plan de Sauvegarde de l'Emploi avait été présenté et approuvé par les membres du Conseil d'Administration en décembre 2010. Cette réorganisation a touché un effectif de 40 salariés sur les 204 que comptait la société, dans le cadre de ses activités poursuivies.

Au 31 décembre 2010, une provision avait été constituée à hauteur de 1 617 K€ représentant l'évaluation de l'ensemble des coûts de ce plan, indemnités de licenciement, de préavis, des mesures d'accompagnement et cellule de reclassement.

Au cours de l'exercice 2011, le plan a été mis en œuvre et la provision a été reprise à hauteur de 976 K€, ce montant étant équivalent au coût supporté par CEREP.

Provision pour litiges

Au 31 décembre 2011, le Groupe a plusieurs litiges en cours avec des anciens salariés et des contractants, pour lesquels le Groupe a, après consultation de ses conseils, estimé les sorties de ressources probables des actions engagées et constitué ou révisé une provision.

Engagement de retraite

L'évaluation des engagements est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées selon les hypothèses actuarielles suivantes :

	31.12.11		31.12.10	
Taux d'actualisation		3,37%		4,17%
Taux de progression des salaires		2,00%		2,00%
Taux moyen des charges sociales		42,00%		42,00%
Age de départ en retraite		65 ans		65 ans
Taux de turnover annuel par tranche d'âges et collège	non-cadres	Cadres	non-cadres	cadres
20 - 29 ans	1,0%	1,0%	8,0%	0,0%
30 - 39 ans	1,0%	12,5%	2,8%	4,8%
40 - 49 ans	1,0%	11,1%	10,5%	0,0%
50 - 65 ans	1,0%	1,0%	0,0%	0,0%
Durée moyenne résiduelle d'activité	29 ans	19 ans	30 ans	19 ans

(K€)	31.12.11	31.12.10
Dettes actuarielles (valeur actualisée de l'obligation)	622	527
dont écart actuariels comptabilisés directement en capitaux propres	-87	-50

Entre l'ouverture et la clôture de la période, le solde net ci-dessus a varié comme suit :

(K€)	31.12.11	31.12.10
Provisions à l'ouverture de la période	527	495
Ecart actuariel comptabilisé directement en capitaux propres		
• activités poursuivies	45	50
• activités abandonnées		
Charges de la période	77	69
Reprise de provision (sortie avant droits à la retraite)	-27	-87
Païement des indemnités de fin de carrière		
Provisions activités abandonnées		
Provisions à la clôture de la période	622	527

La charge de la période est composée des éléments suivants :

(K€)	31.12.11	31.12.10
Coût des services rendus au cours de la période par les bénéficiaires en activité	56	45
Coût financier	21	21
Charge nette	77	66

En cas de départ en retraite, l'indemnité due aux salariés de Cerep SA selon la convention collective des entreprises de l'industrie pharmaceutique est de 3/10èmes de mois de salaire par année de présence avec un maximum de 9 mois.

La provision a été calculée, au 31 décembre 2011, avec un taux d'actualisation de 3,37%, basé sur le taux AA Bloomberg 15 ans ; ce taux était de 4,17% au 31 décembre 2010.

Cerep, Inc. dispose d'un plan de retraite géré par des organismes tiers selon un régime à cotisations définies, auxquels les salariés peuvent adhérer sous certaines conditions. L'entreprise peut compléter les versements des adhérents, et n'est soumise à aucun engagement nécessitant la constitution d'une provision pour engagement de retraite. Le Groupe a comptabilisé en charges de personnel 87 K€ au cours de l'exercice 2011 et 102 K€ durant l'exercice 2010 au titre des cotisations patronales, et, le cas échéant, des versements complémentaires, versées aux plans à prestations définies capitalisées auprès d'organismes d'assurance ou de fonds de pension.

3.3.4. Etat des dettes

Emprunts et dettes financières

(K€)	31.12.11						31.12.10	
	Nominal Activités poursuivies	Nominal Activités abandonnées	Activités poursuivies restant dû	Taux d'intérêt moyen pondéré	Activités abandonnées restant dû	Taux d'intérêt moyen pondéré	Activités poursuivies restant dû	Activités abandonnées restant dû
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :								
• euro taux fixe	309		162	4,20%			233	
• euro taux variable								
• mobilisation de créances								
• banque créditrice et icne			39				59	
• dollar US taux fixe	779		461	4,58%			237	
Dettes auprès d'organismes de crédit-bail :								
• immobilier taux variable		12 740			8 477	4,58%		9 210
• immobilier taux fixe	7 456		3 378	5,09%			3 926	
• mobilier taux fixe	1 153		402	6,27%			664	9
Emprunts et dettes financières diverses :								
• aides remboursables à l'innovation							51	
• avances remboursables	111		111				111	
Total	9 808	12 740	4 553		8 477		5 281	9 219

Compte tenu de l'échec du programme associé, les aides remboursables à l'innovation de 51 K€ ont été constatées en autres produits au cours de l'exercice 2011.

Cerep, Inc. a conclu en 2011, un prêt de 410 K\$ (293 K€) remboursable sur une durée de 5 ans destiné à financer l'acquisition d'appareils de laboratoire à Seattle. Ce prêt à échéances constantes est à taux fixe de 4,44%.

Echéancier des dettes au 31 décembre 2011

(K€)	Montant			
	brut	-1 an	1 à 5 ans	+ 5ans
Etablissement de crédit	4403	1 60	2 660	683
dont emprunts	623	213	410	
Dont location financière	3 780	847	2 250	683
Dettes financières diverses	111	111		
Acomptes reçus sur commande	145	145		
Produits constatés d'avance	221	221	525	185
Fournisseurs et rattachés	1 408	1 408		
Dettes fiscales et sociales	2 242	2 242		
Autres dettes	91	91		
Total	8 621	5 278	2 660	683

4. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT

4.1. Chiffre d'affaires

Evolution comparée du chiffre d'affaires des activités poursuivies

(K€)	31.12.11	Variations	31.12.10
Groupe Cerep	22 816	-5,75%	24 185
Dont contributions nettes après éliminations intercompagnies			
Cerep SA	17 995	-6,4%	19 220
Cerep, Inc.	4 799	-3,3%	4 965
Cerep Ltd.	22		

Au 31 décembre, le chiffre d'affaires valorisé à l'avancement représente 1 524 K€.

Chiffre d'affaires des activités poursuivies par zones géographiques

Le tableau ci-après fournit la ventilation du chiffre d'affaires consolidé des activités poursuivies selon la zone géographique du client.

	31.12.11				31.12.10	
	Variation par rapport au 31.12.10					
(K€)	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%
Europe	11 512	50,4%	254	2,3%	11 258	46,5%
dont France	5 011	22,0%	1 309	35,4%	3 702	15,3%
Amérique du Nord	9 300	40,8%	- 1 713	-15,6%	11 013	45,5%
Asie	1 887	8,3%	76	4,2%	1 811	7,5%
Autres	117	0,5%	14	13,6%	103	0,4%
Total	22 816	100,0%	-1 369	-5,7%	24 185	100,0%

4.2. Autres produits

(K€)	31.11.11	31.12.10
Crédit impôt recherche	204	330
Reprise après aides et avances remboursables	51	
Reprise après provisions non utilisées	28	
Subventions d'exploitation	153	131
Total autres produits	436	461

4.3. Informations sectorielles

Suite à l'arrêt des activités de chimie et de recherche de médicaments le 30 juin 2007 et à la cession des activités de services cliniques le 31 octobre 2007, les activités poursuivies du Groupe ne représentent que le seul secteur des services cliniques.

L'activité du Groupe est principalement localisée dans trois zones géographiques dans lesquelles se trouvent ses entités : Europe, Amérique du Nord et Asie.

Le tableau ci-après fournit la décomposition des immobilisations nettes par zones géographiques selon la localisation des entités du Groupe.

	31.12.11		31.12.10	
(K€)	Activités poursuivies	Actifs détenus en vue de la vente	Activités poursuivies	Actifs détenus en vue de la vente
Ecart d'acquisition, nets :				
Europe				
Dont France	-	-		
Etats-Unis	-	-		
Asie	-	-		
Total	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles, nettes :				
Europe	304		384	
Dont France	304		384	
Etats-Unis				
Asie				
Total	304		384	
Immobilisations corporelles, nettes :				
Europe	5 795	3 770	6 644	3 770
Dont France	5 795	3 770	6 644	3 770
Etats-Unis	672		457	
Asie	388		414	
Total	6 855	3 770	7 515	3 770
Total immobilisations nettes :				
Europe	6 099	3 770	7 028	3 770
Dont France	6 099	3 770	7 028	3 770
Etats-Unis	672	-	457	-
Asie	388		414	
Total	7 159	3 770	7 899	3 770

Les produits des activités ordinaires provenant de transactions avec un client externe s'élèvent à 14,9% des activités ordinaires, ce qui représente un montant de 3.408 K€.

4.4. Effectif

L'effectif moyen au 31 décembre 2011 est de 214 salariés.

Personnel salarié au 31 décembre 2011	Europe	Dont France	Etats-Unis	Asie	Total
Cadres	38	38	14	1	53
Techniciens	95	95	13	5	113
Employés	29	29	8	-	203
Total	162	162	35	6	203

4.5. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement engagés dans les activités poursuivies et intégralement comptabilisés en charges sont évaluées à 2.669 K€ pour l'exercice 2011 et 4.334 K€ pour l'exercice 2010.

Ces frais sont valorisés selon la méthode du coût complet, les charges indirectes (incluant l'amortissement des équipements scientifiques) et les charges de structure étant réparties au prorata du temps passé sur les programmes de recherche.

4.6. Résultat financier

Eléments constitutifs du résultat financier

(K€)	31.12.11	31.12.10
Change		
Gains/pertes nets des activités poursuivies		
• réalisés sur comptes bancaires	-22	36
• réalisés sur créances et dettes	-26	-64
• latents sur créances et dettes	67	87
• réalisés sur options de changes et ventes de devises	189	-812
Variation de juste valeur des instruments financiers	-92	6
Gains/pertes des activités abandonnées		
Sous-total change	116	-747
Revenus des valeurs mobilières de placement	53	43
Variation de juste valeur des instruments financiers		-6
Produits d'intérêts sur avance preneur	45	52
Charges d'intérêts sur emprunts et swaps des activités poursuivies	-257	-316 ²
Produits d'intérêts sur disponibilités et escomptes obtenus des activités abandonnées		
Charges d'intérêts sur emprunts et swaps des activités abandonnées	-393	-94
Résultat financier - activités poursuivies	-16	-974
Résultat financier - activités abandonnées	-393	-94

4.7. Impôt

Preuve d'impôts

(K€)	31.12.11	31.12.10
Résultat net de l'ensemble consolidé	-79	-5 406
Produit d'impôt courant	-25	-50
Charges d'impôts différés	121	16
Charge/produit d'impôt total	-96	34
Résultat comptable avant impôt	17	-5 440
Taux d'impôt de la société mère	33,33%	0
Charge d'impôt théorique	-6	1 813
Crédit d'impôt recherche	68	110
Différences permanentes	-8	-11
Augmentation des déficits reportables non activés	-162	- 1 899
Sortie filiale		
Ecart de taux des filiales		
Autres	12	21
Charge /produit d'impôt effectif	-96	34

Détail des impôts différés actifs et passifs

(K€)	31.12.10	Entrées périmètre	Variation		Change	Autres	31.12.11
			Taux	Période			
France :							
Provision pour indemnités de départ à la retraite	174			31			205
Retraitement des locations financières	-685			-299			-984
Organic	12			-			12
Effort construction	10			-1			9
Primes au personnel	41			35			76
PSE	132			-97			35
Autres différences temporaires	-30			-10			-40
Taxation des plus-values latentes sur VMP	-						-
Frais d'acquisition des immobilisations	-193.						-193
Variation de juste valeur des instruments financiers	102			32			134
Déficits fiscaux reportables	437			309			746
Etats-Unis							
Amortissements fiscaux dérogatoires	-94			-102	-3		-199
Provisions pour dépréciation des comptes clients	17			-	-		17
Provisions pour congés payés	42			-8	2		36
Loyers différés	5			11	1		17
Autres différences temporaires	-			-	-		-
Déficits fiscaux reportables	64			-7	1		59
Total	34			-105	1		-70

En l'absence d'historique de bénéfices taxables suffisamment significatif, il a été considéré que les conditions de récupération des déficits fiscaux reportables de Cerep SA et Cerep, Inc. n'étaient pas réunies. Toutefois, pour Cerep SA, un impôt différé actif a été constaté à hauteur des impôts différés passifs résultat des écritures de consolidation et des différences temporaires.

Les actifs nets d'impôt différé dont la réalisation n'a pas été jugée probable et non comptabilisés au 31 décembre sont les suivants :

	31.12.10	Entrées périmètre	Incidence de change	Activation	Variation		31.12.11
					Taux	Base	
Déficits fiscaux reportables							
Cerep SA	11 476			-309		243	11 410
Cerep, Inc.							
Cerep Ltd.	365					190	565
Total	11 841			-309		433	11 965

Depuis la Loi de finance pour 2004 le report en avant des déficits fiscaux créés en France n'est plus limité dans le temps. Les déficits fiscaux et amortissements réputés différés des sociétés françaises sont reportables indéfiniment.

4.8. Résultat par action

Le tableau suivant présente les informations sur le nombre d'actions ayant servi aux dénominateurs des calculs des résultats de base et dilué par action :

(en milliers d'actions)	31.12.11	31.12.10
Nombre d'actions émises en circulation à l'ouverture	12 612	12 612
Nombre moyen pondéré d'actions émises durant l'exercice	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions émises suite à l'exercice d'option de souscription d'action	-	-
Variation moyenne pondérée des actions propres	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation à la clôture pour le résultat de base par actions	12 612	
Effet de la dilution (1)		
Nombre net potentiel d'actions nouvelles à créer	N/A	N/A
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation à la clôture pour le résultat dilué par action	12 612	12 612
Nombre maximal d'actions futures à créer par exercice de droits de souscription	-	500

⁽¹⁾ Seuls les instruments potentiellement dilutifs sont retenus dans ce calcul. Ceux-ci étant uniquement constitués de droits de souscription d'action, lorsque le résultat net est négatif les actions nouvelles potentielles sont antidilutives. Le résultat dilué alors est égal au résultat de base par action.

5. ACTIVITÉS ABANDONNÉES

5.1. Bilan

Le tableau ci-après fournit la décomposition des actifs destinés à être cédés, ainsi que les passifs directement liés à ces actifs.

(K€)	31.12.11	31.12.10
Ecarts d'acquisition		
Immobilisations corporelles	3 770	3 770
Immobilisations financières (à moins d'un an)		
Stocks de matières et produits finis		
Créances clients et comptes rattachés		
Charges constatées d'avance		
Autres créances		
Actifs non courant détenus en vue de la vente	3 770	3 770
Montants comptabilisés directement en capitaux propres relatifs à des actifs non courants détenus en vue de la vente		
Provisions pour retraites et obligations similaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 477	9 299
Provisions pour risques exigibles à moins d'un an	44	96
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Autres dettes		
Passifs directement associés à des actifs non courants détenus en vue de la vente	8 521	9 395

5.1.1. Dépréciation d'immobilisations incorporelles

Consécutivement à l'arrêt de son activité de chimie et ses activités de recherche, le Groupe a comptabilisé en actifs détenus en vue de la vente les brevets et les licences des logiciels de chimie et de recherche sur molécules du site de Villebon-sur-Yvette. Le solde de ces actifs a été totalement déprécié.

5.1.2. Dépréciation d'immobilisations corporelles

De même le Groupe a comptabilisé en actifs détenus en vue de la vente d'une part le terrain, les constructions et agencements, et d'autres parts les équipements techniques, le mobilier et le matériel de bureau du site de Villebon-sur-Yvette. L'amortissement de ces actifs s'est poursuivi jusqu'à la date d'abandon d'activité au 30 juin 2007.

Au 31 décembre 2011, les équipements techniques, le mobilier et le matériel de bureau du site de Villebon-sur-Yvette ont été pour la quasi-totalité cédés et le solde a été entièrement déprécié.

L'ensemble immobilier et les équipements du site de Villebon-sur-Yvette sont maintenus en actifs non courants détenus en vue de la vente en application de la norme IFRS 5. En effet, la Société a pris la décision irréversible de céder le groupe d'actifs qu'elle détient à Villebon-sur-Yvette et en ce sens, elle a conclu une série de mandats en vue de les commercialiser activement, à leur juste valeur et dans leur destination actuelle.

5.1.3 Provisions pour risques et charges

Le plan social initié fin décembre 2010 et décrit au paragraphe 3.3.3 « Provisions », concerne en partie les activités abandonnées. Une provision a été constituée pour un montant de 77 K€ au 31 décembre 2010, et reprise partiellement sur l'exercice 2011 pour un montant de 50 K€.

5.2.Compte de résultat

Le tableau ci-après fournit la décomposition du résultat des activités abandonnées au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010.

(K€)	31.12.11	31.12.10
Chiffre d'affaires net		150
Autres produits	7	
Total produits opérationnels	7	150
Achats matières premières, approvisionnements et variation des stocks matières et produits		
Autres achats, charges et services externes	292	386
Impôts et taxes et versements assimilés	55	-55
Salaires	32	96
Charges sociales	15	31
Dotations et reprises aux provisions nettes engagement retraite		
Dotations aux amortissements sur immobilisations		
Perte de valeur des actifs	-19	
Autres charges courantes		-95
Total charges exceptionnelles nettes	373	363
Autres produits et charges opérationnelles		-833
Résultat opérationnel	-368	-1 046
Frais liés aux dettes financières porteuses d'intérêt	-391	-429
Résultat net des effets de change		
Autres charges et produits financiers		151
Impôts sur les bénéfices		
Produits net de cession des activités cédées		
Résultat net des activités abandonnées	-759	-1 324

5.3. Tableau des flux de trésorerie

	31.12.11	31.12.10
(K€)	Total activités abandonnées et cédées	Total activités abandonnées et cédées
Marge brute d'autofinancement	-386	-1 140
Variation du besoin en fonds de roulement	-52	631
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	-438	-509
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Variation des immobilisations et instruments financiers		
Trésorerie nette sur acquisition et cessions de filiales		
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Remboursement d'emprunts	-822	-791
Intérêts payés	-391	-184
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-1 213	-975
Flux nets de trésorerie liés aux activités abandonnées	-1 651	-1 484

6. INSTRUMENTS FINANCIERS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

6.1. Instruments financiers

Les principaux instruments financiers du Groupe sont constitués de financements par crédit-bail auprès d'organismes financiers, d'emprunts bancaires, des valeurs mobilières de placement et de trésorerie. L'objectif de ces instruments financiers est de permettre le financement des opérations du Groupe. Le Groupe détient également des créances clients, des dettes fournisseurs, des avances et acomptes reçus sur commandes qui sont générés par ses activités.

Le Groupe est également engagé dans des transactions intégrant des instruments financiers dérivés, principalement des ventes à terme de dollar US et options (put et call) de change sur dollar US et des swaps de taux d'intérêt. Ces instruments ont pour objectif la gestion du risque de change et de taux d'intérêt liés aux activités et au financement du Groupe. Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

Les principaux risques attachés aux instruments financiers du Groupe sont le risque de change, le risque de crédit, le risque de taux d'intérêts et le risque de marché.

Risque de change

Suite au développement du Groupe aux Etats-Unis, le bilan du Groupe est sensible aux variations du dollar US contre l'euro. Le Groupe ne couvre pas ces expositions structurelles mais cherche à limiter ses effets en visant l'équilibre dans la devise de fonctionnement des actifs et des passifs et des flux de trésorerie des filiales concernées.

Le Groupe est également exposé à un risque de change concernant la partie du chiffre d'affaires et des charges réalisés en devises autres que l'euro. Ce risque existe principalement concernant le dollar US et dans une moindre mesure le yen japonais quant aux produits et charges et flux de trésorerie liés ainsi qu'aux éléments correspondant des comptes de créances clients, des comptes fournisseurs et de trésorerie libellés dans ces devises.

Le Groupe a en place une politique de couverture visant à réduire son exposition aux risques de fluctuation du dollar US et à préserver ainsi les revenus dégagés par son activité. Celle-ci, limitée à Cerep SA, vise à fixer le cours en dollar US des créances nettes et de la totalité de la facturation prévisionnelle nette libellée dans cette devise. Cette stratégie concerne également les transactions en yen japonais, pour lesquelles le Groupe a la capacité de mettre en place des instruments de couverture à la réalisation des opérations commerciales.

Les instruments dérivés utilisés par Cerep pour atteindre ses objectifs en matière de couverture comprennent des contrats de change à terme et des options sur le dollar US (vente de call ou achat de put) ayant une maturité initiale généralement inférieure à un an. Ces instruments portent sur des actifs et des passifs existant à la fin de la période, ainsi que sur la facturation prévisionnelle nette libellée en dollar US. Dans certains cas, le Groupe est amené à compléter les instruments de couverture pris soit par des prorogations de ventes à terme soit en inversant des positions sur options par des achats de call. Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

Au 31 décembre 2011, 67 % du budget prévisionnel en dollar US de l'exercice 2012 est couvert.

Les positions de changes à la date de clôture sont les suivantes :

Position nette en devises	USD	JPY
Actifs	4 116	356
Passifs	1 615	30
Position nette avant gestion	2 501	326
Hors bilan	5 824	507
Position nette après gestion	8 325	833

Dans le cas d'une variation défavorable du taux de change de 1%, l'impact serait de -122 K€.

Risque de taux

L'exposition du Groupe au risque de variation des taux d'intérêt est liée à l'endettement financier à long terme.

La politique du Groupe consiste à gérer la charge d'intérêt en contractant majoritairement des financements à taux fixes. Afin d'optimiser le coût financier global, lorsque le financement n'est pas contracté à taux fixe mais à taux variable, le Groupe met en place des swaps de taux d'intérêt par lesquels il échange à intervalles prévus, la différence entre le montant des intérêts à taux fixes et le montant des intérêts à taux variables calculé sur un montant nominal d'emprunt fixé à la souscription des swaps.

Ainsi au 31 décembre 2011, 100% de la dette liée aux actifs des activités poursuivies du Groupe est contractée à taux fixe. 99% de la dette liée aux actifs destinés à être vendus, dont essentiellement le financement par crédit bail immobilier du site de Villebon-sur-Yvette, a été souscrite à taux variable.

Ces swaps ont été contractés simultanément à la signature des financements auxquels ils sont affectés, et début 2007 concernant l'avenant au contrat de crédit-bail mis enoyer en février 2007, pour les mêmes montants nominaux, et selon les mêmes conditions de date de début, date de révision du taux d'intérêt, intervalles de règlement et taux de base d'intérêts.

Les swaps ont une durée de 7 ans à compter de leur date de mise en place et seront décomptabilisés à leurs termes alors que les financements ont une durée de 15 ans.

Les swaps satisfont aux critères de la comptabilité de couverture d'instrument de couverture de flux de trésorerie, les variations de valeur de l'instrument dérivé sont enregistrées en capitaux propres.

Le Groupe estime qu'au regard de sa situation consolidée au 31 décembre 2011, une hausse instantanée de 50 points de base des taux d'intérêts (EONIA et Euribor 3 mois) aurait représenté, avant impôts, une charge d'intérêts supplémentaire nette sur les emprunts à taux fixes et à taux variables de 45 K€, ainsi qu'une augmentation des produits de placements de 30 K€. Parallèlement, cette hausse de 50 points de base aurait représenté une charge nette constatée directement en capitaux propres additionnel de 11 K€, net d'impôt. Au total, le résultat après impôts aurait été inférieur de 19 K€ et les capitaux propres au 31 décembre 2011 auraient été de 13 537 K€.

Une baisse instantanée inverse de 50 points de base des taux d'intérêts, aurait produit un effet inverse identique sur le compte de résultat. Les produits et les charges constatés directement en capitaux propres auraient été augmentés de 11 K€ après impôt. Au total, le résultat après impôts aurait été supérieur de 19 K€ et les capitaux propres au 31 décembre 2011 auraient été de 13 597 K€.

Risque de marché

Cerep utilise différents instruments financiers dans le cadre de sa gestion de trésorerie. Ils sont constitués de SICAV monétaires et obligataires, de dépôts bancaires principalement en euro et en dollar US, et d'actions.

La politique du Groupe vise à limiter les risques de perte sur ses placements en privilégiant les instruments monétaires ou obligataires et sélectionnés sur la base d'historiques de volatilité et de performance par rapport aux indices de référence et de notations d'agences et en procédant à un suivi régulier des valeurs de marché.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité pour le Groupe représente l'éventualité de ne pouvoir faire face à ses engagements suivant leurs échéances.

L'appréciation du risque de liquidité repose sur le suivi des échéanciers des financements du Groupe, l'évolution du niveau de trésorerie disponible et les prévisions d'entrées et de sorties de trésorerie. A la date d'établissement des états financiers, le Groupe n'a pas identifié de besoin de trésorerie à court terme.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie découle de l'éventualité qu'une partie au contrat n'honore pas ses obligations causant ainsi une perte à l'autre partie. Cerep considère qu'il existe un risque de contrepartie sur certains postes du bilan, le plus significatif portant sur les créances clients, ainsi que sur des engagements figurant en hors-bilan (achats de matières premières et travaux), couvert par des mesures appropriées.

Une proportion significative du chiffre d'affaires est réalisée avec quelques clients. Les études de l'activité de services cliniques portent généralement sur des durées longues (plus d'un an). Les contrats de prestation de service de l'activité «services précliniques» (en criblage, en profilage ou en expérimentation pharmacologique) couvrent quelques mois et constituent une proportion importante du chiffre d'affaires.

Au cours de l'exercice 2011, le chiffre d'affaires consolidé réalisé avec les plus importants partenaires commerciaux du Groupe se décompose comme suit :

	Exercice 2011
Trois plus importants partenaires commerciaux	25%
Cinq plus importants partenaires commerciaux	34%
Dix plus importants partenaires commerciaux	46%

Cette concentration du risque de crédit sur quelques clients et l'incidence d'une défaillance éventuelle d'un tiers sur le compte de résultat du Groupe sont atténués par la taille et la solvabilité financière des grands groupes de l'industrie pharmaceutique qui constituent les principaux partenaires de Cerep. Toutefois, Cerep compte parmi ses clients plusieurs entreprises de recherche pharmaceutique qui réalisent des pertes récurrentes et pour lesquelles les fonds levés auprès d'investisseurs constituent la principale source de financement. Le Groupe a constaté au cours des exercices antérieurs plusieurs défaillances. L'irrécouvrabilité reste cependant limitée au regard de la base de clientèle de Cerep, ce qui réduit dans une certaine mesure cette exposition.

Cerep intègre dans sa démarche commerciale un processus d'évaluation de la solvabilité du prospect et inclut, si nécessaire ou selon les particularités de la prestation, l'obligation de versement d'acomptes ou d'avances par le client.

Au 31 décembre 2011, l'âge des actifs financiers qui sont en souffrance, mais non dépréciés se décompose comme suit : 172 K€ d'échéance dépassée depuis moins de 30 jours, 125 K€ entre 31 et 90 jours, 46 K€ entre 91 et 180 jours et 35 K€ au-delà 180 jours. Les actifs financiers en souffrance sont constitués principalement de créances clients.

Par ailleurs, les actifs financiers du Groupe comptent 440 K€ d'actifs financiers individuellement identifiés comme probablement non entièrement recouvrables, et pour lesquels une dépréciation de 412 K€ a été constituée. Ceux-ci incluent 191 K€ de dépôt de garantie des anciens locaux de Cerep à Reuil-Malmaison, qui ont été dépréciés en totalité. Dans l'estimation de la part recouvrable, le Groupe considère en priorité les éléments financiers permettant d'évaluer la solvabilité du créancier, le remboursement de la TVA, le cas échéant, ainsi que les voies de recours envisageables.

Le Groupe est également dépendant de la solvabilité de plusieurs fournisseurs ou prestataires, certains étant stratégiques dans la fourniture de technologies ou de matières premières, ou dans la conduite d'études cliniques. Les procédures d'achats de Cerep intègrent l'établissement et la mise à jour d'une liste de fournisseurs approuvés. Le processus d'approbation, qui implique par ailleurs le service de contrôle qualité, inclut un examen de solvabilité qui peut faire appel à des évaluations d'agences de notation de risque crédit.

Enfin, Cerep gère son risque de contrepartie sur ses instruments financiers en sélectionnant rigoureusement les institutions financières tierces, en diversifiant les contreparties par type de contrat et en procédant à un suivi régulier des engagements.

Justes valeurs des instruments financiers du Groupe

	Valeur au bilan				Juste valeur			
				Net au 31.12.11	Niveau 1 : Cours cotés et disponibilités	Niveau 2 : Modèles internes avec paramètres observables	Niveau 3 : Modèles internes avec paramètres non observables	Juste valeur au 31.12.11
(K€)	Brut	Dépréciation	Activités abandonnées	Activités poursuivies				
Actifs financiers								
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance :								
Avances preneurs	826			826		924		924
Dépôt de garantie des locations immobilières	26			26		26		26
Autres dépôts et cautionnement	66			66		66		66
Créances clients et assimilés	5 453	221		5 232		5 232		5 232
Autres créances								
Total des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6 371	221		6 150		6 248		6 248
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat :								
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	8 773			8 773	8 773			8 773
Instruments financiers dérivés								
Disponibilités	2 451			2 451	2 451			2 451
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	11 224			11 224	11 224			11 224
Total actifs financiers	17 595	221		17 374	11 224	6 248		17 472
Passifs financiers								
Passifs financiers détenus jusqu'à l'échéance :								
Emprunts	623			623		642		642
Mobilisation de créances								
Banque créditrice	39			39	39			39
Dettes auprès d'organismes de crédit-bail à taux fixe	3 780			3 780		4 162		4 162
Dettes auprès d'organismes de crédit-bail à taux variable	8 477		8 477			9 555		9 555
Aides et avances remboursables	111			111		111		111
Avances et acomptes reçus sur commandes	139			139		139		139
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 410			1 410		1 410		1 410
Dettes fiscales et sociales	2 348			2 348		2 348		2 348
Autres dettes	91			91		91		91
Total passifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	17 018	-	8 477	8 541	39	18 458		18 497
Passifs financiers à la juste valeur, par le biais du compte de résultat :								
Instruments financiers dérivés	400			400				400
Total passifs financiers à la juste valeur, par le biais du compte de résultat	400			400				400
Total passif financier	17 418		8 477	8 941	39	18 458		18 897

Variation des instruments financiers dérivés

(K€)	Produits et charges constatés directement en capitaux		Résultat financier
	propres	Impôts différés passifs	
Total 31.12.09	-327	-185	83
Instruments exercés durant l'exercice 2010	160	102	-497
Instruments en place et éligibles au 31.12.10			
• Réalisation des flux couverts		-20	-39
• Variation de juste valeur	-41	-21	
• Variation de la valeur temps		-2	-3
Instruments inéligibles en place au 31.12.10		1	2
Total 31.12.10	-208	-124	-538
Instruments exercés durant l'exercice 2011	-30	68	166
Instruments en place et éligibles au 31.12.11		1	2
• Réalisation des flux couverts		-33	-67
• Variation de juste valeur	-41	-21	
• Variation de la valeur temps		-2	-3
Instruments inéligibles en place au 31.12.11		-4	-8
Total 31.12.11	-164	-69	65

Au 31 décembre 2011, les valeurs nominales des instruments financiers dérivés sont les suivantes :

(K€)	Instruments financiers dérivés		Particularités
	éligibles	inéligibles	
	Couverture de juste valeur	Couverture des flux de trésorerie	
Instruments de change :			
Vente à terme USD	1 749	1 077	Court à terme EUR/USD moyen : 1359 échéances janvier à juin 2012
Vente à terme JPY	97	155	Cours à terme EUR/JPY moyen : 105,24 échéances de mars à octobre 2012
Options :			
Vente put EUR/call USD		1 586	Prix d'exercice EUR/USD moyen : 1,358 échéances de mars à octobre 2012
Achat put EUR/call USD			
Achat call EUR/put USD		1 673	1 083 Prix d'exercice EUR/USD moyen : 1,288 échéances de mars à octobre 2012
Vente put EUR/call JPY		142	Prix d'exercice EUR/JPY 105,5 échéance juillet 2012
Achat call EUR/put JPY		152	152 Prix d'exercice EUR/JPY 98,9 échéance juillet 2012
Instruments de taux			
Swaps de taux variable à taux fixe		8 523	2 933 K€ à 3,08% et 4 787 K€ à 3,21% échéances identiques juillet 2012 et 803 K€ à 4,38% d'échéance juillet 2014

6.2. Engagements donnés

	31.12.10		31.12.11	Païement dus par période			31.12.11
	Activité abandonnées	Activités poursuivies	Total activités poursuivies	-1 an	1 à 5 ans	+5ans	Total activités abandonnées
Obligations contractuelles (K€)°							
Engagements liés aux dettes à long terme figurant au passif du bilan (capital + intérêts)							
Dettes à long terme (capital + intérêts)		476	410	161	249		
Obligations en matière de crédit- bail	11 422	4 979	4 037	845	2 484	708	10 250
Obligations en matière de location- financement		350	289	177	112		
Contrats de location simple		535	365	310	46	9	
Obligations d'accueil irrévocables		697	331	331			
Achats et vente de devises à terme non couverts		3 917	3 059	3 059			
Autres obligations à long terme		-47	-87	-13	-32	-42	
Total	11 422	10 907	8 404	4 870	2 859	675	10 250

	31.12.10	31.12.11				31.12.11
Dettes garanties par des sûretés réelles (K€)°	Activité abandonnées	Activités poursuivies	Dettes garanties	Montant des sûretés	VNC des biens donnés en garanties	Activités abandonnées Dettes garanties
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de crédit		14	14			
Total	-	14	14	-	-	-

31.12.10			31.12.11	Montant des engagements par période			31.12.11
Autres engagements commerciaux (K€) ^a			Total activités poursuivies	-1 an	1 à 5 ans	+5ans	Total activités abandonnées
Activité abandonnées	Activités poursuivies						
Lettres de crédit			-				
Garanties sur contrats de crédit-bail mobiliers			-				
Garanties sur contrat de crédit-bail immobilier	937		825	116	524	185	
Obligations de rachat			-				
Autres engagements commerciaux			-				
Total	937		825	116	524	185	

Les avenants aux contrats de crédit-bail immobilier contractés en 2002 et en 2004 sont garantis par nantissement de preneur.

6.3. Engagements reçus

Aucun engagement n'est reçu par le Groupe au 31 décembre 2011.

7. AUTRES INFORMATIONS

7.1. Rémunération du personnel dirigeant du Groupe

(K€)	31.12.11	31.12.10
Avantages à court terme	349	437
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Palements en actions	-	-
Total des rémunérations payées au personnel dirigeant	349	437

7.2. Honoraires des Commissaires aux comptes

2011				
Audit (K€ HT)	Ernst & Young	%	Groupe Y Audit	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	40		32	
• Cerep SA				
• Filiales intégrées globalement	-		-	
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes				
• Cerep SA				
• Filiales intégrées globalement	-		-	
Autres prestations, le cas échéant (juridique, fiscal, social)	-		-	
Total	40	100%	32	100%

7.3. Contributions au résultat consolidé

(K€)	Cerep SA	Cerep, Inc.	Cerep Ltd	Total
Résultats sociaux de la période	-461	119	-569	-911
Retraitements et éliminations				
Locations financière	602			602
Dépréciations propres actions	3			3
Variation de la provision pour perte de valeur des actifs	-52			-52
Frais d'emprunt	0			-
Impôts différés sur écarts temporaires	-62			-62
Variation de juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de transaction	10			10
Ecart actuariel sur IDR	27			27
Impôts différés sur déficits fiscaux	308			308
Résultat du Groupe	371	119	-569	79

Justes valeurs des instruments financiers du Groupe

(K€)	Valeur au bilan				Juste valeur		
	Brut	Dépréciation	Activités abandonnées	Net au 31.12.11 Activités poursuivies	Niveau 1 : Cours cotés et disponibilités	Niveau 2 :	Niveau 3 :
						Modèles internes avec paramètres observables	Modèles internes avec paramètres non observables
							Juste valeur au 31.12.11
Actifs financiers							
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance :							
Avances preneurs	826			826		924	924
Dépôt de garantie des locations immobilières	26			26		26	26
Autres dépôts et cautionnement	66			66		66	66
Créances clients et assimilés	5 453	221		5 232		5 232	5 232
Autres créances							
Total des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6 371	221		6 150		6 248	6 248
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat :							
Actifs financiers détenus à des fins de transaction							
Instruments financiers dérivés	8 773			8 773	8 773		8 773
Disponibilités	2 451			2 451	2 451		2 451
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat							
	11 224			11 224	11 224		11 224
Total actifs financiers	17 595	221		17 374	11 224	6 248	17 472
Passifs financiers							
Passifs financiers détenus jusqu'à l'échéance :							
Emprunts	623			623		642	642
Mobilisation de créances							
Banque créditrice	39			39	39		39
Dettes auprès d'organismes de crédit-bail à taux fixe	3 780			3 780		4 162	4 162
Dettes auprès d'organismes de crédit-bail à taux variable	8 477		8 477			9 555	9 555
Aides et avances remboursables	111			111		111	111
Avances et acomptes reçus sur commandes	139			139		139	139
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 410			1 410		1 410	1 410
Dettes fiscales et sociales	2 348			2 348		2 348	2 348
Autres dettes	91			91		91	91
Total passifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	17 018	-	8 477	8 541	39	18 458	18 497
Passifs financiers à la juste valeur, par le biais du compte de résultat :							
Instruments financiers dérivés	400			400			400
Total passifs financiers à la juste valeur, par le biais du compte de résultat							
	400			400			400
Total passif financier	17 418		8 477	8 941	39	18 458	18 897

Variation des instruments financiers dérivés

(K€)	Produits et charges constatés directement en capitaux		Résultat financier
	propres	Impôts différés passifs	
Total 31.12.09	-327	-185	83
Instruments exercés durant l'exercice 2010	160	102	-497
Instruments en place et éligibles au 31.12.10			
• Réalisation des flux couverts		-20	-39
• Variation de juste valeur	-41	-21	
• Variation de la valeur temps		-2	-3
Instruments inéligibles en place au 31.12.10		1	2
Total 31.12.10	-208	-124	-538
Instruments exercés durant l'exercice 2011	-30	68	166
Instruments en place et éligibles au 31.12.11		1	2
• Réalisation des flux couverts		-33	-67
• Variation de juste valeur	-41	-21	
• Variation de la valeur temps		-2	-3
Instruments inéligibles en place au 31.12.11		-4	-8
Total 31.12.11	-164	-69	65

Au 31 décembre 2011, les valeurs nominales des instruments financiers dérivés sont les suivantes :

(K€)	Instruments financiers dérivés		Particularités
	éligibles	inéligibles	
	Couverture de juste valeur	Couverture des flux de trésorerie	
Instruments de change :			
Vente à terme USD	1 749	1 077	Court à terme EUR/USD moyen : 1359 échéances janvier à juin 2012
Vente à terme JPY	97	155	Cours à terme EUR/JPY moyen : 105,24 échéances de mars à octobre 2012
Options :			
Vente put EUR/call USD		1 586	Prix d'exercice EUR/USD moyen : 1,358 échéances de mars à octobre 2012
Achat put EUR/call USD			
Achat call EUR/put USD		1 673	1 083 Prix d'exercice EUR/USD moyen : 1,288 échéances de mars à octobre 2012
Vente put EUR/call JPY		142	Prix d'exercice EUR/JPY 105,5 échéance juillet 2012
Achat call EUR/put JPY		152	152 Prix d'exercice EUR/JPY 98,9 échéance juillet 2012
Instruments de taux			
Swaps de taux variable à taux fixe		8 523	2 933 K€ à 3,08% et 4 787 K€ à 3,21% échéances identiques juillet 2012 et 803 K€ à 4,38% d'échéance juillet 2014

6.2. Engagements donnés

	31.12.10	31.12.11		Païement dus par période			31.12.11
Obligations contractuelles (K€)°	Activité abandonnées	Activités poursuivies	Total activités poursuivies	-1 an	1 à 5 ans	+5ans	Total activités abandonnées
Engagements liés aux dettes à long terme figurant au passif du bilan (capital + intérêts)							
Dettes à long terme (capital + intérêts)		476	410	161	249		
Obligations en matière de crédit-bail	11 422	4 979	4 037	845	2 484	708	10 250
Obligations en matière de location-financement		350	289	177	112		
Contrats de location simple		535	365	310	46	9	
Obligations d'accueil irrévocables		697	331	331			
Achats et vente de devises à terme non couverts		3 917	3 059	3 059			
Autres obligations à long terme		-47	-87	-13	-32	-42	
Total	11 422	10 907	8 404	4 870	2 859	675	10 250

	31.12.10	31.12.11				31.12.11
Dettes garanties par des sûretés réelles (K€)°	Activité abandonnées	Activités poursuivies	Dettes garanties	Montant des sûretés	VNC des biens donnés en garanties	Activités abandonnées Dettes garanties
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de crédit		14	14			
Total	-	14	14	-	-	-

	31.12.10	31.12.11		Montant des engagements par période			31.12.11
Autres engagements commerciaux (K€)°	Activité abandonnées	Activités poursuivies	Total activités poursuivies	-1 an	1 à 5 ans	+5ans	Total activités abandonnées
Lettres de crédit			-				
Garanties sur contrats de crédit-bail mobiliers			-				
Garanties sur contrat de crédit-bail immobilier		937	825	116	524	185	
Obligations de rachat			-				
Autres engagements commerciaux			-				
Total		937	825	116	524	185	-

Les avenants aux contrats de crédit-bail immobilier contractés en 2002 et en 2004 sont garantis par nantissement de preneur.

6.3. Engagements reçus

Aucun engagement n'est reçu par le Groupe au 31 décembre 2011.

7. AUTRES INFORMATIONS

7.1. Rémunération du personnel dirigeant du Groupe

(K€)	31.12.11	31.12.10
Avantages à court terme	349	437
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Païements en actions	-	-
Total des rémunérations payées au personnel dirigeant	349	437

7.2. Honoraires des Commissaires aux comptes

2011

Audit (K€ HT)	Groupe Y			
	Ernst & Young	%	Audit	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	40		32	
• Cerep SA				
• Filiales intégrées globalement	-		-	
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes				
• Cerep SA				
• Filiales intégrées globalement	-		-	
Autres prestations, le cas échéant (juridique, fiscal, social)	-		-	
Total	40	100%	32	100%

7.3. Contributions au résultat consolidé

(K€)	Cerep SA	Cerep, Inc.	Cerep Ltd	Total
Résultats sociaux de la période	-461	119	-569	-911
Retraitements et éliminations				
Locations financière	602			602
Dépréciations propres actions	3			3
Variation de la provision pour perte de valeur des actifs	-52			-52
Frais d'emprunt	0			-
Impôts différés sur écarts temporaires	-62			-62
Variation de juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de transaction	10			10
Ecart actuariel sur IDR	27			27
Impôts différés sur déficits fiscaux	308			308
Résultat du Groupe	371	119	-569	79

COMPTES SOCIAUX 2011

RESULTAT ET CHIFFRES SIGNIFICATIFS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Au 31 décembre	2007	2008	2009	2010	2011
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social (€)	3 783 563	3 783 563	3 783 563	3 783 563	3 783 563
Nombre d'actions ordinaires existantes	12 611 875	12 611 875	12 611 875	12 611 875	12 611 875
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
. par conversion d'obligations	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
. par exercice de droits de souscription	915 550	518 500	500 000	500 000	-
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE SUR LES ACTIVITES POURSUIVIES (K€)					
Chiffre d'affaires hors taxes	29 148 655	28 449 492	24 055 753	21 285 115	19 895 786
Résultat avant impôts, participations et charges calculées (amortissements et provisions)	10 417 710	763 348	-12 593 836	-3 862 399	- 1 564 359
Impôt sur les bénéfices (nombre négatif indique un produit d'impôt)	-244 683	-664 825	-426 075	-330 243	-203 974
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôt et charges calculées (amortissements et provisions)	12 211 475	-10 134 244	-1 382 595	-5 171 390	-460 706
Résultat distribué	-	-	-	-	-
Personnel					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	271	239	229	211	175
Montant de la masse salariale	10 453 069	8 909 318	8 420 968	7 158 607	7 127 030
sommes versées au titre des avantages sociaux (K€)	4 592 874	4 097 962	3 618 409	3 326 781	3 024 936

COMPTE DE RESULTAT

(€)	France	Exportation	31.12.11	31.12.10
Vente de marchandises				
Production vendue de biens	49 953	77 602	127 555	130 727
Production vendue de services	3 918 382	15 849 849	19 768 231	21 154 389
Chiffre d'affaire net	3 968 335	15 927 451	19 895 786	21 285 115
Production stockée			- 132 753	-996
Production immobilisée				23 799
Subventions d'exploitation			167 729	113 402
Reprises amortissements, provisions, transferts de charges			628 114	320 664
Autres produits			7 737	4 173
Produits d'exploitations			20 566 613	21 746 157
Achats matières premières et autres approvisionnements			3 706 974	4 572 957
Variation de stocks (matières premières, approvisionnements)			512 386	738 518
Autres achats, charges externes			6 806 929	7 380 638
Impôts et taxes et versements assimilés			451 653	396 024
Salaires et traitement			7 127 030	7 158 607
Charges sociales			3 024 936	3 326 781
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			277 070	285 974
Sur immobilisations : dotations aux provisions			67 225	72 897
Sur actif circulant : dotations aux provisions			280 938	313 696
Pour risques et charges : dotations aux provisions			214 164	233 880
Autres charges			53 879	60 413
Charges d'exploitation			22 523 184	24 540 385
Résultat d'exploitation			-1 956 571	-2 974 228
Produits financiers de participations			5 904	7 483
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			143 944	203 058
Reprises sur provisions et transferts de charges			148 268	11 055
Différences positives de change			539 578	726 604
Produits nets cessions valeurs mobilières de placement			54 700	27 454
Produits financiers			892 394	975 654
Dotations financières amortissements, provisions			903 151	224 151
Intérêts et charges assimilées			185 778	271 963
Différences négatives de change			366 653	1 512 161
Charges nettes cessions valeurs mobilières de placement				
Charges financières			1 455 582	2 008 275
Résultat financier			-563 188	-1 032 621
Résultat courant avant impôts			-2 519 759	-3826 849
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations de capital			14 030	4 296
Reprises sur provisions et transferts de charges			2 032 249	1 089 886
Produits exceptionnels			2 046 279	1 094 182
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			251	1 734
Charges exceptionnelles sur opération en capital			86 074	860 059
Dotations exceptionnelles amortissements, provisions			104 875	1 907 173
Charges exceptionnelles			191 200	2 768 965
Résultat exceptionnel			1 855 079	-1 674 784
Impôts sur les bénéfices			-203 974	-330 243
Total des produits			23 505 286	23 815 992
Total des charges			23 965 992	28 987 382
Bénéfice ou perte			-460 706	- 5 171 390

BILAN ACTIF

(€)	Montant brut	Amortissements Dépréciation	Net 31.12.11	Net 31.12.10
Immobilisations incorporelles				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets, droits similaires	1 114 908	1 114 908		
Autres immobilisations incorporelles	1 063 144	957 967	105 177	126 642
Avances, acomptes immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Constructions	1 017 341	692 361	324 980	299 729
Installations techniques, outillage	4 385 660	4 167 020	218 640	260 469
Autres immobilisations corporelles	3 563 189	1 457 085	2 106 104	2 198 048
Immobilisations en cours	127 504	124 989	2 515	77 662
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Autres participations	2 771 645	1 172 341	1 599 341	2 399 971
Créances rattachées à des participations	312 920		312 920	605 873
Autres titres immobilisés				
Prêts	65 678		65 678	34 377
Autres immobilisations financières	1 217 412	306 478	910 934	1 085 552
Actif immobilisé	15 639 401	9 993 149	5 646 252	7 028 323
Stocks et en-cours				
Matières premières, approvisionnements	1 451 720	164 849	1 286 871	1 679 067
En-cours de production de biens				
Produits intermédiaires et finis	1 882 162	261 491	1 620 671	1 746 039
Avances, acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	5 380 714	170 276	5 210 438	5 454 880
Autres créances	1 046 143		1 046 143	2 852 178
Trésorerie et assimilés				
Valeurs mobilières de placement	8 739 423	8 739 423	8 327 423	8 327 523
(dont actions propres : 0)				
Disponibilités	1 474 668		1 474 668	1 765 665
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	371 838		371 838	428 533
Actif circulant	20 349 668	596 615	19 750 053	22 253 885
Charges à répartir sur plusieurs exercices			0	0
Ecart de conversion actif	4 578		4 578	2 464
Total général	35 990 647	10 589 764	25 400 883	29 284 672

BILAN PASSIF

€)	31.12.11	31.12.10
Capital social ou individuel (dont versé 3 783 563)	3 783 563	3 783 563
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10 837 504	31 586 969
Réserve légale	315 388	315 388
Réserves réglementées		
Autres réserves		450 417
Report à nouveau		-16 028 492
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-460 706	-5 171 390
Subventions d'investissement	667	782
Capitaux propres	14 476 416	14 937 237
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	6 187 694	8 052 841
Provisions pour risques et charges	6 187 694	8 052 941
Dettes financières		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	200 371	291 627
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs : 0)	111 374	162 836
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	137 734	506 139
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 138 646	1 411 182
Dettes fiscales et sociales	2 164 401	2 247 269
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	573 238	1 144 089
Autres dettes	92 271	367 778
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	168 603	73 621
Dettes	4 586 638	6 204 543
Ecart de conversion passif	150 135	90 051
Total général	25 400 883	29 284 672

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(€)	31.12.11	31.12.10
Résultat net	-460 706	-5 171 390
Amortissements et provisions	-900 351	1 639 234
Plus ou moins values de cession	54 868	10 293
Marge brute d'autofinancement	-1 306 189	-3 521 863
Variation des stocks	630 481	739 514
Variation des créances d'exploitation	224 065	-246 520
Variation des créances hors exploitation	1 806 035	758 740
Variation des dettes d'exploitation	-272 536	-328 749
Variation des dettes hors exploitation	-1 297 632	870 236
Charges et produits constatés d'avance	151 677	-849 538
Pertes et gains de change	57 970	86 974
Variation du besoin en fonds de roulement	1 300 060	1 030 657
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	-6 129	-2 491 206
Acquisition d'immobilisations	-153 175	-298 264
Acquisition d'immobilisations financières	422 056	- 2 361 274
Cession d'immobilisation	869	
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	269 750	-2 659 538
Augmentation de capital		
Emission d'emprunts		
Remboursements d'emprunts	-142 717	-1356 283
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-142 717	-1 356 283
Variation de trésorerie	120 904	-6 507 027
Trésorerie à l'ouverture	10 093 187	16 600 214
Trésorerie à la clôture	10 214 091	10 093 187

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2011

1. FAITS SIGNIFICATIFS A LA CLOTURE

Après la conclusion d'une première licence d'évaluation de sa base de données BioPrint® en 2009 avec Roche (renouvelée en 2010), Cerep a annoncé la concession d'une licence similaire à la société Shire.

Un autre accord de ce type a d'autre part été conclu en fin d'exercice 2011, avec un partenaire pharmaceutique.

BioPrint® comprend des données pharmacologiques et pharmaceutiques (ADME⁽¹⁾) homogènes et cohérentes et constitue un outil unique d'aide à la décision dans le processus de découverte de nouveaux médicaments. Les données sont organisées en trois ensembles distincts : les descripteurs chimiques (structures des composés, informations chimiques et descripteurs 2D et 3D), les profils in vitro et les effets in vivo de médicaments ou de produits de référence.

Aux termes de ces accords, les souscripteurs ont accès à l'ensemble des données de BioPrint® et aux outils pharmaco-informatiques associés.

Cerep reçoit des paiements au titre de la licence et du développement des données BioPrint®.

En juin 2011 Cerep a été sélectionné par le SGC comme fournisseur mondial de services de criblage et profilage, pour la découverte de sondes chimiques de bas poids moléculaire et de candidats-médicaments sur les cibles épigénétiques.

Les cibles épigénétiques sont des protéines qui régulent l'expression des gènes sans entraîner de modification de la séquence ADN. Ces dernières années, l'épigénétique est devenue l'un des domaines les plus actifs de la recherche biologique, avec un nombre croissant de programmes de recherche de nouveaux médicaments dans les domaines du cancer, de l'inflammation, des maladies neuropsychiatriques et métaboliques. Dans les années à venir, Cerep prévoit d'augmenter de façon significative le criblage de molécules sur ces cibles. Plus de 500 cibles épigénétiques humaines ont été recensées. D'ores-et-déjà, le SGC a purifié plus de 250 d'entre elles, et développé plus d'une centaine de tests.

Selon les termes de l'accord, le SGC et Cerep participeront ensemble à la production de protéines épigénétiques, au développement et à la publication de tests adaptés aux techniques rapides et robustes de criblage et profilage des molécules à haut débit. Depuis ses laboratoires, y compris un nouveau laboratoire qui sera implanté à Toronto, Cerep proposera ses services à toute la communauté scientifique issue des secteurs privés et publics.

En janvier 2011, Cerep a initié le programme de réorganisation de ses opérations décidé en décembre 2010. Le siège social, localisé à Paris, a été transféré à Celle l'Evescault, dans la Vienne, qui abrite déjà les principaux laboratoires du Groupe. Les bureaux parisiens de la Société ont été fermés. De plus, le plan de restructuration des opérations de Cerep SA approuvé par le comité d'entreprise en février 2011, a été mis en œuvre par la suite. La réorganisation opérée a inclus un plan de sauvegarde de l'emploi touchant 41 salariés, sur les 205 que comptait Cerep SA au 31 décembre 2010. La restructuration réalisée n'a pas eu d'impact sur la capacité du Groupe à honorer ses contrats en 2011, avec un niveau en constante amélioration.

2. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLOTURE

Néant

3. RAPPEL DES PRINCIPES ET MÉTHODES SIGNIFICATIFS APPLIQUÉS

3.1. Principes de base

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- . continuité de l'exploitation,
- . permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- . indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales, définies par le plan comptable général, d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3.2. Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties selon le mode linéaire sur leur durée de vie usuelle :

- | | |
|--|------------|
| . brevets, concessions, licences | 1 à 10 ans |
| . logiciels | 1 à 3 ans |
| . installations et agencements des constructions | 7 à 10 ans |

⁽¹⁾ ADME : Absorption, Distribution, Métabolisme, Excrétion

.	matériel et outillage	3 à 7 ans
.	agencements divers	7 à 15 ans
.	matériel de transport	3 ans
.	matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
.	mobilier	5 à 10 ans

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable des immobilisations corporelles ou incorporelles est susceptible de diminuer, la Société compare cette valeur comptable à la valeur recouvrable, estimée sur la base de la valeur d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, la Société constate une dépréciation pour perte de valeur de l'actif.

Frais de recherche et développement

Les dépenses des phases de recherche des projets internes sont systématiquement comptabilisées en charges. De plus, lorsque la phase de recherche et la phase de développement d'un projet interne ne peuvent être distinguées, les dépenses encourues au titre du projet sont traitées comme s'il ne comportait qu'une phase de recherche.

Par ailleurs, l'examen des projets de développement de nouveaux tests, de nouveaux procédés et de BioPrint® a révélé que Cerep n'est pas en mesure de démontrer que les six critères de comptabilisation des dépenses de développement en immobilisation stipulés par la norme sont satisfaits. Aussi la Société comptabilise-t-elle ces dépenses en charges.

Lignées cellulaires

Depuis 2003, Cerep acquiert et produit ses lignées cellulaires. Celles-ci constituent le matériel biologique destiné à produire les protéines utilisées dans la réalisation des tests de profilage pharmacologique.

Ce matériel biologique reproductible indéfiniment est comptabilisé en bien corporel non amortissable à l'actif du bilan. Il est évalué au coût d'acquisition ou au coût de production lorsqu'il est créé par Cerep.

A l'arrêté des comptes, l'intérêt de chaque lignée est jugé en fonction de la valeur de marché de la lignée, de son intérêt scientifique, de la présence au catalogue de tests pharmacologiques l'utilisant et de la réalisation récente de ces tests ayant généré des flux de trésorerie positifs. Cet examen décide du maintien de la valeur comptable de la lignée ou de sa dépréciation.

La Société applique le règlement CRC 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs.

Comptabilisation des coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus ou étalés sur la durée de l'emprunt. Aucun coût d'emprunt n'est incorporé dans le coût d'acquisition ou de production des actifs.

3.3. Titres de participation

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'utilité des titres de participation est appréciée sur la base des critères retenus lors de l'acquisition, notamment le chiffre d'affaires et les estimations des flux futurs actualisés de trésorerie. Pour les sociétés créées, est également pris en compte le niveau des capitaux propres.

3.4. Stocks et en-cours

Les stocks de matières, fournitures et produits achetés sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur brute comprend le prix d'achat à l'exception de toute valeur ajoutée.

Les stocks de produits finis, les en-cours de production et les produits intermédiaires sont valorisés au coût de production. Ce coût est constitué du coût des matières, des fournitures, de la main-d'œuvre directe ainsi que de toutes les autres charges directes et indirectes afférentes.

Une provision pour dépréciation des stocks est constituée si la valeur de réalisation prévisionnelle est inférieure à la valeur brute déterminée selon les modalités indiquées ci-dessus.

3.5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances libellées en monnaie étrangère sont converties au cours du jour de la clôture. Des écarts de conversion sont constatés dans les comptes, représentant la différence entre le cours historique de la créance (taux de change du mois de la comptabilisation) et l'évaluation selon les cours des devises au 31 décembre.

3.6. Valeurs mobilières de placement

La valeur brute des valeurs mobilières de placement est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Une provision pour dépréciation des valeurs mobilières égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour de clôture, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

3.7. Instruments financiers

La Société applique une politique de couverture visant à réduire son exposition aux risques de fluctuation du dollar US et à préserver ainsi les revenus dégagés par son activité.

Les couvertures prises avant la réalisation des opérations commerciales sur la base d'un volume prévisionnel de facturation pour l'exercice constituent un engagement hors bilan. Aucune perte ni aucun profit n'est enregistré sur les opérations non encore réalisées. Ainsi les instruments de couverture de la facturation de l'exercice 2012, prises au 31 décembre 2011, ne donnent lieu à aucune constatation de perte ou profit latent à cette date. Seuls les éventuels montants des primes des instruments de couverture sont enregistrés en charges financières.

La Société utilise également des contrats de swap de taux dans le but de minimiser l'impact des changements de taux d'intérêts sur les flux de trésorerie. La différence entre les intérêts à payer et les intérêts à recevoir est enregistrée en charges ou en produits financiers.

3.8. Subventions, Aides et avances remboursables

Cerep bénéficie de subventions, d'aides à l'innovation ou d'avances remboursables en relation avec son activité de recherche et ses investissements.

Les aides remboursables et avances obtenues dans le cadre de programmes de recherche de Cerep sont constituées principalement d'avances à taux nul remboursables en cas de succès. Pendant la durée du programme et en l'absence de perspective d'échec, Cerep comptabilise l'intégralité du montant attribué en dettes financières diverses au passif du bilan. Au dénouement, en cas d'échec, la partie restant acquise est comptabilisée en subventions d'exploitation au compte de résultat.

Les subventions d'exploitation dont bénéficie Cerep sont comptabilisées au compte de résultat dès leur obtention.

Les montants des subventions, aides et avances octroyés mais non encore versés sont comptabilisés en montants à recevoir au poste "autres créances" de l'actif du bilan.

3.9. Provisions

La Société comptabilise une provision lorsqu'il existe une obligation contractuelle, légale ou implicite résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources.

Provision pour restructuration

Les coûts des restructurations constituent un passif s'ils résultent d'une obligation de la Société vis-à-vis des tiers, ayant pour origine une décision prise par la Société, annoncée avant la date de clôture de l'exercice et à condition que la Société n'attende plus de contrepartie des tiers concernés.

3.10. Chiffre d'affaires

La Société applique la méthode dite "à l'avancement", pour la valorisation des contrats de prestations de services en cours à la clôture de l'exercice.

L'ajustement du chiffre d'affaires (constitué par les produits facturés aux clients selon les modalités contractuelles) sur les produits réellement acquis, compte tenu de l'avancement des travaux réalisés, est constaté selon le cas en facture à établir ou en produit constaté d'avance.

Pour les prestations continues, notamment les contrats de collaboration à long terme, les produits sont comptabilisés *prorata temporis* dès lors qu'ils correspondent à une contribution contractuellement acquise au titre de l'exercice considéré.

3.11. Engagements de retraite et avantages similaires

Cerep applique la recommandation n°2003-R.01 du Conseil national de la comptabilité, relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires. Cette recommandation détermine les règles comptables applicables aux entreprises concernant :

- les avantages postérieurs à l'emploi comme les pensions et autres engagements de retraite ainsi que les régimes de congés de fin de carrière,
- les autres engagements à long terme comme l'intéressement, les primes et autres rémunérations différées,
- les modalités de comptabilisation et d'évaluation de ces engagements,
- les indemnités de fin de contrat de travail,
- les informations à porter en annexe.

Cerep comptabilise au passif la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, nette des éléments suivants :

- écarts actuariels, résultant du changement d'hypothèses qui affectent l'évaluation de l'obligation. Ceux-ci sont étalés sur plusieurs exercices,
- coût des services passés, résultant de changements réglementaires ou contractuels du régime, également étalés,
- juste valeur des actifs du régime à la date de clôture, le cas échéant.

L'obligation au titre des indemnités de fin de carrière spécifiques est évaluée linéairement en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode considère que chaque période de service du salarié donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune de ces unités pour déterminer l'obligation finale. Elle prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération future, l'espérance de vie et la rotation de l'effectif.

Cerep retient une méthode systématique de comptabilisation en résultat des écarts actuariels qui aboutit à leur prise en compte plus rapide dans le résultat que la méthode du "corridor" définie par la recommandation : les écarts actuariels sont différés au bilan et amortis sans distinction de seuil sur une durée résiduelle fixée à 10 ans.

4. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU BILAN

4.1. Bilan actif

4.1.1. Immobilisations incorporelles

(K€)	01.01.11	Augmentation	Diminution	Transferts	31.12.11
Valeurs brutes					
Brevets, licences	1 115				1 115
Autres immobilisations incorporelles	1 017	67	35	14	1 063
Immobilisations en-cours	14			-14	0
Total	2 146	67	35	0	2 178
				Dépréciation dotations ou reprise	
(K€)	01.01.11	Augmentation	Diminution		31.12.11
Amortissements/Dépréciations					
Brevets, licences	1 115				1 115
Autres immobilisations incorporelles	905	88	35		958
Total	2 020	88	35	0	2 073

L'augmentation des autres immobilisations incorporelles au cours de l'exercice est principalement due au renouvellement de contrats de licences informatiques et à des nouvelles licences.

Les sorties d'immobilisations incorporelles de l'exercice sont principalement constituées de licences informatiques arrivées à échéance et complètement amorties.

4.1.2. Immobilisations corporelles

(K€)	01.01.11	Augmentation	Diminution	Transferts	31.12.11
Valeurs brutes					
Agencements des constructions	1 019	25	95	68	1 017
Matériel et outillage	4 431	48	94		4 385
Autres immobilisations corporelles	3 675	16	132	4	3 563
Immobilisations en cours	203	2	5	-72	128
Avances et acomptes					
Total	9 328	91	326	0	9 093

(K€)	01.01.11	Augmentation	Diminution	Dépréciation dotations ou reprise	31.12.11
Amortissements/Dépréciations					
Agencements des constructions	719	68	95		692
Matériel et outillage	4 171	90	94		4 167
Autres immobilisations corporelles	1 477	31	118	67	1 457
Immobilisations en cours	125				125
Total	6 492	189	307	67	6 441

Acquisitions d'immobilisations corporelles

Les acquisitions et les mises en service de matériel, outillage et autres immobilisations de la période représentent principalement des équipements de laboratoire à Celle l'Evescault utilisés, du matériel informatique (renouvellement du parc informatique) ainsi que des lignées cellulaires décrites ci-après.

Depuis la mise en œuvre du programme d'acquisition et de production de lignées cellulaires, Cerep a comptabilisé

2 231 K€ de lignées à l'actif immobilisé :

- . 332 K€ ont été acquises auprès de ses fournisseurs et sont en service à la clôture,
- . 1 899 K€ ont été produites par les équipes de Cerep et sont en service à la date de clôture.

Dépréciation d'immobilisations corporelles

L'examen des lignées au 31 décembre 2011 a identifié des pertes de valeur sur des lignées pour un montant complémentaire de 67 K€. Par conséquent, une dépréciation a été inscrite à l'actif.

A la clôture de l'exercice, la dépréciation des lignées figure au bilan pour 193 K€.

4.1.3. Immobilisations financières brutes

Elles sont constituées par :

(K€)	01.01.11	31.12.11
Titres de la filiale Cerep, Inc.	1 001	1 001
Titres de la filiale Cerep Ltd.	1 760	1 771
Prêts à Cerep, Inc.	606	313
Dépôts et cautionnement	265	205
Prêt organisme effort	34	66
Actions propres	187	186
Avance preneur crédit-bail immobilier	937	826
Total	4 790	4 368

Cerep, Inc.

En février 2010, Cerep SA a octroyé un prêt à Cerep, Inc. pour un montant initial de 835 K€ remboursable au plus tard le 31 décembre 2012. Au 31 décembre 2011, le montant restant à rembourser s'élève à 313 K€.

Cerep Ltd.

La constatation de la valeur totale du capital à engager par Cerep SA pour un montant de 1 771 K€, 750 K€ ont été versés en 2010 et 500 K€ en 2011. Le solde des 522 K€ a été constaté comme versement restant à effectuer sur les titres de participation à la clôture du 31 décembre 2011.

Echéances de remboursement des créances liées aux immobilisations financières

(K€)	Montant brut	-1 an	1 à 5 ans	+ 5ans
Avances faites à Cerep	313	313		
Prêt organisme effort	66			66
Autres immobilisations financières	1 217	302	730	185
Total	1 596	615	730	251

Liste des filiales et participations

(K€)	Informations financières (1)				
	Capital (2)	Capitaux propres autres que le capital (3)	Quote-part du capital détenu (4)	CA HT de l'exercice (2011) (8)	Résultats de l'exercice 2011 (9)
Cerep, Inc. 15318 NE 95th Street Redmond, WA 98052 – USA	906	-307	100%	5 949	118
Cerep Drug Discovery Services Co Ltd 326 Aidisheng Road, B 302-1 Zhangjiang High-Tech Park Shanghai 201203 – Chine	1 771	-401	100%	22	-569

(K€)	Filiales		Participations	
	françaises (12)	étrangères (12)	françaises (12)	étrangères (12)
Valeurs comptables des titres détenus (5)				
- brute :		2 272		
- nette :		1 599		
Montant des prêts et avances accordées (6)				
- brut :		313		
- net		313		
Montant des cautions et avals donnés (7)				
Montant des dividendes versés (10)				

Cerep, Inc.

Une reprise sur la provision pour dépréciation des titres a été comptabilisée au 31 décembre 2011 pour un montant de 146 K€. Ainsi, à la clôture de l'exercice, la provision s'élève à 275 K€.

Cerep Ltd.

Une provision pour dépréciation des titres a été constatée au 31 décembre 2011 pour un montant de 898 K€.

Entreprises liées et participations

(K€)	Montant concernant les entreprises	
	Liées	avec lesquelles la Société a un lien de participation
Immobilisations financières		
Participations	2 772	
Créances rattachées à des participations	313	
Créances		
Avances et acomptes versés sur commandes	-	
Créances clients et comptes rattachés	349	
Autres créances	198	
Passif		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	126	
Autres dettes	-	
Éléments financiers		
Produits de participation	6	
Autres produits financiers	219	
Charges financières	898	
Autres		
Achats de sous-traitance	899	
Achats de prestations commerciales	575	
Ventes de produits intermédiaires	38	
Ventes de produits de management	948	
Vente de prestations commerciales	345	

4.1.4. Stocks et en-cours

Principales composantes des stocks et en-cours

(K€)	Brut	Provision	Net
Matières premières et fournitures	1 452	165	1 287
En-cours de production			
Produits intermédiaires	1 882	261	1 621
Produits finis			
Total	3 334	426	2 908

- . Les matières premières sont des produits chimiques et des produits biologiques.
- . Les fournitures sont les consommables utilisés lors des tests.
- . Les produits intermédiaires sont des préparations biologiques prêtes à être utilisées lors de tests.

4.1.5. Créances

Echéances des créances avant provisions

(K€)	Montant brut	-1 an	1 à 5 ans	+ 5ans
Créances clients et comptes rattachés	5 381	5 183	198	
Créances fiscales et sociales	614	614		
Autres créances	432	432		
Charges constatées d'avance	372	372		
Charges à établir				
Total	6 799	6 601	198	-

Le montant des factures clients à établir est de 1 631 K€ au 31 décembre 2011.

Les créances fiscales et sociales comprennent notamment 534 K€ de crédit impôt recherche.

Autres informations

Détail des autres créances au 31 décembre 2011	(K€)
Avances liées au contrat de crédit-bail immobilier	
Fournisseurs débiteurs	27
Créances sur rétrocessions	206
Subventions	1
Créance Cerep, Inc. (clause retour à meilleure fortune)	71
Créance Cerep Ltd	127
Total à la clôture	432

4.1.6. Inventaire du portefeuille

(K€)	% de participation directe	Valeur nette comptable
Titres de participation		
1 000 actions de valeur nominales 0,01 € de Cerep, Inc.	100,00	726
Cerep Ltd	100,00	873
Total		1 599

Autres titres immobilisés (K€)	Valeur nette comptable	Valeur de marché
92 896 actions propres de valeur nominale à 0,30 €	71	71
Total	71	71

Valeurs mobilières de placement (K€)	Valeur nette comptable	Valeur de marché
SICAV monétaires et obligataires	6 239	6 273
Billets de trésorerie	2 500	2 500
Total	8 739	8 773

4.1.7. Provisions pour dépréciation d'actif

(K€)	01.01.11	Augmentation	Diminution	31.12.11
Immobilisations financières	724	903	148	1 479
Stocks matières et produits finis	539	261	374	426
Autres débiteurs				
Clients	150	20	118	170
Total	1 413	1 184	522	2 078

Dépréciation des immobilisations financières

Une reprise sur provision de 146 K€ a été constatée sur les titres de Cerep, Inc., le montant total de la provision est de 275 K€ au 31 décembre 2011. Les titres de Cerep Ltd. ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant de 898 K€. Les actions propres détenues au 31 décembre 2011 ont fait l'objet d'une dépréciation complémentaire de 3 K€.

Dépréciation des stocks de matières et produits finis

Une provision de 165 K€ et une reprise de 30 K€ sur les stocks de matières premières, ainsi qu'une dotation de 96 K€ et une reprise de 103 K€ sur les produits intermédiaires, ont été constatées au 31 décembre 2011.

Suite à la vente des stocks de monomères, la provision pour dépréciation a été reprise en totalité (241K€).

4.2. BILAN PASSIF

4.2.1. Tableau de variation des capitaux propres

(K€)	Situation au 01.01.11	Affectation du résultat	Conversion d'OSA	Augmentation de capital	Autres	Résultat de l'exercice	Situation au 31.12.11
Capital social	3 784						3 784
Primes d'émission	31 587				-20 750		10 837
Réserve légale	315						315
Réserves indisponibles							
Réserves spéciales PVL							
Autres réserves	450				-450		
Report à nouveau	-16 029	-5 171			21 200		
Résultat	-5 171	5 171				-461	-461
Subventions d'investissement	1						1
Total	14 937					-461	14 476

Détail des mouvements du capital social

Situation au 31.12.10	Créations d'actions	Remboursements/Annulations	Situation au 31.12.11
12 611 875 actions (nominal 0,3 €)	Néant	Néant	12 611 875 actions (nominal 0,3 €)

La différence entre le prix d'exercice payé par le bénéficiaire lors de l'exercice de l'option de souscription et la valeur nominale de l'action ainsi souscrite est enregistrée en prime d'émission.

Au 31 décembre 2011, il n'existe plus d'options de souscription d'actions à convertir.

4.2.2. Provisions

(K€)	01.01.11	Dotations	Reprises		Changement et transfert	31.12.11
			Utilisées	Non utilisées		
Ecart de change						
IFA						
Provisions pour risques						
Enlèvement de déchets	165	131	165			131
Fournisseurs débiteurs	16					16
Engagement de retraite	480	83		28		535
Litiges salariés et indemnités licenciement	156		36			120
Restructuration pharmacologie <i>in vivo</i>						
Frais avocat litige	19		2			17
Restructuration chimie et drug discovery						
PSE 2010	1 694	105	1 131			668
Perte sur crédit-bail immobilier	5 520		820			4 700
Perte sur crédit-bail mobilier et locations	2		2			
Provisions pour charges	8 053	319	2 156	28		6 188
Total	8 053	319	2 156	28		6 188

(K€)	01.01.11	Dotations	Reprises		Changement et transfert	31.12.11
			Utilisées	Non utilisées		
Résultat d'exploitation		214	165	28		-21
Résultat financier						
Résultat exceptionnel		105	1 991			1 886
Total		319	2 156	28		1 865

Provision pour restructuration pharmacologie 2010

En décembre 2010, l'ensemble des membres du Conseil d'administration ont approuvé un plan de Sauvegarde de l'Emploi. Au 31 décembre 2010, une provision a été constituée à hauteur de 1 694 K€ représentant l'évaluation de l'ensemble des coûts de ce plan, indemnités de licenciement, de préavis, des mesures d'accompagnement et cellule de reclassement.

Au 31 décembre 2011, une reprise nette sur provision a été constatée pour un montant de 1 026 K€, représentant les coûts relatifs à ce plan comptabilisés en charges sur l'exercice 2011. A la clôture de l'exercice, le montant de la provision s'élève à 668 K€.

Provision pour restructuration – Arrêt des activités de chimie et de drug discovery

En 2006, Cerep avait comptabilisé une provision pour perte sur cessation d'utilisation des biens immobiliers et mobiliers pris en crédit-bail ou en location sur le site de Villebon sur Yvette. Cette provision reflétait la différence entre la somme des loyers et redevances actualisés et la valeur liquidative identifiée pour chacune des immobilisations concernées. Au cours de l'exercice 2011, la Société a comptabilisé des reprises pour 820 K€ sur la partie crédit-bail immobilier et 2 K€ sur la partie crédit-bail et location mobilière. Ces reprises correspondent aux paiements des redevances effectués sur l'exercice.

Provision pour litiges

La Société a des litiges en cours avec des anciens salariés, pour lesquels Cerep a, après consultation de ses conseils, estimé les sorties de ressources probables des actions engagées et constitué ou révisé une provision. Une provision a été constatée pour un montant de 156 K€ au 31 décembre 2010. Au cours de l'exercice 2011, la société a comptabilisé une reprise pour un montant de 36 K€, le montant de la provision au 31 décembre 2011 s'élève ainsi à 120 K€.

La Société fait l'objet d'une demande de paiement d'environ 1,4 million d'euros pour réfection de locaux par l'ancien bailleur du site de Rueil-Malmaison pour laquelle elle a reçu une assignation. L'affaire a été plaidée au dernier trimestre 2008 et le jugement a été prononcé en faveur de Cerep SA. Une provision des frais de procédure constituée en 2007 a été utilisée à hauteur de 2 K€ sur 2011, pour un solde au 31 décembre 2011 de 17 K€.

Autres provisions

Aucune provision pour risques n'a été constatée au 31 décembre 2011.

La provision pour charges relative à l'enlèvement des déchets radioactifs correspond au montant constaté à la clôture de la période comptable. Ces déchets, qui ne présentent aucun danger pour l'environnement de par leur faible activité radioactive, sont temporairement stockés dans un local homologué en attente d'enlèvement par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), ou, après une phase de décroissance, par une entreprise de traitement des déchets ordinaires.

Engagements de retraite

Depuis le 1er janvier 2004, l'évaluation des engagements est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées selon les hypothèses actuarielles suivantes :

- En cas de départ en retraite, l'indemnité due aux salariés de Cerep SA selon la convention collective des entreprises de l'industrie pharmaceutique est de 3/10èmes de mois de salaire par année de présence avec un maximum de 9 mois.
- Le taux d'actualisation habituellement retenu dans le calcul de la provision est obtenu sur la base du taux de rendement moyen des obligations assimilables du trésor de plus de 15 ans du mois de décembre. Depuis 2008, le taux d'actualisation retenu est basé sur le taux AA Bloomberg à 15 ans, soit 3.368% au 31 décembre 2011.

	31.12.11		31.12.10	
Taux d'actualisation	3,37%		4,17%	
Taux de progression des salaires	2,00%		2,00%	
Taux moyen des charges sociales	42,00%		42,00%	
Age de départ en retraite	65 ans		65 ans	
Taux de turnover annuel par tranche d'âges et collègue	non-cadres	Cadres	non-cadres	cadres
20 - 29 ans	1,0%	1,0%	8,0%	0,0%
30 - 39 ans	1,0%	12,5%	2,8%	4,8%
40 - 49 ans	1,0%	11,0%	10,5%	0,0%
50 - 65 ans	1,0%	1,0%	0,0%	0,0%
Durée moyenne résiduelle d'activité	29 ans	19 ans	30 ans	19 ans

(K€)	31.12.11	31.12.10
Dette actuarielle (valeur actualisée de l'obligation)	623	527
dont écart actuariels comptabilisés directement en capitaux propres	-87	-47
Solde de provision pour indemnités de départ en retraite	535	480

Entre l'ouverture et la clôture de la période, le solde net ci-dessus a varié comme suit :

(K€)	31.12.11	31.12.10
Provisions à l'ouverture de la période	480	499
Charges de la période	45	78
Ecart actuariel sur ouverture		
Reprise de provision (sortie avant droits à la retraite)	11	-97
Transfert de provision à Villebon	-	-
Païement des indemnités de fin de carrière	-	-
Provisions à la clôture de la période	535	480

La charge de la période est composée des éléments suivants :

(K€)	31.12.11	31.12.10
Coût des services rendus au cours de la période par les bénéficiaires en activité	56	45
Coût financier	21	21
Amortissement de l'écart actuariel différé	-33	11
Charge nette	45	78

4.2.3. Etat des dettes

Emprunts et dettes financières

K€)	Nominal	31.12.10	Solde au 31.12.11	Taux d'intérêt moyen pondéré	Particularités
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de crédit					
Euro taux fixe	308	222	162	4,20%	
Euro taux variable					
Dollar US taux variable					
Banque non créditrice et intérêts courus non échus		59	39		
Emprunts et dettes financières diverses					
Aides remboursables à l'innovation	52	52	0		
Avances remboursables	111	111	111	Nul	Remboursable en cas de succès
Total	471	444	312		

4.2.4. Charges à payer

(K€)	Montant brut
Intérêts courus sur emprunts	-
Agios et services bancaires à payer	39
Fournisseurs – factures non parvenues	257
Dettes fiscales et sociales	1 604
Autres	40
Total	1 940

Les postes les plus importants des dettes fiscales et sociales aux congés payés, RTT et CET (1 011 K€), aux primes (237 K€).

Valeurs brutes en K€	Monnaies d'origine		Total au 31.12.11
	USD	Autres	
Actifs			
Immobilisations financières	3 085 ⁽¹⁾	13	3 098
Créances clients	2121 ⁽²⁾	284	2 405
Trésorerie	269	19	288
Autres débiteurs	154	46	200
Sous total	5 629	362	5 991
Passifs			
Fournisseurs d'exploitation	138 ⁽³⁾	45	183
Dettes sur immobilisations	522 ⁽⁴⁾		522
Autres créditeurs	126		126
Sous total	786	45	831

¹ dont titres de participations pour 2 772 K€ et prêt Cerep, Inc. pour 313 K€

² Filiale Cerep, Inc. pour 40 K€

³ Filiale Cerep, Inc. pour 126 K€

⁴Versement à effectuer sur titres de participation 521 K€

5. ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT

5.1. Chiffre d'affaires

5.1.1.Evolution comparée du chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires			Variation	
K€	2010	2011	Valeurs	%
Services	21 154	19 768	-1 386	-6,55%
Autres	131	128	-3	-2,29%
Total	21 285	19 896	-1 389	-6,53%

Le chiffre d'affaires est constitué des activités de services ainsi que des ventes de produits matériels.

Les prestations de recherche effectuées par la Société pour le compte de tiers dans le domaine du profilage, les droits de souscription et l'accès aux résultats issus de la base de données BioPrint®, les prestations de management facturées aux filiales sont comptabilisés en services.

Les ventes de « Bibliothèque, membranes » sont comptabilisés en autres.

Au décembre 2011, le chiffre d'affaires valorisé à l'avancement représente 1 524 K€.

5.1.2.Chiffre d'affaires par zone géographique

(K€)	31.12.11				31.12.10	
	Variation par rapport au					
	31.12.10					
	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%
Europe	9 406	47,3%	142	1,5%	9 264	43,5%
dont France	3 968	19,9%	1 073	37,1%	2 895	13,6%
Amérique du Nord	8 519	42,8%	-1 694	-16,6%	10 213	48,0%
Asie	1 884	9,5%	102	5,7%	1 782	8,4%
Autres	87	0,4%	61	234,6%	26	0,1%
Total	19 896	100,0%	-1 389	-6,5%	21 285	100,0%

5.2. Transfert de charges

Le montant des transferts de charges sur 2011 est de 62 K€ contre 23 K€ en 2010. Il est composé des refacturations pour rétrocession de charges.

5.3 Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont diminué en 2011 de 2,02 millions d'euros, à 22,52 millions d'euros contre 24,54 millions d'euros en 2010, et rend compte des efforts de la société réalisés en 2011 pour réduire ses charges.

Les achats de matières premières et autres approvisionnements ont diminué en 2011 à 3,70 millions d'euros contre 4,57 millions d'euros en 2010. La diminution des autres achats et charges externes, à 6,80 millions d'euros contre 7,38 millions d'euros en 2010, est due à la baisse des redevances de crédit-bail, à la résiliation du bail commercial des bureaux situés boulevard Haussmann à Paris, à l'entretien et réparations et aux honoraires supportés par la Société.

Les frais de recherche et développement des activités poursuivies engagés au cours de l'année 2011 intégralement comptabilisés en charges sont évalués à 2,60 millions d'euros contre 4,26 millions d'euros pour l'exercice 2010.

Ces frais sont valorisés selon la méthode du coût complet, les charges indirectes et les charges de structure étant réparties au prorata du temps passé sur les programmes de recherche.

La rémunération totale versée aux dirigeants et administrateurs s'est élevée à 354 K€ en 2011. La Société n'a pas contracté d'autres engagements en faveur des administrateurs.

L'information sur les honoraires des commissaires aux comptes n'est pas communiquée dans la présente annexe, elle figure dans celle des comptes consolidés.

5.4 Résultat financier

(K€)	2010	2011
Change		
Pertes/gains réalisés sur comptes bancaires (principalement USD)	36	-22
Perte nette de change réalisée sur créances/dettes	-9	6
Pertes/gains réalisés sur couvertures de change	-812	189
Dotation/reprise provision pour risque de change	11	0
Sous total change	-774	173
Retour à meilleure fortune/abandon de créance filiale Cerep, Inc.	0	71
Dotation/reprise provision titre-avance filiale	-216	-752
Résultats nets sur valeurs mobilières et placement	27	82
Dotation/reprise provision pour dépréciation autres immobilisations financières	-8	-3
Intérêts facturés sur avances filiales	7	6
Intérêts sur emprunts	-272	-186
Mail sur fusion	0	0
Autres intérêts, charges et produits assimilés	203	46
Résultat financier	-1 033	-563

Le résultat financier de l'exercice écoulé est une perte de 0,56 million d'euros contre une perte de 1,03 million d'euros en 2010. Ce résultat est constitué principalement, de charges d'intérêts pour 0,19 million d'euros, de produits d'intérêts pour 0,05 million d'euros, d'une provision nette pour dépréciations financières de 0,75 million d'euros, d'un gain net de change de 0,17 million d'euros, d'un produit de 0,07 million d'euros sur clause de retour à meilleure fortune et d'un produit sur valeurs mobilières et placements de 0,08 million d'euros.

5.5 Résultat exceptionnel

(K€)	2010	2011
Produits de gestion exceptionnels	-	-
Produits de cession d'actifs, produits en capital	4	14
Reprises sur provisions exceptionnelles	1 090	2 032
Total des produits exceptionnels	1 094	2 046
Valeur nette comptable des actifs cédés ou sortis, charges en capital	27	86
Dotations aux provisions exceptionnelles	1 907	105
Abandon de créance	833	-
Pénalités et amendes	2	-
Total des charges exceptionnelles	2 769	191
Résultat exceptionnel	-1 625	1 855

Les reprises sur provisions exceptionnelles sont dues essentiellement à la reprise de provision sur crédit-bail immobilier de Villebon pour 820 K€ et à la reprise de provision relative au Plan de Sauvegarde de l'Emploi Pharmacologie 2010 pour 1 131 K€.
Les dotations aux provisions exceptionnelles résultent de litiges salariés.

5.6 Impôts

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

(K€)	Résultat avant impôt	Impôt	Résultat net après impôt
Résultat courant	-2 520	-	-2 520
Résultat exceptionnel	1 855		1 855
Crédit impôt recherche		-204	-204
Résultat net comptable	-665	-204	-461

Accroissement et allègements de la dette future impôt

(K€)	Montant	Impôt
Accroissement		
Ecart de conversion actifs à la clôture	5	2
Moins-values latente sur VMP	115	38
Total des accroissements	120	40
Allègements		
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation	1 006	336
Charges à payer non déductibles l'année de leur comptabilisation	292	97
Produits taxés d'avance	33	11
Ecart de conversion passifs à la clôture	150	50
Déficit reportable	30 244	10 080
Total des allègements	31 727	10 575

5.7 Effectif

Personnel salarié au 31 décembre 2011

Effectif

Cadres	38
Techniciens	95
Employés	29
Total	162

L'effectif moyen de l'exercice est de 175 salariés.

5.8 Engagements donnés

5.8.1.Crédit-bail

(K€)	Constructions et terrains	Matériel & Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine	20 196	1 289	46	21 531
Amortissements				
Cumuls antérieurs	4 855	981	39	5 875
Dotations de l'exercice	665	195	7	867
Total	5 520	1 176	46	6 742
Redevances payées				
Cumuls antérieurs	11 555	1 114	42	12 711
Exercice	1 762	209	10	1 981
Total	13 317	1 323	52	14 692

(K€)	Constructions et terrains	Matériel & Outillage	Autres	Total
Redevances à payer				
à 1 an au plus	1 946	113		2 059
De 1 à 5 ans	7 291	1	-	7 292
A plus de 5 ans	4 935	-	-	4 935
Total	14 172	114		14 286
Valeur résiduelle				
A 1 an au plus	-	-	-	-
De 1 an à 5 ans	-	-	-	-
A plus de 5 ans	18	-	-	18
Total	18			18

Les contrats de crédit-bail sont souscrits à taux fixes et à taux variable :

. Crédit-bail immobiliers : 5,34%, 5,25% et 4,75% à taux fixes pour les constructions du site de Celle l'Evescault d'une part, taux variable Euribor à trois mois majoré de 1,15 point pour les constructions du site de Villebon-Sur-Yvette d'autre part.

. Crédit-bail mobiliers : 5,04% à taux fixes pour le matériel et le mobilier.

5.8.2. Autres engagements

Obligations contractuelles (K€)	Total	Paiements dus par période		
		-1 an	1 à 5 ans	+5 ans
Engagements liés aux dettes à long terme figurant au passif du bilan (capital + intérêts)	162	63	98	-
Obligations en matière de locations-financement	289	177	112	-
Contrats de location simple	124	69	46	9
Obligations d'achats irrévocables	331	331		
Achats et vente de devises à terme non couverts	3 059	3 059		
Autres obligations à long terme ⁽¹⁾	87	-13	-32	-42
Total	4 052	3 686	224	-33
VNC des biens donnés en garantie				
Dettes garanties par des sûretés réelles (K€)	Dettes garanties	Montant des sûretés		
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de crédit				
Total	-	-	-	-
Montant des engagements par période				
Autres engagements commerciaux (K€)	Total	-1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Lettres de crédit				
Garanties sur contrat de crédit-bail mobilier				
Garanties sur contrat de crédit-bail immobilier ⁽²⁾	826	116	524	185
Obligations de rachat				
Autres engagements commerciaux				
Total	826	116	524	185

¹ Engagement de retraite : solde au 31 décembre 2011 de l'écart actuariel non comptabilisé, étalé sur plusieurs exercices

² Nantissement de l'avance preneur

Les avenants au contrat de crédit-bail immobilier contractés en 2002 et en 2004 sont garantis par nantissement des avances preneur.

Les salariés de la Société bénéficient du nouveau dispositif de droit individuel à la formation (DIF). A ce titre, ils ont acquis 15 968 heures au 31 décembre 2011. Sur 2011, 382 heures ont donné lieu à une demande de formation et 4 366 heures ont été transférés ou versées à Pôle emploi.

La société confirme que sur la base des éléments en sa connaissance au 31 décembre 2011, les engagements présentés dans les tableaux ci-dessus n'omettent pas l'existence d'un engagement significatif ou qui pourrait le devenir dans le futur.

5.9 Engagements donnés

Obligations contractuelles (K€)	Total	Montant des engagements par période		
		-1 an	1 à 5 ans	+5 ans
Lignes de crédit et crédit-bail non utilisées	-	-	-	-
Lettres de crédit	-	-	-	-
Clauses de retour à meilleure fortune ⁽¹⁾	0	0		
Garanties	-	-	-	-
Obligations de rachat	-	-	-	-
Autres engagements	-	-	-	-
Autres engagements commerciaux	-	-	-	-
Total	-	-	-	-

¹ Cette clause de retour engage Cerep, Inc. à verser 25% de son résultat net à Cerep SA pendant 10 ans, s'est terminée le 31 décembre 2011, à concurrence de l'abandon de créance de 5 500 K\$ réalisé en 2002. Au 31 décembre 2011, il a été constaté un produit de 71 K€ en application de cette clause.

5.10 Engagements post-clôture

Néant

6. INSTRUMENTS FINANCIERS ET RISQUES DE MARCHÉ

Instruments financiers

Les principaux instruments financiers de la Société sont constitués de financements par crédit-bail auprès d'organismes financiers, d'emprunts bancaires, des valeurs mobilières de placement et de trésorerie. L'objectif de ces instruments financiers est de permettre le financement des opérations de la Société. La Société détient également des créances clients, des dettes fournisseurs, des avances et acomptes reçus sur commandes qui sont générés par ses activités.

La Société est également engagée dans des transactions intégrant des instruments financiers dérivés, principalement des ventes à terme de dollar US et options (put et call) de change sur dollar US et des swaps de taux d'intérêt. Ces instruments ont pour objectif la gestion du risque de change et de taux d'intérêt liés aux activités et au financement de la Société. La Société n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

Les principaux risques attachés aux instruments financiers de la Société sont le risque de change, le risque de crédit, le risque de taux d'intérêts et le risque de marché.

Risque de change

La Société est exposée à un risque de change concernant la partie du chiffre d'affaires et des charges réalisées en devises autres que l'euro. Ce risque existe principalement concernant le dollar US et dans une moindre mesure le yen japonais quant aux produits et charges et flux de trésorerie liés ainsi qu'aux éléments correspondant des comptes de créances clients, des comptes fournisseurs et de trésorerie libellés dans ces devises.

La Société a mis en place en 2002 une politique de couverture visant à réduire son exposition aux risques de fluctuation du dollar US et à préserver ainsi les revenus dégagés par son activité. Celle-ci vise à fixer le cours en dollar US des créances nettes et de la totalité de la facturation prévisionnelle nette libellée dans cette devise.

Les instruments dérivés utilisés par Cerep pour atteindre ses objectifs en matière de couverture comprennent des contrats de change à terme et des options sur le dollar US (vente de call ou achat de put) ayant une maturité initiale généralement inférieure à un an. Ces instruments portent sur des actifs et des passifs existant à la clôture de l'exercice, ainsi que sur la facturation prévisionnelle nette libellée en dollar US. Dans certains cas, la Société est amenée à compléter les instruments de couverture pris soit par des prorogations de ventes à terme soit en inversant des positions sur options par des achats de call. La Société n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

Au 31 décembre 2011, environ 67% de la facturation prévisionnelle diminuée des charges prévisionnelles en dollar US de l'exercice 2012 est couverte.

Risque de taux

L'exposition de la Société au risque de variation des taux d'intérêt est liée à l'endettement financier à long terme.

La politique de la Société consiste à gérer la charge d'intérêt en contractant majoritairement des financements à taux fixes. Ainsi au 31 décembre 2011, la plus grande partie de la dette de la Société est contractée à taux fixe. Le financement par crédit bail immobilier de l'acquisition et des travaux de Villebon-sur-Yvette a été souscrit à taux variable.

Afin d'optimiser le coût financier global, la Société a mis en place des swaps de taux d'intérêt par lesquels elle échange à intervalles prévus, la différence entre le montant des intérêts à taux fixes et le montant des intérêts à taux variables calculé sur un montant nominal d'emprunt fixé à la souscription des swaps.

Ces swaps ont été contractés simultanément le 3 août 2005 à la signature des financements auxquels ils sont affectés, et début 2007 concernant l'avenant au contrat de crédit-bail mis enoyer en février 2007, pour les mêmes montants nominaux, et selon les mêmes conditions de date de début, date de révision du taux d'intérêt, intervalles de règlement et taux de base d'intérêts retenu. Les swaps ont une durée de 7 ans à compter de leur date de mise en place.

Risque de marché

Cerep utilise différents instruments financiers dans le cadre de sa gestion de trésorerie. Ils sont constitués de SICAV monétaires et obligataires, de comptes à terme, de dépôts bancaires principalement en euro, en dollar US et d'actions.

La politique de la Société vise à limiter les risques de perte sur ses placements en privilégiant les instruments monétaires ou obligataires et sélectionnés sur la base d'historiques de volatilité et de performance par rapport aux indices de référence et de notations d'agences et en procédant à un suivi régulier des valeurs de marché.

Risque de liquidité

L'appréciation du risque de liquidité repose sur le suivi des échéanciers des financements de la Société, l'évolution du niveau de trésorerie disponible et les prévisions d'entrées et de sorties de trésorerie. A la date d'établissement des états financiers, la Société n'a pas identifié de besoin de trésorerie à court terme.

La trésorerie de la Société était de 10 214 K€ au 31 décembre 2011, à comparer au 10 093 K€ du 31 décembre 2010.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie découle de l'éventualité qu'une partie au contrat n'honore pas ses obligations causant ainsi une perte à l'autre partie. Cerep considère qu'il existe un risque de contrepartie sur certains postes du bilan, le plus significatif portant sur les créances clients, ainsi que sur des engagements figurant en hors bilan (achats de matières premières et travaux), couvert par des mesures appropriées.

Une proportion significative du chiffre d'affaires est réalisée avec quelques clients. Les contrats de prestation de services de l'activité collaborations et services en drug discovery (en criblage, en profilage ou en expérimentation pharmacologique) couvrent quelques mois et constituent une proportion importante du chiffre d'affaires. Au cours de l'exercice 2011, le chiffre d'affaires réalisé avec les plus importants partenaires commerciaux de la Société se décompose comme suit :

Exercice 2011

trois plus importants partenaires commerciaux :	25%
cinq plus importants partenaires commerciaux :	36%
dix plus importants partenaires commerciaux :	51%

Cette concentration du risque de contrepartie sur quelques clients et l'incidence d'une défaillance éventuelle d'un tiers sur le compte de résultat de Cerep est atténuée par la taille et la solvabilité financière des grands groupes de l'industrie pharmaceutique qui constituent les principaux partenaires de Cerep. Toutefois, Cerep compte parmi ses clients plusieurs entreprises de recherche pharmaceutique qui réalisent des pertes récurrentes et pour lesquelles les fonds levés auprès d'investisseurs constituent la principale source de financement. L'irrécouvrabilité reste cependant limitée au regard de la base de clientèle de Cerep, ce qui réduit dans une certaine mesure cette exposition.

Cerep intègre dans sa démarche commerciale un processus d'évaluation de la solvabilité du prospect et inclut, si nécessaire ou selon les particularités de la prestation, l'obligation de versement d'acomptes ou d'avances par le client.

La Société est également dépendante de la solvabilité de plusieurs fournisseurs ou prestataires, certains étant stratégiques dans la fourniture de technologies ou de matières premières. Les procédures d'achats de Cerep intègrent l'établissement et la mise à jour d'une liste de fournisseurs approuvés. Le processus d'approbation, qui implique par ailleurs le service de contrôle qualité, inclut un examen de solvabilité qui peut faire appel à des évaluations d'agences de notation de risque crédit.

Enfin, Cerep gère son risque de contrepartie sur ses instruments financiers en sélectionnant rigoureusement les institutions financières tierces, en diversifiant les contreparties par type de contrat et en procédant à un suivi régulier des engagements.

RAPPORTS

DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

le contrôle des comptes consolidés de la société Cerep, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

la justification de nos appréciations ;

la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Règles et principes comptables

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons été conduits à apprécier la régularité et la correcte application des principes de comptabilisation du chiffre d'affaires, présentés dans la note 2.20 « Chiffres d'affaires » de l'annexe, eu égard à la nature des contrats signés avec les clients.

Estimations comptables

Les notes 2.12 « Dépréciation d'actifs » et 2.19 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » de l'annexe exposent les conditions dans lesquelles votre société procède à l'évaluation de la valeur recouvrable ou de la juste valeur diminuée des coûts de vente de certains de ses actifs. Les notes 2.16 « Provisions » et 3.3.3 « Provisions » de l'annexe décrivent les principes retenus et les modalités appliquées par votre société pour l'évaluation des provisions.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces évaluations et nous avons vérifié que l'annexe donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Niort et Neuilly sur Seine, le 20 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

GROUPE Y AUDIT

ERNST & YOUNG ET AUTRES

Jean-Marc Mendès

Serge Guérémy

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

le contrôle des comptes annuels de la société Cerep, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

la justification de nos appréciations ;

les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Règles et principes comptables

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons été conduits à apprécier la régularité et la correcte application des principes de comptabilisation du chiffre d'affaires, présentés dans la note C.10 « Chiffre d'affaires » de l'annexe, eu égard à la nature des contrats signés avec les clients.

Estimations comptables

La note C.3 « Titres de participation » de l'annexe expose que les titres de participation font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur valeur nette comptable et mentionne les principes retenus par votre société pour déterminer cette valeur d'utilité. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces évaluations et nous avons vérifié que l'annexe donne une information appropriée.

La note D.2.2 « Les provisions » de l'annexe décrit notamment les principes retenus par votre société pour évaluer les provisions pour charges ainsi que la provision pour perte relative à des contrats de crédit-bail immobilier. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et à revoir les calculs effectués par votre société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Niort et Neuilly sur Seine, le 20 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

GROUPE Y AUDIT

ERNST & YOUNG ET AUTRES

Jean-Marc Mendès

Serge Guérémy

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Convention autorisée au cours de l'exercice écoulé

- **Convention d'approvisionnement avec Cerep Drug Discovery Services Co. Ltd (« Cerep Ltd »)**

Administrateur concerné : Thierry JEAN, Président du conseil d'administration des deux sociétés.

Autorisation du conseil d'administration du 6 octobre 2011

Nature et objet : Cette convention concerne l'approvisionnement de Cerep Ltd par Cerep SA en matériels biologiques pour la réalisation de services de recherche par Cerep Ltd.

Modalités : Ces prestations sont facturées au coût du matériel, avec une marge de 5 % auxquels viendront s'ajouter les frais d'expédition supportés par Cerep SA, refacturés au coût.

Au cours de l'exercice 2011, 37 782 € ont été facturés par Cerep SA à Cerep Ltd.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

1. **Dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

- **Contrat d'assurance « responsabilité mandataires sociaux »**

Personnes concernées : dirigeants et mandataires sociaux

Autorisation du conseil d'administration du 21 janvier 1999, modifiée par le conseil d'administration du 21 mars 2005.

Nature et objet : Assurance visant à couvrir la responsabilité civile des mandataires sociaux et des dirigeants de la société.

Modalités : Convention applicable à compter du 1er février 1999 jusqu'au 31 décembre 1999, renouvelable ensuite par tacite reconduction par périodes annuelles.

- **Conventions avec Cerep, Inc.**

a - « Contrat de marketing »

Administrateur concerné : Thierry JEAN, Président du conseil d'administration des deux sociétés.

Autorisation du conseil d'administration du 7 septembre 1998, modifiée par les conseils d'administration du 19 mars 2003 et du 25 septembre 2003.

Nature et objet : Rémunération au titre des activités commerciales et marketing entre Cerep SA et Cerep Inc sur le marché nord-américain.

Modalités : Convention applicable à compter du 1^{er} juillet 1998 pour une durée indéterminée et modifiée par les conseils d'administration du 19 mars 2003 et du 29 janvier 2008.

Le contrat de marketing a été amendé le 29 janvier 2008. Au titre de l'avenant conclu entre les parties à la convention initiale, les activités commerciales et de marketing réalisées par Cerep SA pour le compte de Cerep, Inc. seront rémunérées dans les mêmes conditions que les prestations réalisées par Cerep, Inc. pour le compte de Cerep SA tel que décrites dans la convention de sous traitance.

La facturation par Cerep SA à Cerep, Inc. au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, s'élève à 345 288 €.

Les charges comptabilisées dans Cerep SA, facturées par Cerep, Inc. au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, s'élèvent à 574 845 €.

b - « Contrat de management »

Administrateur concerné : Thierry JEAN, Président du conseil d'administration des deux sociétés.

Autorisation du conseil d'administration du 7 septembre 1998, modifiée par les conseils d'administration du 19 mars 2003 et du 25 septembre 2003.

Nature et objet Rémunération de Cerep SA au titre des prestations de management qu'elle réalise au profit de sa filiale, en matière stratégique, financière, juridique et scientifique ainsi que pour la gestion des ressources humaines, l'informatique et les communications.

Modalités Convention applicable à compter du 1^{er} juillet 1998 pour une durée indéterminée modifiée par le conseil d'administration du 19 mars 2003.

La facturation par Cerep SA à Cerep, Inc., au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, s'élève à 948 270 €.

- « Contrat BioPrint® »

Administrateur concerné : Thierry JEAN, Président du conseil d'administration des deux sociétés.

Autorisation du conseil d'administration du 21 décembre 1999, modifiée par les conseils d'administration du 19 mars 2003 et du 25 septembre 2003.

Nature et objet Prestations réalisées par Cerep, Inc., dans le cadre de sa collaboration avec Cerep SA.

Modalités Convention applicable à compter du 1^{er} novembre 1999 pour une durée indéterminée.

La charge comptabilisée dans Cerep SA, au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011, s'élève à 329 394 €.

d - Abandon de créances au profit de Cerep, Inc.

Administrateur concerné : Thierry JEAN, Président du conseil d'administration des deux sociétés.

Autorisation du conseil d'administration du 16 décembre 2002.

Nature et objet Autorisation d'un abandon de créances en 2002 au profit de Cerep, Inc. de 5 500 000 \$. Cet abandon incluait une clause de retour à meilleure fortune si Cerep, Inc. devenait bénéficiaire. Cette clause prévoit le reversement à hauteur de 25 % de son résultat net à Cerep SA pendant 10 ans soit jusqu'au 31 décembre 2011.

Modalités A l'origine, cet abandon de créances a été consenti avec une clause de retour à meilleure fortune pour un montant de 5 500 000 \$. Lors de l'exercice 2011, un retour a été réalisé de la part de la filiale américaine pour 91 289 \$, soit 70 554 €.

L'abandon de créance restant au 31 décembre 2011 est d'un montant de 4 430 053 \$, soit 3 423 798 €. Avec l'extinction de la clause de retour à meilleur fortune le 31 décembre 2011, cet abandon est devenu définitif.

e - Convention de prêt avec Cerep, Inc.

Administrateur concerné : Thierry JEAN, Président du conseil d'administration des deux sociétés.

Autorisation du conseil d'administration du 26 mars 2010.

Nature et objet	Cette convention concerne le prêt consenti par Cerep SA à Cerep, Inc. au titre du remboursement des « management fees » et des « marketing fees » que Cerep, SA a facturé à Cerep, Inc. pour l'exercice 2009 à hauteur de 1 179 431 \$, portant intérêts au taux Euribor 6 mois, remboursable in fine au plus tard le 31 décembre 2012.
Modalités	Au titre de l'exercice 2011, Cerep Inc. a remboursé à Cerep SA, la somme de 404 377 \$ de capital et 8 207 \$ d'intérêts. Le solde au 31 décembre 2011 est de 404 377 \$ de capital (soit 312 526 €) et 510 \$ d'intérêts en compte (soit 395 €).

2. Sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

• Conventions avec Cerep, Inc.

a - « Contrat de recherche »

Administrateur concerné : Thierry JEAN, Président du conseil d'administration des deux sociétés.

Autorisation du conseil d'administration du 7 septembre 1998, modifiée par les conseils d'administration du 19 mars 2003 et du 25 septembre 2003.

Nature et objet	Facturation par Cerep, Inc. de travaux de recherche et développement effectués pour le compte de Cerep SA.
Modalités	Convention applicable à compter du 1er juillet 1998 pour une durée indéterminée modifiée par les conseils d'administration du 19 mars 2003 et du 25 septembre 2003. Paiement par Cerep SA à Cerep, Inc. d'une quote-part des frais de recherche et développement supportés par cette dernière. Aucune facturation n'a été faite par Cerep, Inc. au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

b - Convention de sous-traitance avec Cerep, Inc.

Administrateur concerné : Thierry JEAN, Président du conseil d'administration des deux sociétés.

Autorisation du conseil d'administration du 12 février 2009

Nature et objet	Cette convention a pour objet un contrat de sous-traitance pour la réalisation de tests de profilages pharmacologiques. Cette convention prévoit la refacturation par Cerep Inc à Cerep SA de coûts engagés pour la réalisation de cette sous-traitance avec une marge de 10 %.
Modalités	Au titre de l'exercice 2011, cette convention n'a fait l'objet d'aucune facturation par Cerep, Inc. à Cerep SA.

c - Convention de trésorerie avec Cerep, Inc.

Administrateur concerné : Thierry JEAN, Président du conseil d'administration des deux sociétés.

Autorisation du conseil d'administration du 28 avril 2003.

Nature et objet	Cette convention a pour objectif de mettre en place une gestion centralisée de trésorerie au sein du Groupe.
Modalités	Cerep SA assure la gestion et verse un intérêt aux filiales présentes équivalent à celui qu'elles ont pu obtenir des organismes financiers. La convention prévoit également le prêt de fonds aux filiales ainsi que la possibilité de garder les excédents auprès d'organismes financiers. Cette convention n'a donné lieu à aucun mouvement sur 2011.

d - Convention de sous-traitance et de support avec Cerep, Inc.

Administrateur concerné : Thierry JEAN, Président du conseil d'administration des deux sociétés.

Autorisation du conseil d'administration du 20 mars 2009.

Nature et objet Cette convention concerne des prestations réalisées entre les deux sociétés autres que celles déjà visées par des conventions existantes. Elles seront facturées au coût de prestations, avec une marge de 10 %.

Modalités Aucune facturation n'a été effectuée au titre de cette convention au cours de l'exercice 2011.

Niort et Neuilly-sur-Seine, le 20 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

GROUPE Y AUDIT

ERNST & YOUNG ET AUTRES

Jean-Marc Mendès

Serge Guérémy

Cerep

BP 3001

86600 – Celle l'Evescault

Tel ; + 33 (0)5 49 89 30 00

fincom@cerep.fr

www.cerep.com

Code ISIN FR0004042232

NYSE Euronex Paris - Alternext

Ce document, en date du 3 octobre 2012, est disponible sur le site Internet de CEREP (www.cerep.com), et mis gratuitement à la disposition du public au siège social de CEREP (Le Bois l'Evêque, 86600 Celle l'Evescault).

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL



SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2012

ALCER
LISTED
NYSE
ALTERNEXT

SOMMAIRE

I. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2012	
1. Note préliminaire	4
2. Commentaires sur l'activité et les résultats	4
2.1. Le Groupe	4
2.2. Cerep SA	6
3. Principaux risques	6
4. Opérations avec des parties liées	6
5. Faits marquants de la période	6
6. Evénements postérieurs à la période	7
7. Perspectives 2012	7
II. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS 30 JUIN 2012	
Compte de résultat	9
Etat du résultat net et des gains et pertes comptables directement en capitaux propres	10
Bilan	11
Tableau des flux de trésorerie	12
Tableau de variation des capitaux propres	13
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2012	
1. Faits significatifs	14
1.1. Faits significatifs de la période	14
1.2. Evénements postérieurs	14
2. Principes et méthodes appliqués	14
2.1. Référentiel et principes comptables	14
2.2. Présentation du compte de résultat	15
2.3. Méthode et périmètre de consolidation	15
2.4. Date de clôture	15
3. Analyse des principaux postes du bilan	16
3.1. Bilan actif	16
3.1.1. Immobilisations incorporelles	16
3.1.2. Ecart d'acquisition	16
3.1.3. Immobilisations corporelles	17
3.1.4. Stocks et en-cours	17
3.1.5. Actifs financiers	18
3.1.6. Charges constatées d'avance	19
3.1.7. Dépréciation des autres actifs	19
3.2. Variation des flux de trésorerie	20
3.3. Bilan passif	20
3.3.1. Capitaux propres	20
3.3.2. Avantages du personnel	21
3.3.3. Les provisions	22
3.3.4. Etat des dettes	24
4. Analyse des principaux postes du compte de résultat	26
4.1. Chiffre d'affaires	25
4.2. Autres produits	25
4.3. Informations sectorielles	25
4.4. Effectif	26
4.5. Frais de recherche et de développement	26
4.6. Résultat financier	26
4.7. Impôt	27
4.8. Résultat par action	27
5. Activités abandonnées	29
6. Instruments financiers et engagements hors-bilan	30
6.1. Instruments financiers	32
6.2. Engagements donnés	36
6.3. Engagements reçus	36
7. Autres informations	37

I. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ
AU 30 JUIN 2012

1. Note préliminaire

Les lecteurs sont invités à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et au résultat opérationnel de la Société avec tous les états financiers consolidés de la Société, les notes annexées aux états financiers consolidés de la Société, les notes annexées aux états financiers consolidés pour la période close le 31 décembre 2011 et toute autre information financière figurant dans le rapport financier annuel.

Les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les informations qui suivent contiennent également des éléments prévisionnels reposant sur des estimations concernant l'activité future de Cerep et qui pourraient se révéler significativement différents des résultats réels.

2. Commentaire sur l'activité et les résultats

2.1. Le Groupe

Chiffre d'affaires consolidé

Au 30 juin 2012, le chiffre d'affaires consolidé des activités poursuivies s'établit à 9,78 millions d'euros contre 11,46 millions d'euros enregistrés en 2011, en recul de 14,7%.

Si les différentes activités de Cerep sont affectées par le ralentissement de la demande, l'ADME⁴ est plus touchée (-21,4%) que les activités de profilage pharmacologique (-13,6%).

Environ 89% de la baisse de chiffre d'affaires résulte du recul de la demande en Amérique du Nord, associé aux lourdes restructurations de l'industrie pharmaceutique présente sur cette zone.

La contribution de la filiale chinoise au chiffre d'affaires du Groupe est plus significative en 2012, tant directement (chiffre d'affaires réalisé par Cerep en Chine) qu'indirectement (chiffre d'affaires réalisé par les autres sociétés du Groupe pour des clients chinois) ; la présence de Cerep à Shanghai donne en effet plus de visibilité au groupe sur la zone Asie.

Chiffre d'affaires des activités poursuivies

(K€)	30.06.12				30.06.11	
	Valeurs		Variation S1 2012/2011		Valeurs	
			Valeurs	%		
Europe	5 326	54,5%	-160	-2,9%	5 486	47,9%
dont France	2 143	21,9%	-141	-6,2%	2 284	19,9%
Amérique du Nord	3 496	35,7%	-1 503	-30,1%	4 999	43,6%
Asie	872	8,9%	-73	-7,7%	945	8,2%
Autres	86	0,9%	52	152,9%	34	0,3%
Total	9 780	100,0%	-1 684	-14,7%	11 464	100,0%

Résultats du Groupe

Excédent brut d'exploitation (EBE/EBITDA)

Cerep a significativement réduit le coût de fonctionnement des opérations et les frais de structure au cours des derniers exercices, et particulièrement en 2011.

Ces efforts portent pleinement leurs fruits en 2012, avec une baisse des charges d'exploitation courantes, hors amortissements, de 1,05 million d'euros au 30 juin 2012, par rapport aux charges constatées au 30 juin 2011.

Malgré un chiffre d'affaires en recul de 1,68 million d'euros, le Groupe maintient un EBE consolidé des activités poursuivies positif, à 0,43 million d'euros contre 0,84 million d'euros au 30 juin 2011.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé des activités poursuivies au 30 juin 2012 est une perte de 0,09 million d'euros contre un gain de 0,01 million d'euros au premier semestre 2011.

Résultat financier

Le résultat financier consolidé des activités poursuivies est une perte de 0,01 million d'euros contre un gain de 0,10 million d'euros au 30 juin 2011.

La baisse ainsi constatée traduit une perte réalisée sur les options de changes et ventes par rapport au dollar sur le premier semestre 2012, compensée par une variation sur la juste valeur des instruments financiers dérivés.

Le résultat financier reflète aussi des frais liés aux dettes financières porteuses d'intérêts de 0,12 million d'euros, et de produits financiers de 0,12 million d'euros également.

Résultat net des activités poursuivies

Pour les six premiers mois de l'exercice, le résultat net part du Groupe des activités poursuivies est une perte de 0,07 million d'euros contre un gain de 0,14 million d'euros au 30 juin 2011.

Résultat des activités abandonnées

Le résultat net propre aux activités abandonnées a représenté une perte de 0,39 million d'euros contre une perte de 0,41 million d'euros au premier semestre 2011.

Résultat net consolidé

La perte nette du Groupe s'établit à -0,47 million d'euros contre -0,27 million d'euros au 30 juin 2011.

Chiffres-clés

(K€)	30.06.12	30.06.11	Variation	31.12.11
Activités poursuivies				
Chiffre d'affaires	9 780	11 464	-14,7%	22 816
EBITDA / EBE	432	839		2 387
Résultat opérationnel courant	-287	5		792
Résultat opérationnel	-87	5		792
Résultat financier	-6	96		-16
Produit/charge net d'impôt	-22	-39		96
Résultat net des activités poursuivies	-71	140		680
Activités abandonnées				
Résultat net des activités abandonnées	-395	-411		-759
Résultat net consolidé	-466	-271		-79

Recherche et développement

Les frais de recherche et développement (R&D) des activités poursuivies du Groupe se sont élevés à 1,37 million d'euros au premier semestre 2012, contre 1,46 million d'euros enregistrés pour les mêmes activités et pour la même période en 2011, soit 14,0% du chiffre d'affaires contre 12,7% au 30 juin 2011.

La maîtrise des coûts de production appliquée à la R&D a permis au Groupe de maintenir un niveau d'innovation élevé, tout en réduisant les coûts associés.

Les programmes de R&D au cours de la période ont porté particulièrement sur le développement du portefeuille des cibles épigénétiques du Groupe qui compte au 30 juin 2012, 34 tests commercialisés.

Cerep a également développé sa base de données BioPrint® en testant les effets d'un millier de médicaments sur 16 enzymes épigénétiques dans le but d'étudier le rôle de ces cibles dans les effets secondaires des médicaments.

Ces efforts seront poursuivis durant la seconde partie de l'exercice, le Groupe entendant disposer d'une centaine de cibles épigénétiques en fin d'exercice 2012.

Trésorerie

La position de trésorerie du Groupe (hors actions propres) s'élève à 10,12 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 10,40 millions d'euros au 30 juin 2011 et 11,19 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Les activités poursuivies ont généré un flux net de trésorerie lié à l'activité de 0,37 million d'euros.

Les investissements des activités poursuivies au cours de la période ont représenté un flux net de trésorerie de -0,03 million d'euros au 30 juin 2012.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies, principalement constitués des remboursements d'emprunts et de crédit-bail, sont d'un montant de -0,62 million d'euros.

Les flux de trésorerie des activités abandonnées sont un décaissement net de 0,82 million d'euros, constitués pour l'essentiel de flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement de -0,60 million d'euros (-0,42 million d'euros de remboursement d'emprunts et -0,18 million d'euros d'intérêts).

Situation financière

Au 30 juin 2012, le Groupe compte 3,77 millions d'euros d'actifs destinés à la vente, constitués de la juste valeur des bâtiments et des équipements techniques du site de Villebon-sur-Yvette. Les passifs associés à ces actifs représentent 8,11 millions d'euros, constitués de crédit-bail pour 8,07 millions d'euros pour le site de Villebon-sur-Yvette, et de provisions pour restructuration de 0,04 million d'euros.

Les actifs des activités poursuivies représentent 27,24 millions d'euros dont 4,41 millions d'euros de comptes clients et rattachés et 6,35 millions d'euros d'immobilisations corporelles nettes. Les passifs liés aux activités poursuivies du Groupe représentent 22,90 millions d'euros dont 4,05 millions d'euros de dettes financières (incluant 3,09 millions d'euros de crédit-bail immobilier pour le site de Celle l'Evescault).

2.2. Cerep SA

Le tableau suivant résume les principales informations financières relatives à Cerep SA au 30 juin 2012

(K€)	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	Variation	2011
Chiffre d'affaires net	8 731	9 924	-12,0%	19 896
Résultat d'exploitation	-1 210	-1 578	-	-1 957
Résultat financier	-519	91	-	-563
Impôt sur les bénéfices	-410	-123	-	-204
Résultat net	-566	-330	-	-461

3. Principaux risques

Les principaux risques pour les six premiers mois de l'exercice 2012 sont présentés dans les notes annexées aux états financiers consolidés pour la période close le 30 juin 2012 et dans le rapport annuel 2011 du Groupe.

Les principaux risques pour les six mois restants de l'exercice sont identiques à ceux décrits dans les notes et le rapport ci-dessus mentionnés.

Concernant plus particulièrement le risque de change, au 30 juin 2012, 87% du budget prévisionnel 2012 en dollar US fait l'objet d'une couverture de change.

4. Opérations avec des parties liées

Il n'y a pas eu de transactions avec des parties liées au cours du premier semestre 2012.

5. Faits marquants de la période

Renouvellement des principaux contrats de service

Cerep a renouvelé ses principaux contrats de services avec ses clients récurrents, incluant 16 des 20 plus grands laboratoires pharmaceutiques mondiaux.

Licence BioPrint®

La licence d'évaluation concédée en 2011 à Shire, a été renouvelée pour 2012.

Un autre accord a été conclu sur ce modèle avec un acteur majeur de l'industrie pharmaceutique, à la fin de l'année 2011, avec effet en 2012.

Développement de la plateforme épigénétique

En juin 2011 Cerep a initié avec le Structural Genomic Consortium (SGC) une collaboration pour la fourniture de services de criblage et profilage de molécules sur des cibles épigénétiques.

Les cibles épigénétiques sont des protéines impliquées dans la régulation de l'expression des gènes. Ces dernières années, l'épigénétique est devenue l'un des domaines les plus actifs de la recherche biologique, avec un nombre croissant de programmes de recherche de nouveaux médicaments dans les domaines du cancer, de l'inflammation, des maladies neuropsychiatriques et métaboliques.

Selon les termes de l'accord, le SGC et Cerep participent ensemble à la production de protéines épigénétiques, au développement et à la publication de tests adaptés aux techniques rapides et robustes de criblage et profilage des molécules à haut débit.

Au 30 juin 2012, 20 cibles avaient été développées dans le cadre de cette collaboration, portant le nombre total de tests épigénétiques commercialement disponibles à 34.

Ce nombre a été porté à 50 au 30 septembre pour être de l'ordre de 100 au 31 décembre 2012. Cerep devrait alors être en position de leader mondial dans la fourniture de services de profilage épigénétique avec un catalogue proposant la plus grande diversité de cibles du marché.

En parallèle, Cerep a testé les effets d'un millier de médicaments de sa base de données propriétaire BioPrint® sur 16 cibles épigénétiques, dans le but d'approfondir la connaissance de la biologie et de la pharmacologie des enzymes épigénétiques. BioPrint® comprend des données pharmacologiques et pharmaceutiques homogènes et cohérentes, générées par Cerep incluant les résultats des tests de 2500 médicaments sur plus de 200 cibles et constitue un outil unique d'aide à la décision dans le processus de découverte de nouveaux médicaments. Les résultats des tests épigénétiques de BioPrint® sont en cours d'analyse et les conclusions, disponibles dans le courant du deuxième semestre, serviront de base à l'établissement de contrats de collaboration avec les groupes pharmaceutiques et les sociétés de biotechnologie impliqués dans ce domaine.

Lancement de l'offre "Organ tox"

En début d'exercice, Cerep a commercialisé une nouvelle offre de services dédiés à la prédiction des effets toxiques des médicaments sur différents organes (foie, cœur, rein, cerveau, etc.) en suivant les recommandations de la FDA (Food and Drug Administration) et de l'EMA (European Medicines Agency).

Le panel de modèles proposés inclut des tests moléculaires de criblage et des tests cellulaires visant à étudier le mécanisme d'action des médicaments.

Marketing

En 2012, Cerep intensifie ses efforts marketing, avec notamment la participation à de nombreux congrès scientifiques. Ainsi, au 30 juin 2012, Cerep a été présent à 6 conférences aux États-Unis et Canada, 4 conférences en Europe et 1 en Asie, contre un total de 4 conférences au premier semestre 2011.

Développement en Chine

Au 30 juin 2012, plus de 460 tests du catalogue général de services de Cerep étaient disponibles depuis son site chinois (Cerep Ltd.). Le chiffre d'affaires généré par la filiale chinoise se développe au fur et à mesure que la recherche pour la découverte de nouveaux médicaments s'intensifie en Asie. L'implantation de Cerep à Shanghai permet de développer des accords avec différents acteurs asiatiques (Cerep compte ainsi plus de 20 clients chinois sur les 6 premiers mois 2012), en Chine et hors de Chine, notamment en Corée.

Activité post restructuration

Le développement de nouvelles offres et la capacité de Cerep à honorer l'ensemble de ses contrats en 2012 confirment que la restructuration opérée en 2011 n'a pas eu d'impact négatif sur l'activité de l'entreprise et sa capacité à mener de nouveaux programmes qui visent à enrichir sa plateforme de tests existants.

6. Evénements postérieurs à la période

Néant

7. Perspectives 2012

Certaines négociations ont été plus longues qu'anticipé par le Groupe en début d'exercice, retardant la mise en œuvre de nouveaux contrats. Elles ont abouti récemment à la sélection de Cerep par un acteur majeur de l'industrie pharmaceutique, non client des activités de services du Groupe à ce jour.

Sa contribution au chiffre d'affaires restera modeste en 2012, mais sera significative en 2013.

La plateforme épigénétique en cours de développement a remporté ses premiers succès commerciaux en 2012. Elle permettra de répondre à de nouvelles attentes de l'industrie pharmaceutique et Cerep entend jouer un rôle majeur dans ce domaine.

Sans toutefois permettre de rattraper la baisse de revenus observée au cours des six premiers mois de l'exercice, l'ensemble de ces mesures devraient contribuer à l'augmentation du chiffre d'affaires au second semestre par rapport au premier semestre 2012, ainsi qu'à l'amélioration sensible des résultats, dans un environnement économique inchangé.

Le conseil d'administration

II. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2012

Compte de résultat

(K€)	Notes	30.06.12	30.06.11	31.12.11
Activités poursuivies				
Chiffre d'affaires net	4.1	9 780	11 464	22 816
Autres produits	4.2	436	211	436
Total produits courants		10 216	11 675	23 252
Achats matières premières, approvisionnements et variation des stocks matières et produits		1 964	2 245	4 709
Autres achats, charges et services externes		1 798	1 936	3 675
Impôts et taxes et versements assimilés		219	260	421
Salaires		4 044	4 385	8 273
Charges sociales		1 660	1 940	3 520
Dotations et reprises aux provisions nettes engagements retraite	3.3.3	42	34	42
Dotations aux amortissements sur immobilisations	3.1	719	834	1 595
Perte de valeurs des actifs	3.1	-	-6	67
Autres charges		57	42	158
Total charges nettes courantes		10 503	11 670	22 460
Résultat opérationnel courant		-287	5	792
Autres produits et charges opérationnels		200	-	
Résultat opérationnel		-87	5	792
Frais liés aux dettes financières porteuses d'intérêt	4.6	-116	-137	-257
Résultat net des placements	4.6	53	41	53
Résultat net des effets de change	4.6	-6	161	116
Autres charges ou produits financiers	4.6	63	31	72
Résultat financier	4.6	-6	96	-16
Résultat courant - part du groupe		-93	101	776
Impôts sur les bénéfices	4.7	-		-25
Impôts différés sur les bénéfices	4.7	-22	-39	121
Résultat net des activités poursuivies - part du groupe		-71	140	680
Activités abandonnées				
Résultat net des activités abandonnées	5	-395	-411	-759
Résultat net		-466	-271	-79
Résultat par action (€)		-0.04	-0.02	-0.01
Activités poursuivies		-0.01	0.01	0.05
Activités abandonnées		-0.03	-0.03	-0.06
Résultat dilué par action (€)		-0.04	-0.02	-0.01
Activités poursuivies		-0.01	0.01	0.05
Activités abandonnées		-0.03	-0.03	-0.06

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(K€)	Notes	30.06.12	30.06.11	31.12.11
Résultat net		-466	-271	-79
Ecart de conversion		44	-95	46
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	6.1	44	29	2
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente				
Réévaluation des immobilisations				
Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies				-36
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence				
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		88	-66	12
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-378	-337	-67

Les montants sont présentés nets d'impôts.

Bilan

(K€)	Notes	30.06.12	31.12.11	30.06.11
Ecart d'acquisition	3.1.2			
Immobilisations incorporelles	3.1.1	316	304	419
Immobilisations corporelles	3.1.3	6 354	6 855	6 957
Immobilisations financières (à plus d'un an)	3.1.5	743	802	896
Impôts différés actifs	4.7		-	56
Actif non courant		7 413	7 961	8 328
Immobilisations financières (à moins d'un an)	3.1.5	119	116	114
Stocks et en-cours matières et produits	3.1.4	3 326	3 008	3 417
Créances clients et comptes rattachés	3.1.5	4 410	5 232	5 514
Charges constatées d'avance	3.1.6	389	393	489
Autres créances	3.1.5	1 423	1 018	875
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	3.2	7 826	8 773	7 789
Instruments financiers dérivés	6.1			172
Disponibilités	3.2	2 338	2 451	2 658
Actif courant		19 831	20 991	21 028
Actifs non courants détenus en vue de la vente	2.19	3 770	3 770	3 770
Total Actif		31 014	32 722	33 126
Capital social	3.3.1	3 784	3 784	3 784
Primes d'émission	3.3.1	10 838	10 838	10 838
Actions propres		-175	-186	-191
Réserves légale, réglementées et autres réserves	3.3.1	315	315	315
Ecart de conversion groupe	3.3.1	-96	-140	-281
Produits et charges constatés directement en capitaux propres	3.3.1	-240	-284	-221
Réserves et report à nouveau consolidés	3.3.1	-760	-681	-681
Montants comptabilisés directement en capitaux propres relatifs à des actifs non courants détenus en vue de la vente				
Résultat - part du groupe		-466	-79	-271
Capitaux propres		13 200	13 567	13 292
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (partie à plus d'un an)		2 980	3 342	3 614
Provisions pour retraites et obligations similaires	3.3.3	664	623	561
Impôts différés passifs	4.7	71	70	
Passif non courant		3 715	4 035	4 175
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (partie à moins d'un an)	3.3.4	1 070	1 210	1 264
Provisions pour risques exigibles à moins d'un an	3.3.3	456	777	1 164
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	3.3.4	441	139	202
Produits constatés d'avance	3.3.4	52	221	85
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3.3.4	1 543	1 410	1 433
Dettes fiscales et sociales	3.3.4	2 127	2 351	2 277
Autres dettes	3.3.4	79	91	44
Instruments financiers dérivés	6.1	218	400	207
Passif courant		5 986	6 599	6 676
Passifs directement associés à des actifs non courants détenus en vue de la vente		8 113	8 521	8 983
Total Passif		31 014	32 722	33 126

Tableau des flux de trésorerie

(K€)	Notes	30.06.12	31.12.11	30.06.11
Résultat net des activités poursuivies		-71	680	140
Ajustements :				
Dotations aux amortissements	3.1	719	1 595	834
Dépréciation de juste valeur	3.1	-	67	-17
Charge d'intérêt		121	257	134
Charge d'impôts		-22	121	-40
Variation de juste valeur des instruments financiers	6.1	66	-3	45
Variation des provisions pour engagements de retraite	3.3.3	42	42	34
Impôts payés		-	-25	
Moins values de cession		16	55	46
Capacité d'autofinancement hors intérêts et impôts		871	2 789	1 176
Variation nette des actifs et passifs :				
Variation des stocks	3.1.4	-318	457	47
Variation des créances	3.1.5	417	1 904	1 753
Variation des dettes		67	-853	-708
Variation des provisions à moins d'un an (dont restructuration)	3.3.3	-321	-1 012	-625
Variation des instruments financiers	6.1	-183	88	-277
Charges et produits constatés d'avance		-164	145	-86
Variation du besoin en fonds de roulement		-502	729	104
Flux nets de trésorerie liés à l'activité		369	3 518	1 280
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		-26	-421	-164
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	3.1.1 & 3.1.3	-94	-571	-190
Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles		1	-	
Variation des immobilisations financières	3.1.5	67	150	26
Variation de périmètre			-	
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		-617	-1 183	-705
Flux nets de trésorerie liés aux activités abandonnées	5.	-819	-1 651	-841
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie		-1 093	263	-430
Incidences des variations de change		24	18	-78
Variation de juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de transaction				
Trésorerie à l'ouverture	3.2.1	11 185	10 904	10 904
Trésorerie à la clôture	3.2.1	10 116	11 185	10 396

Tableau de variation des capitaux propres

K€	Capital social	Primes d'émission	Réserve légale	Réserves réglementées	Autres réserves	Actions propres	Ecart de conversion groupe	Réserves et report à nouveau	Produits et charges constatés directement en capitaux propres	Montants comptabilisés directement en capitaux propres relatifs à des activités abandonnées	Résultat - part du groupe	Capitaux propres
31.12.10	3 784	31 587	241	74	450	-186	-186	-16 474	-250	-	-5 406	13 634
Produits et charges constatés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-95	-	29	-	-	-66
Résultat de la période											-271	-271
Produits et charges de la période	-	-	-	-	-	-	-95	-	29	-	-271	-337
Affectation du résultat								15 793			5 406	21 199
Variation de périmètre												-
Augmentation de capital												-
Autres mouvements		-20 749			-450	-5						-21 204
30.06.11	3 784	10 838	241	74	-	-191	-281	-681	-221	-	-271	13 292
Produits et charges constatés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	141	-	-63	-	-	78
Résultat de la période											192	192
Produits et charges de la période	-	-	-	-	-	-	141	-	-63	-	192	270
Affectation du résultat												-
Variation de périmètre												-
Augmentation de capital												-
Autres mouvements						5						5
31.12.11	3 784	10 838	241	74	-	-186	-140	-681	-284	-	-79	13 567
Produits et charges constatés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	44	-	44	-	-	88
Résultat de la période											-466	-466
Produits et charges de la période	-	-	-	-	-	-	44	-	44	-	-466	-378
Affectation du résultat								-79			79	-
Variation de périmètre												-
Augmentation de capital												-
Autres mouvements						11						11
30.06.12	3 784	10 838	241	74	-	-175	-96	-760	-240	-	-466	13 200

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2012

Le 3 octobre 2012, le Conseil d'administration de Cerep a arrêté les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2012.

1. Faits significatifs

1.1. Faits significatifs de la période

Renouvellement des principaux contrats de service

Cerep a renouvelé ses principaux contrats de services avec ses clients récurrents, incluant 16 des 20 plus grands laboratoires pharmaceutiques mondiaux.

Licence BioPrint®

La licence d'évaluation concédée en 2011 à Shire, a été renouvelée pour 2012.

Un autre accord a été conclu sur ce modèle avec un acteur majeur de l'industrie pharmaceutique, à la fin de l'année 2011, avec effet en 2012.

Développement de la plateforme épigénétique

Dans le cadre de l'accord avec le SGC en 2011, 20 cibles épigénétiques avaient été développées au 30 juin 2012 par Cerep, portant à 34 le nombre total de tests de cette famille commercialement disponibles.

Ce nombre sera porté à 50 au 30 septembre pour être de l'ordre de 100 au 31 décembre 2012. En parallèle, Cerep a testé les effets d'un millier de médicaments de sa base de données propriétaire BioPrint® sur 16 cibles épigénétiques, dans le but d'approfondir la connaissance de la biologie et de la pharmacologie des enzymes épigénétiques.

Activité post restructuration

Le développement de nouvelles offres et la capacité de Cerep à honorer l'ensemble de ses contrats en 2012 confirment que la restructuration opérée en 2011 n'a pas eu d'impact négatif sur l'activité de l'entreprise et sa capacité à mener de nouveaux programmes qui visent à enrichir sa plateforme de tests existants. Sur le premier semestre 2012, Cerep a réactualisé sa provision pour restructuration et constaté une reprise de 200 K€ dans ses comptes au 30 juin 2012.

1.2. Evènements postérieurs

Néant

2. Principes et méthodes appliqués

2.1. Référentiel et principes comptables

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2012 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS ("International Financial Reporting Standards") adoptées au niveau européen, en application du règlement 1606/2002 du Conseil européen du 19 juillet 2002, et notamment, en application de la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire". Ceux-ci sont disponibles sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante:

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les règles et méthodes comptables appliquées sont identiques à celles appliquées dans les états financiers annuels au 31 décembre 2011. Ces règles sont décrites dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés du rapport financier 2011 et sont conformes aux normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Les nouvelles normes et interprétations applicables, de façon obligatoire, à compter du 1er janvier 2012 sont sans impact significatif sur les comptes consolidés de Cerep au 30 juin 2012. Elles concernent principalement :

- IFRS 7 amendée « Informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers ».

Par ailleurs, le Groupe n'a opté pour l'application anticipée en 2012 d'aucune norme ou interprétation applicable lors de périodes ultérieures, en particulier :

- IAS 1 amendée « Présentation des éléments du résultat global » ;
- IAS 19 amendée « Avantages au personnel ».

Les autres normes publiées non encore adoptées par l'Union Européenne ou applicables lors de périodes ultérieures sont les suivantes :

- Normes sur les méthodes de consolidation :

- IFRS 10 « Consolidation » ;
- IFRS 11 « Accords conjoints » ;

- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » ;
- IAS 27 révisée « États financiers individuels » ;
- IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises ».

- Autres normes :

- IFRS 9 « Classification et évaluation des instruments financiers » ;
- IFRS 13 « Évaluation à la juste valeur » ;
- IAS 32 amendée « Compensation d'actifs et de passifs financiers » ;
- IAS 12 amendée « Recouvrement des actifs sous-jacents ».

2.2. Présentation du compte de résultat

Le Groupe a traité l'arrêt des activités de chimie et de recherche de médicaments, effectif au 30 juin 2007, ainsi que la cession de l'activité de services cliniques, réalisée le 31 octobre 2007, comme un abandon d'activités au sens de la norme IFRS 5. Les produits et les charges attribuables à ces activités, nets d'impôts, sont ainsi présentés sur une seule ligne au compte de résultat du premier semestre 2012, de l'exercice et du premier semestre 2011.

2.3. Méthode et périmètre de consolidation

La méthode de consolidation utilisée est l'intégration globale (I.G.).

Entreprises	Siège	N° Siren	Contrôle	Méthode
Cerep SA	Le Bois L'Evêque 86600 Celle L'Evescault	353189848	100%	Société mère
Cerep, Inc.	NE 95th Street Redmond, WA 98052 - Etats-Unis	Etrangère	100%	I.G.
Cerep Drug Discovery Services Co. Ltd.	326 Aidisheng Road, B 302-1 Zhangjiang High-Tech Park Shanghai 201203 - China	Etrangère	100%	I.G.

Les comptes sont présentés en milliers d'euros (noté K€).

2.4. Date de clôture

Les sociétés du Groupe clôturent leurs comptes au 31 décembre.

3. Analyse des principaux postes du bilan

3.1. Bilan actif

3.1.1. Immobilisations incorporelles

K€	30.06.11	31.12.11	Incidence de change	Augmentation	Diminution		Transferts	30.06.12
Valeurs brutes								
Brevets, Licences								-
Autres immobilisations incorporelles	2 154	2 180	4	141	280			2 045
Immobilisations en-cours, avances								-
Total	2 154	2 180	4	141	280		-	2 045
K€	30.06.11	31.12.11	Incidence de change	Amortissements Augmentation	Amortissements Diminution	Dépréciations Augmentation	Transferts	30.06.12
Amortissements/Dépréciations								
Brevets, Licences								-
Autres immobilisations incorporelles	1 735	1 876	4	129	280			1 729
Total	1 735	1 876	4	129	280	-	-	1 729
Valeurs nettes	30.06.11	31.12.11	Incidence de change	Augmentation	Diminution	Augmentation	Transferts	30.06.12
Brevets, Licences	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	419	304	-	12	-	-	-	316
Immobilisations en-cours, avances	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	419	304	-	12	-	-	-	316

3.1.2. Ecart d'acquisition

La société n'a pas d'écart d'acquisition inscrit à son actif.

3.1.3. Immobilisations corporelles

K€	30.06.11	31.12.11	Incidence de change	Augmentation	Diminution	Transferts	30.06.12
Valeurs brutes							
Terrains							
dont location financière							
Lignées cellulaires	2 240	2 231		17			2 248
Constructions et agencements	8 660	8 681	2				8 683
dont location financière	7 595	7 595					7 595
Matériel et outillage	9 860	10 367	88	45	63	3	10 440
dont location financière	3 982	3 985			49		3 936
Autres immobilisations corporelles	2 618	2 606	22	9	551		2 086
dont location financière	955	954			281		673
Immobilisations en cours	125	128		23		-3	148
dont lignées en cours	-	-					
Avances et acomptes	-	-					
Total	23 503	24 013	112	94	614	-	23 605
K€	30.06.11	31.12.11	Incidence de change	Amortissements Augmentation	Amortissements Diminution	Dépréciations Augmentation	30.06.12
Amortissements/Dépréciations							
Lignées cellulaires	127	193					193
Constructions et agencements	5 098	5 408	2	289			5 699
dont location financière	4 395	4 648		253			4 901
Matériel et outillage	8 845	9 101	69	252	61		9 361
dont location financière	3 794	3 871		64	49		3 886
Autres immobilisations corporelles	2 351	2 331	26	50	534		1 873
dont location financière	865	870	-9	29	281		609
Immobilisations en cours	125	125					125
Total	16 546	17 158	97	591	595	-	17 251
	30.06.11	31.12.11	Incidence de change	Augmentation	Diminution	Transferts	30.06.12
Valeurs nettes							
Terrains	-	-		-			
dont location financière	-	-		-			
Lignées cellulaires	2 113	2 038	-	17	-	-	2 055
Constructions et agencements	3 562	3 273	-	-289	-	-	2 984
dont location financière	3 200	2 947	-	-253	-	-	2 694
Matériel et outillage	1 015	1 266	19	-207	2	3	1 079
dont location financière	188	114	-	-64	-	-	50
Autres immobilisations corporelles	267	275	-4	-41	17	-	213
dont location financière	90	84	9	-29	-	-	64
Immobilisations en cours	-	3	-	23	-	-3	23
dont lignées en cours	-	-	-	-	-	-	
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-	
Total	6 957	6 855	15	-497	19	-	6 354

Depuis la mise en œuvre du programme d'acquisition et de production de lignées cellulaires, Cerep a comptabilisé 2 248 K€ de lignées à l'actif immobilisé :

- 334 K€ ont été acquises auprès de ses fournisseurs et sont en service au 30 juin 2012 ;
- 1 914 K€ ont été produites par les équipes de Cerep et sont en service au 30 juin 2012.

3.1.4. Stocks et en-cours

Principales composantes des stocks et en-cours :

K€	Brut	Provision	Net au 30.06.12	Net au 31.12.11	Net au 30.06.11
Matières premières	1 515	165	1 350	1 140	1 413
Fournitures	214		214	182	215
En-cours de production					
Produits intermédiaires	2 023	261	1 762	1 686	1 789
Produits finis					
Total	3 752	426	3 326	3 008	3 417

3.1.5. Actifs financiers

K€	Brut	Dépréciation	Net au 30.06.12	Net au 31.12.11	Net au 30.06.11
Immobilisations financières :					
Avance preneur					
- 1er avenant au crédit bail immobilier	559		559	600	640
- 2nd avenant	210		210	226	242
Dépôts de garantie des locations immobilières (1)	218	191	27	26	73
Autres dépôts et cautionnement	66		66	66	55
Total Immobilisations financières :	1 053	191	862	918	1 010
Dont immobilisations financières courantes :	119		119	116	114
Clients et assimilés (2)	4 639	229	4 410	5 232	5 514
Autres créances :					
Avances et acomptes versés	23		23	30	26
Créances sociales	18		18	19	11
Créances fiscales - TVA	179		179	61	170
Autres créances fiscales	850		850	534	331
Solde prix de cession Hespérion	-		-	-	-
Débiteurs divers	353		353	374	337
Total autres créances :	1 423	-	1 423	1 018	875
Total créances courantes :	6 181	229	5 952	6 366	6 503

(1) Le dépôt de garantie sur les locaux de Rueil-Malmaison non encore remboursé par l'ancien bailleur est déprécié en totalité au 30 juin 2012, au 31 décembre 2011 et au 30 juin 2011.

(2) dont factures à établir : 1 785 K€ au 30 juin 2012, 1 631 K€ au 31 décembre 2011 et 2 023 K€ au 30 juin 2011.

Echéances des actifs financiers avant dépréciation :

K€	Montant brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Avance preneur				
- 1er avenant au crédit bail immobilier	559	86	390	83
- 2nd avenant	210	34	146	30
Dépôts de garantie des locations immobilières	218	218		
Autres dépôts et cautionnement	66	66		
Immobilisations financières	1 053	404	536	113
Clients et assimilés	4 639	4 639		
Avances et acomptes versés	23	23		
Créances sociales	18	18		
Créances fiscales - TVA	179	179		
Autres créances fiscales	850	850		
Débiteurs divers	353	353		
Total autres créances	1 423	1 423	-	-

3.1.6. Charges constatées d'avance

K€	30.06.12	31.12.11	30.06.11
Locations; loyers	98	92	141
Maintenance	108	61	189
Honoraires - personnel intérimaire	15	11	25
Assurances	33	65	51
Chèques déjeuners	-	12	-
Autres charges	135	152	83
Total	389	393	489

3.1.7. Dépréciation des autres actifs

	30.06.11	31.12.11	Entrées périmètre	Incidence de change	Augmentation	Diminution		30.06.12
(K€)	Valeur Nette	Valeur Nette				perte de valeur	utilisée	
Immobilisations financières	191	191						191
Clients	199	221		1	7			229
Autres créances								-
Charges constatées d'avance	-	-						-
Total	390	412	-	1	7	-	-	420

3.2. Variation des flux de trésorerie

3.2.1. Tableau de variation de l'endettement financier net

K€	30.06.11	31.12.11	Variation	30.06.12
Trésorerie brute	10 447	11 224	-1 060	(1) 10 164
Intérêts courus et banque créditrice	50	39	9	48
Mobilisation de créances	-	-	-	-
Trésorerie	10 397	11 185	-1 069	10 116
Endettement financier :				
. Emprunts :	372	623	-108	515
. Crédits-bails :	4 293	3 779	-448	3 331
. Avances remboursables :	163	111	45	156
Endettement financier brut des activités poursuivies	4 828	4 513	-511	4 002
Endettement financier net des activités poursuivies	-5 569	-6 672	558	-6 114
Passifs financiers liés à des actifs non courants détenus en vue de la vente :				
. Crédits-bails :	8 891	8 477	-404	8 073
. Avances remboursables :	-	-	-	-
Endettement financier net	3 322	1 805	154	1 959

(1) Les instruments financiers détenus à des fins de transaction représentent un montant de 7 826 K€.

Ils sont composés essentiellement de valeurs mobilières de placement et de comptes à terme.

3.3. Bilan passif

3.3.1. Capitaux propres

Le tableau suivant présente le nombre d'actions autorisées à la date de situation :

en milliers	30.06.12	31.12.11	30.06.11
Autorisées			
Actions ordinaires de 0,30€ chacune	13 776	13 776	13 776

64 714 actions propres sont inscrites au nom de Cerep au 30 juin 2012, contre 92 896 au 31 décembre 2011 et 72 940 au 30 juin 2011, comptabilisées en réduction des capitaux propres au coût d'acquisition de 175 K€.

Outre le capital social, les capitaux propres consolidés sont constitués des éléments suivants :

- **Primes d'émission** : correspond à l'excédent des apports effectués par les actionnaires de Cerep SA en sus de la valeur nominale des actions.

Variation du nombre et montant d'actions émises et des primes d'émission afférentes :

	Nombre d'actions (milliers)	Capital social (K€)	Primes d'émission (K€)
31.12.10	12 612	3 784	31 587
Exercice d'option de souscription d'actions			-
Réaffectation de la prime d'émission			-20 749
30.06.11	12 612	3 784	10 838
Exercice d'option de souscription d'actions			-
Réaffectation de la prime d'émission			
31.12.11	12 612	3 784	10 838
Exercice d'option de souscription d'actions			-
Réaffectation de la prime d'émission			
30.06.12	12 612	3 784	10 838

- **Réserve légale** : correspond au cumul des prélèvements, à l'affectation du résultat, d'un vingtième des bénéfices des exercices antérieurs, diminués, le cas échéant, des pertes antérieures. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social.
- **Autres réserves** : correspond à des réserves facultatives constituées lors de l'affectation des résultats de la société mère.
- **Ecart de conversion Groupe** : correspond au cumul des écarts de change provenant de la conversion des états financiers des filiales étrangères ainsi que de la conversion des écarts d'acquisition des filiales étrangères.
- **Produits et charges constatés directement en capitaux propres** : représente la contrepartie de la variation de juste valeur des instruments financiers de change et de taux dérivés éligibles à la comptabilisation de couverture de flux de trésorerie, ainsi que la contrepartie de la variation des écarts actuariels sur engagements de retraite. Ces contreparties sont enregistrées nettes d'impôts différés.
- **Réserves et report à nouveau** : les cumuls des bénéfices et des pertes de la société mère et des entités du Groupe.

Les capitaux propres consolidés du Groupe équivalent au capital investi tel que défini par la norme IAS 1.

Le Groupe vise à respecter un équilibre entre ses capitaux propres et sa dette, de manière à bénéficier de marges de manœuvre tant dans l'exercice des opérations d'acquisition d'équipement en lien avec l'activité de services précliniques, qu'en vue d'éventuelles acquisitions.

Depuis sa constitution, Cerep SA n'a jamais versé de dividendes.

3.3.2. Avantages au personnel

Le Groupe a mis en place des plans d'intéressement des salariés au capital prévoyant l'attribution, à certains salariés et dirigeants du Groupe, d'options de souscription d'actions. Selon les termes des plans, les attributions sont réservées aux salariés et aux dirigeants des sociétés du Groupe. Les droits de souscription attribués au titre de ces plans sont acquis soit immédiatement, soit par fractions après un à trois ans sous condition d'être toujours salarié à l'échéance. Les droits restent acquis jusqu'à l'expiration de l'option au terme de 7 ans après la date d'attribution. La cession d'actions obtenues par exercice d'options n'est pas autorisée avant la fin de la période d'indisponibilité fiscale française. Les options sont payées en actions de Cerep SA lorsqu'elles sont exercées.

Le Groupe ayant retenu l'exemption facultative de ne pas comptabiliser selon les dispositions de l'IFRS 2 "Paiements en actions" les plans de souscription d'options dont les droits sont acquis au 31 décembre 2004, les acquisitions de droits étant antérieures au 31 décembre 2004 et aucune attribution n'ayant eu lieu au cours des années 2012 et 2011, aucune charge n'a été comptabilisée au compte de résultat.

Aucune option n'est en circulation au 31 décembre 2011.

En mai 2011, la société Cerep SA a conclu un nouvel accord d'intéressement pour une durée de trois ans dans le cadre des dispositions des articles L.3312-1 et suivants du Code du Travail relatifs à l'intéressement des salariés à l'entreprise. Cet accord prévoit de répartir entre les salariés de Cerep SA ayant au minimum trois mois d'ancienneté dans l'entreprise au 31 décembre de chaque exercice, au prorata de leur temps de présence, un montant égal à 7,5% de l'Excédent Brut d'Exploitation du Groupe.

3.3.3. Provisions

(K€)	30.06.11	31.12.11	Entrées périètre	Dotations	Reprises		Transferts, Ecart de change, Ecart actuariel	30.06.12
					(Provision utilisée)	(provision non utilisée)		
Engagement de retraite	561	623		41				664
Provisions pour risques								
Litiges salariés	156	120						120
Autres litiges	16	16						16
Provisions pour charges								
PSE	992	641			121	200		320
Total Provisions pour risques et charges	1 164	777	-	-	121	200	-	456

Impact sur le résultat

(K€)	30.06.11	31.12.11	Entrées périètre	Dotations	Reprises		Transferts, Ecart de change, Ecart actuariel	30.06.12
					(Provision utilisée)	(provision non utilisée)		
Dotations et reprises des provisions engagements de retraite	-34	-96		-41				-41
Autres charges courantes	625	36			121			121
Autres produits et charges opérationnels	-	976				200		200
Total	591	916	-	-41	121	200	-	280

Provision pour restructuration

Un plan de Sauvegarde de l'Emploi a été présenté et approuvé par les membres du Conseil d'Administration en décembre 2010. Cette réorganisation a touché un effectif de 41 salariés sur les 205 que comptait la société, dans le cadre de ses activités poursuivies.

Au 31 décembre 2010, une provision a été constituée à hauteur de 1 617 K€ représentant l'évaluation de l'ensemble des coûts de ce plan, indemnités de licenciement, de préavis, des mesures d'accompagnement et cellule de reclassement.

Au cours du premier semestre 2012, l'exécution du plan s'est poursuivie et la provision a été reprise à hauteur de 121 K€, ce montant étant équivalent au coût supporté par CEREP.

La réactualisation de l'estimation des coûts à venir a abouti à une réduction complémentaire de 200 K€ de la provision au 30 juin 2012.

Provision pour litiges

Au 30 juin 2012, le Groupe a plusieurs litiges en cours avec des anciens salariés et des contractants, pour lesquels le Groupe a, après consultation de ses conseils, estimé les sorties de ressources probables des actions engagées et constitué ou révisé une provision.

Engagement de retraite

L'évaluation des engagements est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées selon les hypothèses actuarielles suivantes :

K€	30.06.12		31.12.11		30.06.11	
Taux d'actualisation		3.37%		3.37%		4.17%
Taux de progression des salaires		2.00%		2.00%		2.00%
Taux moyen des charges sociales		42.00%		42.00%		42.00%
Age de départ en retraite		65 ans		65 ans		65 ans
Taux de turnover annuel par tranche d'âges et collège						
	Non-cadres	Cadres	Non-cadres	Cadres	Non-cadres	Cadres
20 - 29 ans	1.0%	1.0%	1.0%	1.0%	8.0%	0.0%
30 - 39 ans	1.0%	12.5%	1.0%	12.5%	2.8%	4.8%
40 - 49 ans	1.0%	11.0%	1.0%	11.0%	10.5%	0.0%
50 - 65 ans	1.0%	1.0%	1.0%	1.0%	0.0%	0.0%
Durée moyenne résiduelle d'activité	29 années	19 années	29 années	19 années	29 années	19 années
	30.06.12		31.12.11		30.06.11	
Dette actuarielle (valeur actualisée de l'obligation)			622			
dont, écarts actuariels comptabilisés directement en capitaux propres			-87			
Entre l'ouverture et la clôture de la période, le solde net ci-dessus a varié comme suit :						
Provision à l'ouverture de la période	622		527		527	
Ecart actuariel comptabilisé directement en capitaux propres						
- activités poursuivies			45			
- activités abandonnées						
Charges de la période	42		77		34	
Reprise de provision (sortie avant droits à retraite)			-27			
Paiement des indemnités de fin de carrière						
Provision - activités abandonnées						
Provision à la clôture de la période	664		622		561	

La charge de la période est composée des éléments suivants :

Coût des services rendus au cours de la période par les bénéficiaires en activité	26	56	27
Coût financier	16	21	7
Charge nette	42	77	34

En cas de départ en retraite, l'indemnité due aux salariés de Cerep SA selon la convention collective des entreprises de l'industrie pharmaceutique est de 3/10èmes de mois de salaire par année de présence avec un maximum de 9 mois.

La provision a été calculée, au 31 décembre 2011, avec un taux d'actualisation de 3,37%, basé sur le taux AA Bloomberg 15 ans. Le taux n'a pas été modifié au 30 juin 2012.

Cerep, Inc. dispose d'un plan de retraite géré par des organismes tiers selon un régime à cotisations définies, auxquels les salariés peuvent adhérer sous certaines conditions. L'entreprise peut compléter les versements des adhérents, et n'est soumise à aucun engagement nécessitant la constitution d'une provision pour engagement de retraite. Le Groupe a comptabilisé en charges de personnel 46 K€ au cours du premier semestre 2012 et 87 K€ durant l'exercice 2011 au titre des cotisations patronales, et, le cas échéant, des versements complémentaires, versées aux plans à prestations définies capitalisées auprès d'organismes d'assurance ou de fonds de pension.

3.3.4. Etat des dettes

Emprunts et dettes financières

(K€)	30.06.12 Nominal Activités poursuivies	30.06.12 Nominal Activités abandonnées	30.06.12 Activités poursuivies Restant dû	Taux d'interêt moyen pondéré	30.06.12 Activités abandonnées Restant dû	Taux d'interêt moyen pondéré	31.12.11 Activités poursuivies Restant dû	31.12.11 Activités abandonnées Restant dû	30.06.11 Activités poursuivies Restant dû	30.06.11 Activités abandonnées Restant dû
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :										
- euro taux fixe	309		130	4.16%			162		194	
- euro taux variable										
- mobilisation de créances	-		-				-		-	
- banque créditrice et icne	-		48				39		50	
- dollar US taux fixe	779		385	5.69%			461		177	
Dettes auprès d'organismes de crédit-bail :										
- immobilier taux variable	-	12 740	-		8 073	4.58%	-	8 477	-	8 887
- immobilier taux fixe	7 456		3 094	5.08%			3 378	-	3 670	-
- mobilier taux fixe	903		237	6.58%			402	-	623	4
Emprunts et dettes financières diverses :										
- aides remboursables à l'innovation	-		-				-		51	
- avances remboursables	156		156				111		111	
Total	9 603	12 740	4 050		8 073		4 553	8 477	4 876	8 891

Compte tenu de l'échec du programme associé, les aides remboursables à l'innovation de 51 K€ ont été constatées en autres produits au cours de l'exercice 2011.

CEREP SA a bénéficié au cours du premier semestre 2012 d'une nouvelle avance remboursable de 45 K€.

Echéancier des dettes au 30 juin 2012 :

K€	Montant brut	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Etablissement de crédit	3 846	910	2 522	414
<i>dont emprunts</i>	515	134	381	
<i>dont location financière</i>	3 331	776	2 141	414
Dettes financières diverses	156	112	45	
Acomptes reçus sur commandes	441	441		
Produits constatés d'avance	52	52		
Fournisseurs et rattachés	1 543	1 543		
Dettes fiscales et sociales	2 127	2 127		
Autres dettes	79	79		
Total	8 244	5 264	2 566	414

4. Analyse des principaux postes du compte de résultat

4.1. Chiffre d'affaires

Evolution comparée du chiffre d'affaires des activités poursuivies

	Activités poursuivies		Activités poursuivies	Activités poursuivies
(K€)	30.06.12	Variations	30.06.11	31.12.11
Groupe Cerep	9 780	-14.7%	11 464	22 816
dont contributions nettes après éliminations intercompagnies				
Cerep SA	7 722	-13.6%	8 934	17 995
Cerep, Inc.	1 985	-21.4%	2 525	4 799
Cerep, Ltd.	73		5	22

Au 30 juin 2012, le chiffre d'affaires valorisé à l'avancement représente 1 704 K€.

Chiffre d'affaires des activités poursuivies par zone géographique

Le tableau ci-après fournit la ventilation du chiffre d'affaires consolidé des activités poursuivies selon la zone géographique du client.

K€	30.06.12				30.06.11		31.12.11	
	Variation par rapport au 30.06.11							
	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%
Europe	5 326	54.5%	-160	-2.9%	5 486	47.9%	11 512	50.5%
dont France	2 143	21.9%	-141	-6.2%	2 284	19.9%	5 011	22.0%
Amérique du Nord	3 496	35.7%	-1 503	-30.1%	4 999	43.6%	9 300	40.8%
Asie	872	8.9%	-73	-7.7%	945	8.2%	1 887	8.3%
Autres	86	0.9%	52	152.9%	34	0.3%	117	0.5%
TOTAL	9 780	100.0%	-1 684	-14.7%	11 464	100.0%	22 816	100.0%

4.2. Autres produits

(K€)	30.06.12	31.12.11
Crédit d'impôt recherche	390	204
Crédit d'impôt prospection	20	
Reprise aides et avances remboursables		51
Reprise provision non utilisée	2	28
Subventions d'exploitation	24	153
Total autres produits	436	436

4.3. Informations sectorielles

Suite à l'arrêt des activités de chimie et de recherche de médicaments le 30 juin 2007 et à la cession des activités de services cliniques le 31 octobre 2007, les activités poursuivies du Groupe ne représentent que le seul secteur des services précliniques.

L'activité du Groupe est principalement localisée dans trois zones géographiques dans lesquelles se trouvent ses entités : Europe, Amérique du Nord et Asie.

Le tableau ci-après fournit la décomposition des immobilisations nettes par zones géographiques selon la localisation des entités du Groupe.

(K€)	30.06.12 Activités poursuivies	30.06.12 Actifs détenus en vue de la vente	31.12.11 Activités poursuivies	31.12.11 Actifs détenus en vue de la vente	30.06.11 Activités poursuivies	30.06.11 Actifs détenus en vue de la vente
Ecart d'acquisition, nets :						
Europe						
dont France						
Etats-Unis						
Asie						
Total	-	-	-	-	-	-
Autres Immobilisations incorporelles, nettes :						
Europe	316	-	304	-	419	-
dont France	316	-	304	-	419	-
Etats-Unis		-		-		-
Asie						
Total	316	-	304	-	419	-
Immobilisations corporelles, nettes :						
Europe	5 423	3 770	5 795	3 770	6 247	3 770
dont France	5 423	3 770	5 795	3 770	6 247	3 770
Etats-Unis	577		672		349	
Asie	354		388		361	
Total	6 354	3 770	6 855	3 770	6 957	3 770
Total immobilisations nettes :						
Europe	5 739	3 770	6 099	3 770	6 666	3 770
dont France	5 739	3 770	6 099	3 770	6 666	3 770
Etats-Unis	577	-	672	-	349	-
Asie	354	-	388	-	361	-
Total	6 670	3 770	7 159	3 770	7 376	3 770

Les produits des activités ordinaires provenant de transactions avec un client externe s'élèvent à 15 % des activités ordinaires, ce qui représente un montant de 1 458 K€.

4.4. Effectif

L'effectif moyen au 30 juin 2012 est de 202 salariés.

Personnel salarié au 30 juin 2012 :

	Europe	dont France	Etats-Unis	Asie	Total 30.06.12
Cadres	38	38	13	1	52
Techniciens	101	101	12	6	119
Employés	25	25	8	-	33
Total	164	164	33	7	204

4.5. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement engagés dans les activités poursuivies et intégralement comptabilisés en charges sont évalués à 1 365 K€ pour le premier semestre 2012 et 1 460 K€ pour le premier semestre 2011.

Ces frais sont valorisés selon la méthode du coût complet, les charges indirectes (incluant l'amortissement des équipements scientifiques) et les charges de structure étant réparties au prorata du temps passé sur les programmes de recherche.

4.6. Résultat financier

Eléments constitutifs du résultat financier

(K€)	30.06.12	30.06.11	31.12.11
Change			
Gains/pertes nets des activités poursuivies :			
- réalisés sur comptes bancaires	-9	-146	-22
- réalisés sur créances/dettes	17	-8	-26
- latents sur créances/dettes	-41	2	67
- réalisés sur options de changes et vente de devises	-90	77	189
Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés	117	236	-92
Gains/pertes nets des activités abandonnées :			
Sous-total change	-6	161	116
Revenus des valeurs mobilières de placement	53	41	53
Variation de juste valeur des instruments financiers	-0	-	-0
Produits d'intérêts sur disponibilités et escomptes obtenus	42	-1	27
Produits d'intérêts sur avance preneur	21	8	45
Produits d'intérêts sur règlement Averion	-	24	-
Charges d'intérêts sur emprunts et swaps des activités poursuivies	-116	-137	-257
Produits d'intérêts sur disponibilités et escomptes obtenus des activités abandonnées			
Charges d'intérêts sur emprunts et swaps des activités abandonnées	-183	-199	-393
Résultat financier - activités poursuivies	-6	96	-16
Résultat financier - activités abandonnées	-183	-199	-393

4.7. Impôt

Preuve d'impôts

(K€)	30.06.12		31.12.11		30.06.11	
Résultat net de l'ensemble consolidé		-466		-79		-271
Produit d'impôt courant	0		-25		0	
Charge d'impôts différés	-22		121		-39	
Charge/produit d'impôt total		22		-96		39
Résultat comptable avant impôt		-488		17		-310
Taux d'impôt de la société mère		33.33%		33.33%		33.33%
Charge d'impôt théorique		163		-6		103
Crédit d'impôt recherche		137		68		41
Différences permanentes		-4		-8		-6
Augmentation des déficits reportables non activés		-268		-162		-172
Sortie filiale						
Ecart de taux des filiales						
Autres		-5		12		73
Charge/produit d'impôt effectif		22		-96		39

Détail des impôts différés actifs et passifs

(K€)	30.06.11	31.12.11	Entrées périmètre	Variation		Change	Autres	30.06.12
				Taux	Période			
France :								
Provision pour indemnités de départ à la retraite	185	205			14			219
Retraitement des locations financières	-826	-984			-141			-1 125
Organic	6	12			-8			4
Effort construction	15	9			-5			4
Primes au personnel	38	76			-39			37
PSE	31	35			-			35
Autres différences temporaires	-30	-40			11			-29
Taxation des plus-values latentes sur VMP	-	-			-6			-6
Frais d'acquisition des immobilisations	-193	-193			-			-193
Variation de juste valeur des instruments financiers	12	134			-61			73
Déficits fiscaux reportables	763	746			235			981
Etats-Unis :								
Amortissements fiscaux dérogatoires	-28	-199			-	-6		-204
Provision pour dépréciation des comptes clients	16	17			-	0		18
Provision pour congés payés	34	36			-	1		37
Loyers différés	-	17			-	0		17
Autres différences temporaires	-	0			-	0		0
Déficits fiscaux reportables	33	59			-	2		60
Total	56	-70	-	-	-	-2	-	-71

En l'absence d'historique de bénéfices taxables suffisamment significatif, il a été considéré que les conditions de récupération des déficits fiscaux reportables de Cerep SA et Cerep, Inc. n'étaient pas réunies. Toutefois, pour Cerep SA, un impôt différé actif a été constaté à hauteur des impôts différés passifs résultant des écritures de consolidation et des différences temporaires.

Les actifs nets d'impôt différé dont la réalisation n'a pas été jugée probable et non comptabilisés au 30 juin 2012 sont les suivants :

Impôts par nature (K€)	30.06.11	31.12.11	Entrées périmètre	Incidence de change	Activation	Variation		30.06.12
						Taux	Base	
Déficits fiscaux reportables								
Cerep SA	11 437	11 410			-235		-255	10 920
Cerep, Inc								-
Cerep, Ltd	131	555		7			-137	425
Total	11 568	11 965	-	-	-235	-	-392	11 345

Depuis la Loi de Finance pour 2004 le report en avant des déficits fiscaux créés en France n'est plus limité dans le temps. Les déficits fiscaux et amortissements réputés différés des sociétés françaises sont reportables indéfiniment.

4.8. Résultat par action

Le tableau suivant présente les informations sur le nombre d'actions ayant servi aux dénominateurs des calculs des résultats de base et dilué par action :

en milliers d'actions	30.06.12	31.12.11	30.06.11
Nombre d'actions émises en circulation à l'ouverture	12 612	12 612	12 612
Nombre moyen pondéré d'actions émises durant l'exercice	-	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions émises suite à l'exercice d'options de souscription d'action			
Variation moyenne pondérée des actions propres			
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation à la clôture pour le résultat de base par action	12 612	12 612	12 612
Effet de la dilution (1)			
Nombre net potentiel d'actions nouvelles à créer	N/A	N/A	N/A
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation à la clôture pour le résultat dilué par action	12 612	12 612	12 612
Nombre maximal d'actions futures à créer par exercice de droits de souscription	-	-	500

(1) seuls les instruments potentiellement dilutifs sont retenus dans ce calcul. Ceux-ci étant uniquement constitués de droits de souscription d'action, lorsque le résultat net est négatif les actions nouvelles potentielles sont antidilutives. Le résultat dilué alors est égal au résultat de base par action.

5. Activités abandonnées

5.1. Bilan

Le tableau ci-après fournit la décomposition des actifs destinés à être cédés, ainsi que les passifs directement liés à ces actifs.

(K€)	30.06.12	31.12.11	30.06.11
Ecart d'acquisition			
Immobilisations corporelles	3 770	3 770	3 770
Immobilisations financières (à moins d'un an)			
Stocks de matières et produits finis			
Créances clients et comptes rattachés			
Charges constatées d'avance			
Autres créances			
Actifs non courants détenus en vue de la vente	3 770	3 770	3 770
Montants comptabilisés directement en capitaux propres relatifs à des actifs non courants détenus en vue de la vente			
Provisions pour retraites et obligations similaires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 073	8 477	8 891
Provisions pour risques exigibles à moins d'un an	40	44	92
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Autres dettes			
Passifs directement associés à des actifs non courants détenus en vue de la vente	8 113	8 521	8 983

5.1.1. Dépréciation d'immobilisations incorporelles

Consécutivement à l'arrêt de son activité de chimie et ses activités de recherche, le Groupe a comptabilisé en actifs détenus en vue de la vente, les brevets et les licences des logiciels de chimie et de recherche sur molécules du site de Villebon-sur-Yvette. Le solde de ces actifs a été totalement déprécié.

5.1.2. Dépréciation d'immobilisations corporelles

De même le Groupe a comptabilisé en actifs détenus en vue de la vente, d'une part le terrain, les constructions et agencements, et d'autres parts les équipements techniques, le mobilier et le matériel de bureau du site de Villebon-sur-Yvette. L'amortissement de ces actifs s'est poursuivi jusqu'à la date d'abandon d'activité au 30 juin 2007.

Au 30 juin 2012, les équipements techniques, le mobilier et le matériel de bureau du site de Villebon-sur-Yvette ont été pour la quasi-totalité cédés et le solde a été entièrement déprécié.

L'ensemble immobilier et les équipements du site de Villebon-sur-Yvette sont maintenus en actifs non courants détenus en vue de la vente, en application de la norme IFRS 5. En effet, la Société a pris la décision irréversible de céder le groupe d'actifs qu'elle détient à Villebon-sur-Yvette et en ce sens, elle a conclu une série de mandats en vue de les commercialiser activement, à leur juste valeur et dans leur destination actuelle.

5.1.3. Provisions pour risques et charges

Le plan social initié fin décembre 2010 et décrit au paragraphe 3.3.3 « Provisions », concerne en partie les activités abandonnées. Une provision a été constituée pour un montant de 77 K€ au 31 décembre 2010, inscrite au 31 décembre 2011 pour un solde de 27 K€, et reprise partiellement sur le premier semestre 2012 pour un montant de 5 K€.

5.2. Compte de résultat

Le tableau ci-après fournit la décomposition du résultat des activités abandonnées au 30 juin 2012, 31 décembre 2011 et au 30 juin 2011.

(K€)	30.06.12	31.12.11	30.06.11
Chiffre d'affaires net			
Autres produits		7	
Total produits opérationnels	-	7	-
Achats matières premières, approvisionnements et variation des stocks matières et produits			
Autres achats, charges et services externes	169	292	162
Impôts et taxes et versements assimilés	42	55	27
Salaires		32	17
Charges sociales		15	9
Dotations et reprises aux provisions nettes engagements retraite			
Dotations aux amortissements sur immobilisations			
Perte de valeurs des actifs	-21	-19	
Autres charges courantes	23		-3
Total charges opérationnelles nettes	213	375	212
Autres produits et charges opérationnelles			
Résultat opérationnel	-213	-368	-212
Frais liés aux dettes financières porteuses d'intérêt	-182	-391	-199
Résultat net des effets de change			
Autres charges ou produits financiers			
Impôts sur les bénéfices			
Produits net de cession des activités cédées			
Résultat net des activités abandonnées	-395	-759	-411

5.3. Tableau des flux de trésorerie

Le tableau ci-après fournit la décomposition des flux de trésorerie identifiés des activités abandonnées au 30 juin 2012, au 31 décembre 2011 et au 30 juin 2011.

(K€)	30.06.12	30.06.11	31.12.11
	Total activités abandonnées et cédées	Total activités abandonnées et cédées	Total activités abandonnées et cédées
Marge brute d'autofinancement	-225	-212	-386
Variation du besoin en fonds de roulement	7	-23	-52
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	-218	-235	-438
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles			
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles			
Variation des immobilisations et instruments financiers			
Trésorerie nette sur acquisition et cessions de filiales			
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-	-	-
Remboursement d'emprunts	-419	-407	-822
Intérêts payés	-182	-199	-391
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-601	-606	-1 213
Flux nets de trésorerie liés aux activités abandonnées	-819	-841	-1 651

6. Instruments financiers et engagements hors-bilan

6.1. Instruments financiers

Les principaux instruments financiers du Groupe sont constitués de financements par crédit-bail auprès d'organismes financiers, d'emprunts bancaires, des valeurs mobilières de placement et de trésorerie. L'objectif de ces instruments financiers est de permettre le financement des opérations du Groupe. Le Groupe détient également des créances clients, des dettes fournisseurs, des avances et acomptes reçus sur commandes qui sont générés par ses activités.

Le Groupe est également engagé dans des transactions intégrant des instruments financiers dérivés, principalement des ventes à terme de dollar US et options (put et call) de change sur dollar US et des swaps de taux d'intérêt. Ces instruments ont pour objectif la gestion du risque de change et de taux d'intérêt liés aux activités et au financement du Groupe. Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

Les principaux risques attachés aux instruments financiers du Groupe sont le risque de change, le risque de crédit, le risque de taux d'intérêts et le risque de marché.

Risque de change

Suite au développement du Groupe aux Etats-Unis, le bilan du Groupe est sensible aux variations du dollar US contre l'euro. Le Groupe ne couvre pas ces expositions structurelles mais cherche à limiter ses effets en visant l'équilibre dans la devise de fonctionnement des actifs et des passifs et des flux de trésorerie des filiales concernées.

Le Groupe est également exposé à un risque de change concernant la partie du chiffre d'affaires et des charges réalisés en devises autres que l'euro. Ce risque existe principalement concernant le dollar US et dans une moindre mesure le yen japonais quant aux produits et charges et flux de trésorerie liés, ainsi qu'aux éléments correspondant des comptes de créances clients, des comptes fournisseurs et de trésorerie libellés dans ces devises.

Le Groupe a mis en place une politique de couverture visant à réduire son exposition aux risques de fluctuation du dollar US et à préserver ainsi les revenus dégagés par son activité. Celle-ci, limitée à Cerep SA, vise à fixer le cours en dollar US des créances nettes et de la totalité de la facturation prévisionnelle nette libellée dans cette devise. Cette stratégie concerne également les transactions en yen japonais, pour lesquelles le Groupe a la capacité de mettre en place des instruments de couverture à la réalisation des opérations commerciales.

Les instruments dérivés utilisés par Cerep pour atteindre ses objectifs en matière de couverture, comprennent des contrats de change à terme et des options sur le dollar US (vente de call ou achat de put) ayant une maturité initiale généralement inférieure à un an. Ces instruments portent sur des actifs et des passifs existant à la fin de la période, ainsi que sur la facturation prévisionnelle nette libellée en dollar US. Dans certains cas, le Groupe est amené à compléter les instruments de couverture pris soit par des prorogations de ventes à terme, soit en inversant des positions sur options par des achats de call. Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés à des fins spéculatives.

Au 30 juin 2012, 87 % du budget prévisionnel en dollar US est couvert.

Risque de taux

L'exposition du Groupe au risque de variation des taux d'intérêt est liée à l'endettement financier à long terme.

La politique du Groupe consiste à gérer la charge d'intérêt en contractant majoritairement des financements à taux fixes. Afin d'optimiser le coût financier global, lorsque le financement n'est pas contracté à taux fixe mais à taux variable, le Groupe met en place des swaps de taux d'intérêt par lesquels il échange à intervalles prévus, la différence entre le montant des intérêts à taux fixes et le montant des intérêts à taux variables calculée sur un montant nominal d'emprunt fixé à la souscription des swaps.

Ainsi au 30 juin 2012, 100% de la dette liée aux actifs des activités poursuivies du Groupe est contractée à taux fixe. 99% de la dette liée aux actifs destinés à être vendus, dont essentiellement le financement par crédit-bail immobilier du site de Villebon-sur-Yvette, a été souscrite à taux variable.

Ces swaps ont été contractés simultanément à la signature des financements auxquels ils sont affectés, et début 2007 concernant l'avenant au contrat de crédit-bail mis enoyer en février 2007, pour les mêmes montants nominaux, et selon les mêmes conditions de date de début, date de révision du taux d'intérêt, intervalles de règlement et taux de base d'intérêts.

Les swaps ont une durée de 7 ans à compter de leur date de mise en place et seront décomptabilisés à leurs termes alors que les financements ont une durée de 15 ans.

Les swaps satisfont aux critères de la comptabilité de couverture d'instrument de couverture de flux de trésorerie, les variations de valeur de l'instrument dérivé sont enregistrées en capitaux propres.

Risque de marché

Cerep utilise différents instruments financiers dans le cadre de sa gestion de trésorerie. Ils sont constitués de SICAV monétaires et obligataires, de dépôts bancaires principalement en euro et en dollar US, et d'actions.

La politique du Groupe vise à limiter les risques de perte sur ses placements en privilégiant les instruments monétaires ou obligataires et sélectionnés sur la base d'historiques de volatilité et de performance par rapport aux indices de référence et de notations d'agences et en procédant à un suivi régulier des valeurs de marché.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité pour le Groupe représente l'éventualité de ne pouvoir faire face à ses engagements suivant leurs échéances.

L'appréciation du risque de liquidité repose sur le suivi des échéanciers des financements du Groupe, l'évolution du niveau de trésorerie disponible et les prévisions d'entrées et de sorties de trésorerie. A la date d'établissement des états financiers, le Groupe n'a pas identifié de besoin de trésorerie à court terme.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie découle de l'éventualité qu'une partie au contrat n'honore pas ses obligations causant ainsi une perte à l'autre partie. Cerep considère qu'il existe un risque de contrepartie sur certains postes du bilan, le plus significatif portant sur les créances clients, ainsi que sur des engagements figurant en hors-bilan (achats de matières premières et travaux), couvert par des mesures appropriées.

Une proportion significative du chiffre d'affaires est réalisée avec quelques clients. Au cours du premier semestre 2012, le chiffre d'affaires consolidé réalisé avec les plus importants partenaires commerciaux du Groupe se décompose comme suit :

	1 ^{er} semestre 2012
Trois plus importants partenaires commerciaux	27 %
Cinq plus importants partenaires commerciaux	35 %
Dix plus importants partenaires commerciaux	49 %

Cette concentration du risque de crédit sur quelques clients et l'incidence d'une défaillance éventuelle d'un tiers sur le compte de résultat du Groupe sont atténués par la taille et la solvabilité financière des grands groupes de l'industrie pharmaceutique qui constituent les principaux partenaires de Cerep. Toutefois, Cerep compte parmi ses clients plusieurs entreprises de recherche pharmaceutique qui réalisent des pertes récurrentes et pour lesquelles les fonds levés auprès d'investisseurs constituent la principale source de financement. Le Groupe a constaté au cours des exercices antérieurs plusieurs défaillances. L'irrecouvrabilité reste cependant limitée au regard de la base de clientèle de Cerep, ce qui réduit dans une certaine mesure cette exposition.

Cerep intègre dans sa démarche commerciale un processus d'évaluation de la solvabilité du prospect et inclut, si nécessaire ou selon les particularités de la prestation, l'obligation de versement d'acomptes ou d'avances par le client.

Le Groupe est également dépendant de la solvabilité de plusieurs fournisseurs ou prestataires, certains étant stratégiques dans la fourniture de technologies ou de matières premières. Les procédures d'achats de Cerep intègrent l'établissement et la mise à jour d'une liste de fournisseurs approuvés. Le processus d'approbation, qui implique par ailleurs le service de contrôle qualité, inclut un examen de solvabilité qui peut faire appel à des évaluations d'agences de notation de risque crédit.

Enfin, Cerep gère son risque de contrepartie sur ses instruments financiers en sélectionnant rigoureusement les institutions financières tierces, en diversifiant les contreparties par type de contrat et en procédant à un suivi régulier des engagements.

Justes valeurs des instruments financiers du Groupe

(K€)	Valeur au bilan				Juste valeur			
	Brut	Dépréciation	Net au 30.06.12 Activités abandonnées	Net au 30.06.12 Activités poursuivies	Niveau 1: Cours cotés et disponibilités	Niveau 2: Modèles internes avec paramètres observables	Niveau 3: Modèles internes avec paramètres non observables	Juste valeur au 30.06.12
Actifs financiers :								
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance :								
Avances preneurs	769			769		864		864
Dépôts de garantie des locations immobilières	27			27		27		27
Autres dépôts et cautionnements	66			66		66		66
Créances clients et assimilés	4 639	229		4 410		4 410		4 410
Autres créances				-				-
Total actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	5 501	229	-	5 272	-	5 367	-	5 367
Actifs financiers à la juste valeur, par le biais du compte de résultat :								
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	7 826			7 826	7 826			7 826
Instruments financiers dérivés	-			-		-		-
Disponibilités	2 338			2 338	2 338			2 338
Total actifs financiers à la juste valeur, par le biais du compte de résultat	10 164	-	-	10 164	10 164	-	-	10 164
Total Actifs financiers	15 665	229	-	15 436	10 164	5 367	-	15 531
Passifs financiers :								
Passifs financiers détenus jusqu'à l'échéance :								
Emprunts	515			515		564		564
Mobilisation de créances				-				-
Banque créditrice	48			48	48			48
Dettes auprès d'organismes de crédit bail à taux fixe	3 331			3 331		3 708		3 708
Dettes auprès d'organismes de crédit bail à taux variable	8 073		8 073	-		9 185		9 185
Aides et avances remboursables	156			156		156		156
Avances et acomptes reçus sur commandes	441			441		441		441
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 543			1 543		1 543		1 543
Dettes fiscales et sociales	2 127			2 127		2 127		2 127
Autres dettes	79			79		79		79
Total passifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	16 313	-	8 073	8 240	48	17 803	-	17 851
Passifs financiers à la juste valeur, par le biais du compte de résultat :								
Instruments financiers dérivés	218			218		218		218
Total passifs financiers à la juste valeur, par le biais du compte de résultat :	218	-	-	218	-	-	-	218
Total Passifs financiers	16 531	-	8 073	8 458	48	17 803	-	18 069

Variation des instruments financiers dérivés

K€	Produits et charges constatés directement en capitaux propres	Impôts différés passifs	Résultat financier
Total 31.12.10	-208	-124	-538
Instruments exercés durant le premier semestre 2011	-95	-27	93
Instruments en place et éligibles au 30.06.11			
Réalisation des flux couverts		-5	-10
Variation de juste valeur	166	83	
Variation de la valeur temps		59	119
Instruments inéligibles en place au 30.06.11		4	7
Total 30.06.11	-137	-10	209
Instruments exercés durant le deuxième semestre 2011	-101	-46	-43
Instruments en place et éligibles au 31.12.11			
Réalisation des flux couverts		-33	-67
Variation de juste valeur	74	37	
Variation de la valeur temps		-13	-27
Instruments inéligibles en place au 31.12.11		-4	-8
Total 31.12.11	-164	-69	65
Instruments exercés durant le premier semestre 2012	55	14	91
Instruments en place et éligibles au 30.06.12			
Réalisation des flux couverts		-27	-55
Variation de juste valeur	38	19	
Variation de la valeur temps		-9	-18
Instruments inéligibles en place au 30.06.12		-0	-1
Total 30.06.12	-71	-73	18

Au 30 juin 2012, les valeurs nominales des instruments financiers dérivés sont les suivantes :

(K€)	Instruments financiers dérivés			Particularités
	éligibles		inéligibles	
	Couverture de juste valeur	Couverture de flux de trésorerie		
Instruments de change :				
Vente à terme USD	315	1 317		Cours à terme EUR/USD moyen 1,287 échéances août à décembre 2012
Vente à terme JPY	-	155		Cours à terme EUR/JPY moyen 106,74 échéance octobre 2012
Options :				
Vente put EUR / call USD	368	822		Prix d'exercice EUR/USD moyen 1,345 échéances de août à décembre 2012
Achat put EUR / call USD				
Achat call EUR / put USD	394	854	776	Prix d'exercice EUR/USD moyen 1,284 échéances de août à décembre 2012
Vente put EUR / call JPY	142	97		Prix d'exercice EUR/JPY 104,54 échéances de juillet à novembre 2012
Achat call EUR / put JPY	152	97	249	Prix d'exercice EUR/JPY 100,56 échéances de juillet à novembre 2012
Instruments de taux :				
Swaps de taux variable à taux fixe		8 113		2 789 K€ à 3,08% et 4 559 K€ à 3,21% d'échéances identiques juillet 2012 et 765 K€ à 4,38% d'échéance juillet 2014.

6.2. Engagements donnés

	31.12.11		30.06.12	Palements dus par période			30.06.12
	Activités abandonnées	Activités poursuivies	Total Activités poursuivies	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	Total Activités abandonnées
Obligations contractuelles (K€)							
Engagements liés aux dettes à long terme figurant au passif du bilan (capital + Intérêts) :							
Dettes à long terme (capital + intérêts)		410	517	135	382	-	
Obligations en matière de crédit-bail	10 250	4 037	3 600	774	2 401	425	9 587
Obligations en matière de location-financement		289	200	155	45		
Contrats de location simple		365	902	180	712	10	
Obligations d'achats irrévocables		331	807	807			
Achats et ventes de devises à terme non couverts		3 059	3 215	3 215			
Autres obligations à long terme		-87	-89	-13	-43	-33	
Total	10 250	8 404	9 152	5 253	3 497	402	9 587
	31.12.11		30.06.12	Montant des engagements par période			30.06.12
	Activités abandonnées	Activités poursuivies	Dettes garanties	Montant des sûretés	VNC des biens donnés en garantie		Activités abandonnées Dettes garanties
Dettes garanties par des sûretés réelles (K€)							
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		14					
Total	-	14	-	-	-	-	-
	31.12.11		30.06.12	Montant des engagements par période			30.06.12
	Activités abandonnées	Activités poursuivies	Total	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	Activités abandonnées
Autres engagements commerciaux (K€)							
Lettres de crédit			-				
Garanties sur contrats de crédit-bail mobiliers			-				
Garanties sur contrat de crédit-bail immobilier		825	769	119	537	113	
Obligations de rachat			-				
Autres engagements commerciaux			-				
Total	-	825	769	119	537	113	-

6.3. Engagements reçus

Aucun engagement n'est reçu par le groupe au 30 juin 2012.

7. Autres informations

7.1. Contributions au résultat consolidé

K€	Cerep SA	Cerep, Inc.	Cerep, Ltd	Total
Résultats nets sociaux de la période	-566	-290	-222	-1 078
Retraitements et éliminations				
Locations financières	281			281
Dépréciation propres actions	-2			-2
Variation de la provision pour perte de valeur des actifs	-364			-364
Provisions titres de participation	468			468
Ecart de change	-37			-37
Impôts différés sur écarts temporaires	-38			-38
Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés	78			78
Variation de juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de transaction	-9			-9
Ecart actuariel sur IDR	0			-
Impôts différés sur déficits fiscaux	235			235
RESULTAT DU GROUPE	46	-290	-222	-466

Cerep

B.P. 3001

86600 – Celle l'Evescault

France

Tél. + 33 (0)5 49 89 30 00

Fincom@cerep.fr

[**www.cerep.com**](http://www.cerep.com)

Code ISIN FR000404232

NYSE Euronext Paris – Alternext

5.1 Communiqué de presse en date du 3 octobre 2012 (Résultats consolidés semestriels)

Cerep annonce ses résultats consolidés du 1^{er} semestre 2012

Paris, France, 3 octobre 2012 - communiqué 2012/02

■ Chiffre d'affaires des activités poursuivies

Au 30 juin 2012, le chiffre d'affaires consolidé des activités poursuivies s'établit à 9,78 millions d'euros contre 11,46 millions d'euros enregistrés en 2011, en recul de 14,7%.

Si les différentes activités de Cerep sont affectées par le ralentissement de la demande, l'ADME¹ est plus touchée (-21,4%) que les activités de profilage pharmacologique (-13,6%).

Environ 89% de la baisse de chiffre d'affaires résulte du recul de la demande en Amérique du Nord. Les lourdes restructurations de l'industrie pharmaceutique présente sur cette zone ont ralenti les discussions préalables à la conclusion de nouveaux accords.

La contribution de la filiale chinoise au chiffre d'affaires du Groupe est plus significative en 2012, tant directement (chiffre d'affaires réalisé par Cerep en Chine) qu'indirectement (chiffre d'affaires réalisé par les autres sociétés du Groupe pour des clients chinois) ; la présence de Cerep à Shanghai donne en effet plus de visibilité au groupe sur la zone Asie.

	30.06.11				30.06.11	
	Variation S1 2012/2011					
(K€)	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%
Europe	5 326	54,5%	-160	-2,9%	5 486	47,9%
<i>dont France</i>	2 143	21,9%	-141	-6,1%	2 284	19,9%
Amérique du Nord	3 496	35,7%	-141	-6,2%	4 999	43,6%
Asie	872	8,9%	-73	-7,2%	945	8,2%
Autres	86	0,9%	52	152,9%	34	0,3%
Total	9 780	100,0%	-1684	-14,7%	11 464	100,0%

Résultats du Groupe

Excédent brut d'exploitation (EBE/EBITDA)

Cerep a significativement réduit le coût de fonctionnement des opérations et les frais de structure au cours des derniers exercices, et particulièrement en 2011.

Ces efforts portent pleinement leurs fruits en 2012, avec une baisse des charges d'exploitation courantes, hors amortissements de 1,05 million d'euros au 30 juin 2012, par rapport aux charges constatées au 30 juin 2011.

Malgré un chiffre d'affaires en recul de 1,68 million d'euros, le Groupe maintient un EBE consolidé des activités poursuivies positif, à 0,43 million d'euros contre 0,84 million d'euros au 30 juin 2011.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé des activités poursuivies au 30 juin 2012 est une perte de 0,09 million d'euros contre un gain de 0,01 million d'euros au premier semestre 2011.

Résultat financier

Le résultat financier consolidé des activités poursuivies est une perte de 0,01 million d'euros contre un gain de 0,10 million d'euros au 30 juin 2011.

La baisse ainsi constatée traduit une perte réalisée sur les options de changes et ventes par rapport au dollar sur le premier semestre 2012, compensée par une variation sur la juste valeur des instruments financiers dérivés.

Le résultat financier reflète aussi des frais liés aux dettes financières porteuses d'intérêts de 0,12 million d'euros, et de produits financiers de 0,12 million d'euros également.

Résultat net des activités poursuivies

Pour les six premiers mois de l'exercice, le résultat net part du Groupe des activités poursuivies est une perte de 0,07 million d'euros contre un gain de 0,14 million d'euros au 30 juin 2011.

ALCER
LISTED
NYSE
ALTERNEXT

Code ISIN FR0004042232
Alternext Paris

Cerep SA
Le Bois l'Evêque
86600 Celle l'Evescault France
tél : +33 (0)5 49 89 30 00
fincom@cerep.fr
www.cerep.com

Spécialiste de la pharmacologie *in vitro* et de l'ADME-toxicologie, Cerep [Nyse Alternext – ALCER] offre des services qui permettent de réduire les coûts de la recherche des médicaments en identifiant précocement les médicaments les plus prometteurs tout en éliminant les composés susceptibles d'échouer en développement.

Les technologies de Cerep sont à ce jour utilisées par près de 500 sociétés pharmaceutiques ou biotechnologiques dans le monde entier, incluant la plupart des leaders de l'industrie pharmaceutique.

Les commentaires qui précèdent sur la situation financière et les résultats de Cerep peuvent contenir des informations prévisionnelles impliquant des risques et des incertitudes. Les résultats effectifs de la Société peuvent être substantiellement différents de ceux anticipés dans ces informations prévisionnelles du fait de différents facteurs. Les facteurs de risque sont décrits dans le Rapport financier annuel de la Société.

¹ ADME : Absorption, Distribution, Métabolisme, Excrétion

Résultat des activités abandonnées

Le résultat net propre aux activités abandonnées a représenté une perte de 0,39 million d'euros contre une perte de 0,41 million d'euros au premier semestre 2011.

Résultat net consolidé

La perte nette du Groupe s'établit à -0,47 million d'euros contre -0,27 million d'euros au 30 juin 2011.

Chiffres-clés

(K€)	30.06.11	30.06.10
Activités poursuivies		
Chiffre d'affaires	9 780	11 464
EBITDA / EBE	432	839
Résultat opérationnel courant	-287	5
Résultat opérationnel	-87	
Résultat financier	-6	96
Produit/charge net d'impôt	-22	-39
Résultat net des activités poursuivies	-71	140
Activités abandonnées		
Résultat net des activités abandonnées	-395	-411
Résultat net consolidé	-466	-271

■ Recherche et développement

Les frais de recherche et développement (R&D) des activités poursuivies du Groupe se sont élevés à 1,37 million d'euros au premier semestre 2012, contre 1,46 million d'euros enregistrés pour les mêmes activités et pour la même période en 2011, soit 14,0% du chiffre d'affaires contre 12,7% au 30 juin 2011.

La maîtrise des coûts de production appliquée à la R&D a permis au Groupe de maintenir un niveau d'innovation élevé, tout en réduisant les coûts associés.

Les programmes de R&D au cours de la période ont porté particulièrement sur le développement du portefeuille des cibles épigénétiques du Groupe qui compte au 30 juin 2012 34 tests commercialisés.

Cerep a également développé sa base de données BioPrint® en testant les effets d'un millier de médicaments sur 16 enzymes épigénétiques dans le but d'étudier le rôle de ces cibles dans les effets secondaires des médicaments.

Ces efforts seront poursuivis durant la seconde partie de l'exercice, le Groupe entendant disposer d'une centaine de cibles épigénétiques en fin d'exercice 2012.

■ Trésorerie

La position de trésorerie du Groupe (hors actions propres) s'élève à 10,12 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 10,40 millions d'euros au 30 juin 2011 et 11,19 millions d'euros au 31 décembre 2011.

Les activités poursuivies ont généré un flux net de trésorerie lié à l'activité de 0,37 million d'euros.

Les investissements des activités poursuivies au cours de la période ont représenté un flux net de trésorerie de -0,03 million d'euros au 30 juin 2012.

Les flux de trésorerie liées aux opérations de financement des activités poursuivies, principalement constitués des remboursements d'emprunts et de crédit-bail, sont d'un montant de -0,62 million d'euros.

Les flux de trésorerie des activités abandonnées sont un décaissement net de 0,82 million d'euros, constitués pour l'essentiel de flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement de -0,60 million d'euros (-0,42 million d'euros de remboursement d'emprunts et -0,18 million d'euros d'intérêts).

■ Evènements significatifs de la période

Renouvellement des principaux contrats de service

Cerep a renouvelé ses principaux contrats de services avec ses clients récurrents, incluant 16 des 20 plus grands laboratoires pharmaceutiques mondiaux.

Licence BioPrint®

La licence d'évaluation concédée en 2011 à Shire, a été renouvelée pour 2012.

Un autre accord a été conclu sur ce modèle avec un acteur majeur de l'industrie pharmaceutique, à la fin de l'année 2011, avec effet en 2012.

Développement de la plateforme épigénétique

En juin 2011 Cerep a initié avec le Structural Genomic Consortium (SGC) une collaboration pour la fourniture de services de criblage et profilage de molécules sur des cibles épigénétiques. Les cibles épigénétiques sont des protéines impliquées dans la régulation de l'expression des gènes. Ces dernières années, l'épigénétique est devenue l'un des domaines les plus actifs de la recherche biologique, avec un nombre croissant de programmes de recherche de nouveaux médicaments dans les domaines du cancer, de l'inflammation, des maladies neuropsychiatriques et métaboliques.

Selon les termes de l'accord, le SGC et Cerep participent ensemble à la production de protéines épigénétiques ainsi qu'au développement de tests adaptés aux techniques rapides et robustes de criblage et profilage des molécules à haut débit.

Au 30 juin 2012, 20 cibles avaient été développées dans le cadre de cette collaboration, portant le nombre total de tests épigénétiques commercialement disponibles à 34. Ce nombre a été porté à 50 au 30 septembre pour être de l'ordre de 100 au 31 décembre 2012. Cerep devrait alors être en position de leader mondial dans la fourniture de services de profilage épigénétique avec un catalogue proposant la plus grande diversité de cibles du marché.

En parallèle, Cerep a testé les effets d'un millier de médicaments de sa base de données propriétaire BioPrint® sur 16 cibles épigénétiques, dans le but d'approfondir la connaissance de la biologie et de la pharmacologie des enzymes épigénétiques. BioPrint® comprend des données pharmacologiques et pharmaceutiques homogènes et cohérentes, générées par Cerep incluant les résultats des tests de 2500 médicaments sur plus de 200 cibles et constitue un outil unique d'aide à la décision dans le processus de découverte de nouveaux médicaments. Les résultats des tests épigénétiques de BioPrint® sont en cours d'analyse et les conclusions, disponibles dans le courant du deuxième semestre, serviront de base à l'établissement de contrats de collaboration avec les groupes pharmaceutiques et les sociétés de biotechnologie impliqués dans ce domaine.

Lancement de l'offre "Organ tox"

En début d'exercice, Cerep a commercialisé une nouvelle offre de services dédiés à la prédiction des effets toxiques des médicaments sur différents organes (foie, cœur, rein, cerveau, etc.) en suivant les recommandations de la FDA (Food and Drug Administration) et de l'EMA (European Medicines Agency). Le panel de modèles proposés inclut des tests moléculaires de criblage et des tests cellulaires visant à étudier le mécanisme d'action des médicaments.

Commercial et marketing

En 2012, Cerep intensifie ses efforts marketing, avec notamment la participation à de nombreux congrès scientifiques. Ainsi, au 30 juin 2012, Cerep a été présent à 6 conférences aux États-Unis et Canada, 4 conférences en Europe et 1 en Asie, contre un total de 4 conférences au premier semestre 2011. Le Groupe participera à plus d'une vingtaine de séminaires en 2012 contre 9 en 2011. L'équipe commerciale, déjà renforcée au premier semestre, sera enrichie de nouvelles compétences dans la seconde moitié de l'exercice.

Développement en Chine

Au 30 juin 2012, plus de 460 tests du catalogue général de services de Cerep étaient disponibles depuis son site chinois (Cerep Ltd.). Le chiffre d'affaires généré par la filiale chinoise se développe au fur et à mesure que la recherche pour la découverte de nouveaux médicaments s'intensifie en Asie. L'implantation de Cerep à Shanghai permet de développer des accords avec différents acteurs asiatiques (Cerep compte ainsi plus de 20 clients chinois sur les 6 premiers mois 2012), en Chine et hors de Chine, notamment en Corée.

Activité post restructuration

Le développement de nouvelles offres et la capacité de Cerep à honorer l'ensemble de ses contrats en 2012 confirment que la restructuration opérée en 2011 n'a pas eu d'impact négatif sur l'activité de l'entreprise et sa capacité à mener de nouveaux programmes qui visent à enrichir sa plateforme de tests existants.

■ Perspectives

Certaines négociations ont été plus longues qu'anticipé par le Groupe en début d'exercice, retardant la mise en oeuvre de nouveaux contrats. Elles ont abouti récemment à la sélection de Cerep par un acteur majeur de l'industrie pharmaceutique, non client des activités de services du Groupe à ce jour. Sa contribution au chiffre d'affaires restera modeste en 2012, mais sera significative en 2013.

La plateforme épigénétique en cours de développement a remporté ses premiers succès commerciaux en 2012. Elle permettra de répondre à de nouvelles attentes de l'industrie pharmaceutique et Cerep entend jouer un rôle majeur dans ce domaine.

Le Groupe a révisé la présentation de son offre pour l'adapter aux évolutions de marché, tant en ADME qu'en profilage pharmacologique, et renforcé ses efforts commerciaux et marketing pour la promouvoir.

Sans toutefois permettre de rattraper la baisse de revenus observée au cours des six premiers mois de l'exercice, l'ensemble de ces mesures devraient contribuer à l'augmentation du chiffre d'affaires au second semestre par rapport au premier semestre 2012, ainsi qu'à l'amélioration sensible des résultats, dans un environnement économique inchangé.

■ **Contact**

Thierry Jean, Président-directeur général

Sophie Macault, General Counsel

Tel. +33 (0)5 49 89 30 00

fincom@cerep.fr

Cerep annonce le dépôt d'un projet d'offre publique d'achat amicale sur la totalité du capital de la Société par une filiale d'Eurofins

Celle L'Evescault, le 24 décembre 2012 – communiqué 2012/03

Eurofins Discovery Services Lux Holding (« Eurofins »), filiale à 100% d'Eurofins Scientific (EUFI.PA) a déposé le 21 décembre 2012 un projet d'offre publique d'achat portant sur la totalité des actions Cerep, au prix de 2 euros par action.

A l'appui du projet d'offre amicale, Eurofins et Cerep ont déposé une note conjointe.

Le conseil d'administration de Cerep a approuvé le projet d'offre à l'unanimité.

Thierry Jean, Président directeur général et fondateur de Cerep s'est par ailleurs engagé à céder la totalité de ses actions, soit 8,48% du capital de la Société ⁽¹⁾.

Cette opération, si elle venait à se réaliser, permettrait à Eurofins de renforcer sa présence dans le secteur de la pharmacologie prédictive, après l'acquisition de Panlabs aux Etats-Unis en septembre 2012. Thierry Jean se verrait confier la responsabilité du pôle Drug Discovery d'Eurofins qui serait formé si le rapprochement devait se confirmer.

Voir également : [Dépôt d'un projet d'offre publique d'achat](#)

ALCER
LISTED
NYSE
ALTERNEXT

Code ISIN FR0004042232
Alternext Paris

Cerep SA
Le Bois l'Evêque
86600 Celle l'Evescault France
tél : +33 (0)5 49 89 30 00
fincom@cerep.fr
www.cerep.com

Spécialiste de la pharmacologie *in vitro* et de l'ADME-toxicologie, Cerep [Nyse Alternext – ALCER] offre des services qui permettent de réduire les coûts de la recherche des médicaments en identifiant précocement les médicaments les plus prometteurs tout en éliminant les composés susceptibles d'échouer en développement. Les technologies de Cerep sont à ce jour utilisées par plus de 500 sociétés pharmaceutiques ou biotechnologiques dans le monde entier, incluant la plupart des leaders de l'industrie pharmaceutique.

Les commentaires qui précèdent sur la situation financière et les résultats de Cerep peuvent contenir des informations prévisionnelles impliquant des risques et des incertitudes. Les résultats effectifs de la Société peuvent être substantiellement différents de ceux anticipés dans ces informations prévisionnelles du fait de différents facteurs. Les facteurs de risque sont décrits dans le Rapport financier annuel de la Société.

(1) à l'exception de l'action qu'il détient en garantie de son poste d'administrateur de Cerep

■ Contact

Thierry Jean, Président-directeur général
Sophie Macault, General Counsel
Tel. +33 (0)5 49 89 30 00
fincom@cerep.fr

" J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que le présent document qui a été déposé le 22 janvier 2013 et qui sera diffusé le 23 janvier 2013, soit au plus tard la veille de l'ouverture de l'offre, comporte l'ensemble des informations requises par l'article 231-28 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers et de l'instruction 2006-07, dans le cadre de l'offre publique d'achat simplifiée initiée par EUROFINS DISCOVERY SERVICES LUX HOLDING et visant les actions de la société CEREP. Ces informations sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée."

CEREP

Représentée par Monsieur Thierry JEAN, Président-Directeur Général